23
courant alternatif
Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
NOVEMBRE 92 - 25 F

Italie, G.B. Espagne, le réveil de "ceux d'en bas"

Rostock : contexte et réalité

Comprendre le système monétaire européen

M1292 - 23 - 25,00 F

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal (CJ), est organisée dans une ville différente chaque fois, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individus. En outre chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Ce numéro a été préparé à Paris.
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore - BP 1213 - 51058 Reims Cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF...

1 an (10 numéros) ..... 220 F

Chaque nouvel abonné recevra gratuitement le livre de l'OCL "L'Etat des lieux"

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires ..... 390 F
3 exemplaires ..... 550 F
5 exemplaires ..... 900 F
10 exemplaires ..... 1450 F

Chèques à l'ordre de "La Galère"
OCL/Egregore - B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex
Souscription permanente pour CA : CCP La Galère 38-77 P - Chalons sur Marne
Abonnement 6 numéros : 140 F - 3 numéros : 70 F

Courant Alternatif
Eté 1992
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Egregore
B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex
Dir. Publication : Denis Jean
Imprimerie : Rotographie
Com. par. : AS 72313

LA PROCHAINE COMMISION JOURNAL AURA LIEU A BORDEAUX

SOMMAIRE

3. ..... Edito
4. ..... Rencontre nationale étudiante / Flics
5/6/7. ..... Bizutage : les futures élites en sac poubelle
8. ..... Sexisme au quotidien
9. ..... Solidarité avec l'avocat Blanco
10/13. ..... G.B. : une incessante lutte de classe multiforme
13/15. ..... Espagne : de l'euphorie à la dépression
16/17. ..... Espagne : transports internationaux paralysés
18/19. ..... Italie : la classe politique en crise
20/22. ..... Italie : fin de la protection sociale
22/25. ..... Système monétaire européen
25. ..... Bulgarie : à l'Est, rien de nouveau
26. ..... Asile : non à la forteresse européenne
27/28. ..... Rostock et les fantômes de l'Allemagne
29. ..... Contraception, avortement, état des lieux
30/31. ..... Cinéma - Livres
32. ..... Télécoms : CFDT et section archives
33/34. ..... Education : le plan sécurité des socialistes
35/36. ..... L'Mouvement - Brèves

RELATIONS INTERNATIONALES : Tél. 56 92 73 66 - Fax 56 92 24 75

COMMENT CONTACTER COURANT ALTERNATIF ?

AQUITAINE
• CEDA - B.P. 28
33031 Bordeaux Cedex

BRETAGNE
• OCL c/o GRIM
B.P. 804
44019 Nantes Cedex

CENTRE
• La Commune - B.P. 1228
45002 Orléans Cedex

ILE DE FRANCE
• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 Paris Cedex 20
• Ruptures - B.P. 1
94501 Champigny Cedex

MIDI-PYRENEES
• OCL c/o Collectif Pirate Canal Sud
40, rue Alfred Duménil
31400 Toulouse

NORD/EST
• OCL c/o Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cedex
• La Question Sociale
B.P. 202
08102 Charleville-Mézières
• GREL - B.P. 47
10500 Brienne le Château

NORMANDIE
• ASTEVEMU - B.P. 88
14008 Caen Cedex

PAYS-BASQUE
• Acratie - B.P. 23
64130 Mauléon

PAYS DE LOIRE
• La Galère
B.P. 1917
37019 Tours Cedex

RHONE-ALPES
• OCL
37, rue Burdeau
69001 Lyon

SUD-EST
• La Galère - B.P. 117
06333 Grasse Cedex

Ecrire au journal pour Longwy

EDItorial

Leur Maastricht est à peine né qu'il est déjà moribond, du moins quant à ses aspects censés être les plus attractifs pour capter les votes populaires : la monnaie unique, la reprise économique, la libre circulation, la fraternité entre les peuples. Par contre, leur Europe, celle qui consiste à planifier au mieux la diminution de la part de la valeur ajoutée revenant au travail, pour augmenter celle qui doit revenir au capital, est bien vivante. Ici on expulse des postes de travail des dizaines de milliers de travailleurs, là on taille à la serpe dans les garanties sociales. Partout le chômage s'étend et le nombre de ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté est en augmentation constante.

La fin de la lutte de classe «décrétée» par J. Major en 1990 et annoncée avec tambours et trompettes par les idéologues et la classe politique n'est pas pour demain ; elle n'est décidément pas soluble dans le capitalisme ! En l'espace de quelques semaines, l'Italie et la Grande-Gretagne ont vu la classe ouvrière remettre le nez à la fenêtre de la vie politique. En Espagne, le «miracle économique» félipien s'est bâti sur les sables mouvants de l'investissement financier et spéculatif ainsi que sur une politique de grands travaux (JO, Seville, TGV) menée par l'Etat ; le caractère artificiel de ce «développement» est en train d'éclater au grand jour devant les yeux des travailleurs qui, après en avoir reçu quelques miettes, se retrouvent tout autant menacés que leurs homologues italiens ou anglais.
La Grande Bretagne de Major frappe à la porte des nations «pauvres» de la CEE, la Grèce et le Portugal, pour tenter de recevoir quelques subsides compensateurs accordés par la CEE.
L'Italie s'enflamme contre une classe politico-syndicale qui voudrait faire payer aux salariés la gestion maffieuse et corrompue de l'économie.
En France, les outils idéologiques à disposition de la bourgeoisie pour masquer la lutte des classes (et qui resteront comme acquis principal de 12 années de «socialisme»), fonctionnent encore relativement bien : «les actions humanitaires», «le phénomène Le Pen», «le franc fort», le spectacle haut en couleurs des batailles politichiennes, sont autant d'écrans qui captent encore l'attention du plus grand nombre et les éloignent d'une réalité pourtant ébauchée par la lecture du vote sur l'Europe.

Le problème de l'organisation des travailleurs est au cœur du débat. Le rôle classique des syndicats, qui est de servir de médiateur entre les intérêts des travailleurs et ceux de l'Etat et du patronat, est entré dans une période de crise profonde : leur espace pour jouer ce rôle est à ce point restreint qu'ils ne peuvent plus être que de simples auxiliaires du capital. Même si dans l'ensemble, et pour l'instant, les travailleurs n'ont pas d'autres perspectives claires et évidentes, ils l'ont bien compris qui se désyndicalisent à tour de bras, même là où les confédérations avaient encore pignon sur rue comme en Italie ou en Espagne. Le syndicalisme allemand lui-même, le plus adapté à ce rôle intégrateur, est en crise.
Face à cela quatre attitudes militantes se dégagent un peu partout : continuer à œuvrer comme tendance de gauche dans les confédérations ; participer aux structures autonomes de base qui naissent des luttes ; construire un ou des syndicats alternatifs ; reconstruire un syndicat anarcho-syndicaliste de type CNT. La première solution est maintenant complètement discréditée et sans perspectives : ceux qui, parmi eux ne rêvent que d'être kalife à la place du kalife ne nous intéressent pas. Quant aux autres solutions, nul ne peut prédire avec certitude sur quoi elles déboucheront : recomposition vivante et dynamique ou réintroduction de nouvelles bureaucraties ? Cela dépendra surtout de la façon dont les luttes à venir seront capables de se fixer des perspectives et de s'auto-organiser, mais aussi du degré et de la qualité des échanges et des débats.

Le dossier que nous vous proposons dans ce numéro de Courant Alternatif entend apporter des éléments de compréhension de la situation sociale de cette vieille Europe qui devra tôt ou tard donner naissance à un nouveau mouvement ouvrier. Il se poursuivra dans le numéro suivant, avec des analyses sur la Suisse (que nous avons dû reporter faute de place), sur l'Allemagne, et sur d'autres situations encore... Nous entendons faire désormais une place plus importante dans CA au suivi des luttes sociales hors de France. Mais pour y parvenir il faut que la situation financière du journal soit plus saine qu'elle ne l'est et que nous augmentions le nombre de nos abonnés et de nos ventes..! Pensez-y ! Faites des abonnés, souscrivez, vendez le journal, il y va de sa survie !

Paris, 31 octobre 92

Rencontres nationales

Le 26 décembre s'est tenu à Paris une deuxième réunion des groupes de fac qui existent en dehors des appareils syndicaux UNEF[1].

A l'origine de cette initiative on trouve le CRA de Paris[2] et des étudiants lyonnais. Leur but était de renforcer les liens entre les différents groupes que l'on pourrait qualifier, de par leurs pratiques ou leurs analyses, d'alternatifs au sens large. En effet, si ce genre de groupes existent encore dans certaines universités, ils se sont longtemps caractérisés par leur isolement.

C'est lors de l'embryon de mouvement contre le projet Jospin[3], au début de l'année 92, que des premiers contacts furent ébauchés. Ils débouchèrent sur une première rencontre à l'université de Jussieu le 4 juillet. Si très peu de villes de province avaient fait le déplacement, la soixantaine de participants représentaient des horizons politiques assez multiples : membres du CRA, de la CNT/FAU[4], d'organisations politiques comme l'Alternative libertaire ou les JCR[5], des oppositionnels de l'UNEF... Les aspirations et les analyses des divers intervenants révélaient de nombreuses divergences. Il y fut quand même décidé la mise en place d'un bulletin de liaison ainsi qu'une nouvelle rencontre.

Cette dernière a eu lieu le 26 septembre au 33 rue des Vignoles, à Paris. Cette fois-ci plusieurs villes de province étaient présentes (Toulouse, Pau, Grenoble, Nancy, Lyon..) ainsi que les universités parisiennes de Jussieu, Nanterre, Malakof, Sorbonne. Mais à une ou deux exceptions près tous les participants étaient membres soit du CRA soit de la CNT/FAU.

Cette réunion ressemblait donc plus à une inter-organisation entre deux pôles qu'à la coordination que certains souhaiteraient mettre en place.

Il n'y a pas eu de réelles décisions prises, mais plutôt des projets informels :

- Faire de l'information sur le décret Lang qui entérine toujours plus la participation active des entreprises au sein de l'Université et inscrit les formations dans une logique de rentabilité économique.

- Essayer de toucher les lycéens en élargissant l'information sur ce décret.

- Organiser des initiatives le 12 octobre contre la célébration du cincentenaire de la découverte de l'Amérique.

Quant au reste des discussions, difficile d'en parler vu qu'elles se limitèrent à des points purement formels (du style «faut-il accepter, à priori, dans cette coordination, des trotskistes ?»). certains, pressés de structurer cette coordination naissante ont tendance à en oublier le débat de fond, pourtant nécessaire pour dégager les points communs et le minimum de cohésion entre les différents groupes.

De plus, au vu de cette rencontre, il apparaît un risque réel d'hégémonie, sans doute involontaire, d'une organisation : la CNT/FAU y était largement majoritaire et représentait quasiment toutes les villes de province.

Une prochaine rencontre nationale a été fixée pour le 9 janvier à Paris (la date et le lieu sont à confirmer. Le bulletin continuera à être publié mensuellement et sera pris en charge par un groupe d'université différent d'un numéro à l'autre.

Afin d'élargir cette coordination naissante, les personnes intéressées à prendre contact et à recevoir le bulletin peuvent écrire à *Courant Alternatif* qui transmettra.

Ji-M - Lyon

1 - UNEF (Union nationale des étudiants de France) : proche du parti communiste. UNEF-ID (indépendante et démocratique) : à majorité socialiste, à minorité trotskiste.

2 - CRA : Collectif réflexion action, structure universitaire, politiquement «large» ; présente uniquement sur les universités (et quelques lycées) de paris et sa banlieue.

3 - Voir Courant Alternatif n°19.

4 - FAU : Formation action universitaire, liée à la CNT. A pour but de regrouper en une même structure les étudiants, les professeurs, les personnels ATOS.

5 - Jeunesses communistes révolutionnaires, liées à la LCR.

FLICS ET MILITAIRES AU SERVICE DES CITOYENS

Rubrique mensuelle sur les exactions commises par les divers représentants de l'ordre. Celles que nous relatons sont les rares «bavures» qui soient médiatisées.

18.08 : Mouvement de grogne des matons dans toute la France. A Rouen un ancien détenu de la prison est violemment pris à parti et tabassé par les piquets de grève.

31.08 : On apprend l'inculpation d'un policier de la PAF (Police de l'air et des frontières) pour «séquestration, coups et blessures volontaires et voies de fait». Dans la nuit du 7 au 8 août il aurait prêté main forte à un videur d'une boîte de nuit de Carpentras chassant deux jeunes fils de harkis, les tabassant avant de les jeter à l'eau. Trois gardiens de la paix du commissariat de la ville ont également été inculpés pour non assistance à personne en danger. Il semble qu'ils ne se soient pas trop inquiétés du sort réservé aux deux jeunes.

22.09 : Ouverture devant la cour d'assise de Strasbourg du procès du gendarme Eric Bailly Bassin et de sa femme, accusés de trois hold-up dont un avec prise d'otage. Il aurait commis ces faits alors qu'il était à la brigade de Lemberg en Moselle.

24.09 : Nouvelle interpellation et inculpation d'un parachutiste de Montauban, accusé de meurtre et viol sur une jeune femme. Arrêté une première fois en mars 91 il avait été libéré deux mois plus tard, faute de preuves.

24.09 : Deux anciens CRS de Tours (révoqués après leur inculpation) sont condamnés à des peines de 18 mois de prison dont 12 avec sursis et de un an avec sursis, par le tribunal correctionnel de St-Etienne. Ils ont été reconnus coupables de tentative d'escroquerie à l'assurance sur un véhicule.

6.10 : Ouverture aux assises de Lyon du procès de quatre vigiles de la gare de Lyon Perrache qui, fin 89, avaient torturé deux maghrébins. L'un d'eux, Abdallah Bouafia mourra des suite de ses blessures, l'autre restera handicapé de certaines parties du corps. le verdict : deux condamnations à perpétuité, une à vint ans de prison, une autre à 18 ans.

10.10 : Altercation entre un groupe de sourds et des policiers à Bordeaux. Les policiers auraient fait usage de leur matraque et auraient fait charger leurs chines (dixit un témoin, par ailleurs journaliste). Plusieurs sourds ont été déférés au parquet et inculpés.

Les futures élites en sac poubelle

Vêtus de leurs sacs poubelle, le visage peinturluré au marqueur, les bizuths envahissent les rues, de plus en plus nombreux.
Apparaissant il y a peu comme archaïque, la pratique du bizutage se redéveloppe et gagne tous les établissements supérieurs.

C'est pendant les périodes de rentrée scolaire, en septembre et octobre, que réapparaissent les hommes et les femmes en sac poubelle. Ils envahissent les rues, interpellent les passants pour leur vendre des feuilles de PQ ou des cotons-tige, et achèvent leur journée par une plongée dans une fontaine. Ce sont les élèves, appelés couramment bizutés, entrant pour la première fois dans les premières années des classes supérieures.

Longtemps limité aux grandes écoles, le bizutage gagne les IUT, les BTS et même certaines facs (Droit, LEA...). Cette pratique se développe alors que le monde étudiant se dépolitise et que triomphent l'idéologie de la concurrence et de la sélection, le corporatisme et les replis identitaires.

Elites scolaires et bizutages

S'il est délicat de dater l'apparition de cette pratique, qui n'est après tout qu'une forme archaïque des rites de passage, le mot «bizuth» est apparu en 1843 à St-Cyr, une grande école, qui plus est militaire[1]. Pendant longtemps le bizutage ne sera exercé que dans les grandes écoles supérieures, où il finit par devenir une institution au sein de l'institution. Il s'y perpétuera de décade en décade, même durant les années de contestation étudiante, comme en 1970, qui voient cette pratique refluer des établissements scolaires. Traditionnellement le bizutage est pratiqué dans les facs de médecine, dans les écoles de commerce, d'ingénieurs, dans les classes préparatoires (HEC, hypokhâgne...), à Polytechnique, aux Mines et aux Arts et Métiers. Ces filières sont l'habitude de méticuleusement soigner leur bizutage. Sans parler des strip-tease (quelque fois filmés) et des jeux à connotation sexuelle, il arrive que le rite s'étale sur plusieurs jours (beuverie quotidienne ou réveil violent en pleine nuit pendant une semaine, voire plusieurs mois comme aux Arts et Métiers.

Depuis plusieurs années on assiste à un développement de ces pratiques dans les IUT, BTS (filières post bac professionalisantes) ainsi que dans certaines facs. Les épreuves mises en place sont généralement pâlement copiées sur celles des grandes écoles (le sac poubelle et le barbouillage), révèlant un manque d'originalité et un ancrage assez faible de cette tradition dans ce type d'établissement.

Associé aux classes d'élite, le bizutage est fréquemment encouragé, voire mis en place par les directions des établissements qui y voient là un signe de reconnaissance.

Dans certaines universités, il se pratique dans des filières comme Droit ou LEA (Langues étrangères appliquées) qui, contrairement aux autres formations universitaires, offrent des diplômes considérés comme étant rapidement rentables sur le marché du travail ; ce sont donc des sections qui cultivent une certaine fierté professionnalisante.

Le bizutage est souvent perpétré par des corporations d'élèves, avec la bienveillance, sinon le soutien, des directeurs et des professeurs. Les épreuves se terminent par des soirées dansantes ou des repas, organisées avec l'argent récolté lors des quêtes en sac poubelle. Nul doute que l'alcool aidant, ces «banquets» doivent être agrémentés des inévitables chansons paillardes. Les repas des classes d'hypokhâgne du lycée du Parc de Lyon est honoré de la présence d'anciens élèves, du directeur et des professeurs. Le prof de philosophie semble être le seul à critiquer ces pratiques.

Humiliation, sadisme, virilité

Quel que soit l'établissement on retrouve toujours les mêmes constantes : l'alcool, la peur, le dressage, la purification (plongée dans une fontaine), l'humiliation, les parodies de jugement, l'exhibition des nouveaux au reste de la société, l'agression physique, les sévices sexuels, l'affirmation de la virilité (dans des univers qui étaient longtemps à grande majorité masculins), les déshabillages forcés... et ceux qui sont les plus insignifiants, les plus timides parmi les bizutés, se révèlent les plus durs l'année suivante ; il leur faut à tout prix se venger de l'humiliation subie et refoulée.

Si dans nos sociétés les rites de passage sont de moins en moins apparents, le bizutage en conserve toute la portée symbolique. D'après la sociologue Brigitte Larguèze[2] il se déroule en trois phases : la séparation, la marge, l'agrégation. Cela débute par la cérémonie de bienvenue qui marque la séparation du bizuth d'avec sa famille et son entrée dans un monde inconnu. La deuxième phase est le cœur même du bizutage : la prise en main, parfois violente, du bizuth par les anciens. Enfin la soirée qui marque la fin des épreuves intronise la reconnaissance du nouveau par les anciens.

C'est par ce rituel que passe l'intégration au groupe. Sans doute peut-on y voir la raison qui explique la fierté des bizutés ayant supporté toutes les épreuves. Mais cette intégration forcée recouvre également des significations plus larges : la sou-

1 - *L'Etudiant*, sept. 92.
2 - *Ibid.*

mission au groupe, au code social, pour se préparer à la soumission à l'entreprise et à l'ordre institutionnel (c'est la force de la contrainte sociale).

S'il prend l'apparence de l'intégration, il n'a en fait qu'un but d'uniformisation. Que les élites s'évertuent à se ridiculiser publiquement pour exhiber leur originalité n'y change rien. Paradoxalement leur cohésion de groupe débouche toujours au bout du compte sur un individualisme exacerbé. Après le diplôme, les attendent les concours et le marché de la concurrence auxquels ils adhèrent sous prétexte de se faire une place dans la société. Une place qu'ils associeraient bien vite à d'exaltants projets du style fonder une famille qui vivra repliée dans une maison de campagne avec ses deux voitures et son magnétoscope.

Plusieurs phénomènes concordent à expliquer le bizutage : la dépolitisation du monde universitaire au profit de l'idéologie de la concurrence et de la sélection, des replis identitaires qui se traduisent dans ces milieux par le retour en force des corporations étudiantes, ainsi que l'état d'esprit général à la passivité et à la soumission.

Passivité, soumission

Très peu de concernés se révoltent. Le refus du bizutage est toujours un acte individuel qui consiste bien souvent à rester ou à rentrer chez soi au moment des épreuves. Il est encore plus rare que certains refusent physiquement ; il est vrai que cela n'est pas toujours possible, le récalcitrant s'exposant même à un traitement plus dur.

En cas de refus, les conséquences sont multiples. Le «rebelle» peut être traité en pestiféré pendant le reste de l'année. Dans les endroits où les corporations sont puissantes, il peut être privé de polycopiés, et dans les grandes écoles, comme les Arts et métiers, il se voit exclu des avantages offerts par les associations d'anciens élèves (stages et emplois). Sans compter qu'on peut envisager qu'une personne ayant fait la démarche consciente de refuser cette humiliation ne peut que se sentir extérieure à cet ensemble passif qu'est le reste du groupe. Si on peut estimer que certains bizutés, bien que n'ayant pas la poigne suffisante pour un tel refus, ne prennent aucun plaisir à subir la chose, la plupart des premières années acceptent ce passage obligé. Préparés à l'avance à subir ce rite, ils ne se posent aucune question ou estiment que «c'est comme ça et qu'on y peut rien». Accepter une petite humiliation permet d'en accepter de plus grosses et en fait, n'importe quoi ; combien de hauts fonctionnaires se sont accrochés à leur place sous Vichy ? Combien d'ingénieurs chimistes ont poursuivi des recherches qui servaient directement à la mise en place de chambres à gaz sous le nazisme ? La comparaison est certes poussée à l'extrême, mais comment expliquer de tels comportements si ce n'est par une adhésion inconditionnelle à l'ordre social ? Qu'elle soit ou non physiquement obligatoire, l'adhésion au bizutage est de ces contraintes morales qui sont la force même de la continuité sociale.

3 - Association de défense des usagers de l'administration et des services publics, 15 rue de l'échiquier, 75010 Paris.

Vers un bizutage à visage humain ?

Quand les directions d'établissement et le ministère de l'éducation décident de réagir, ils adoptent une attitude qui consiste à interdire les abus et les débordements. Résultat : quand un lycée ou une école interdit le bizutage, celui-ci se

déplace à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement ; on assiste d'ailleurs assez souvent à ce genre de monome dans les jardins du Luxembourg, à Paris, sous les fenêtres du sénat !

Le ministre de l'éducation a plusieurs fois édicté des circulaires — les premières datent des années 1930 — qui ne sont jamais suivies d'effet. La dernière en date vient juste d'être prise par J. Lang et recommande aux recteurs de réprimer certains débordements. Théoriquement il est possible de porter plainte pour outrage public à la pudeur (art. 330 du code pénal) ou pour sévice sexuel (art. 332). Cette position est défendue par l'ADUA[3] qui milite contre le bizutage. Jusqu'à présent, les rares plaintes n'ont jamais abouties. La loi du silence est de règle et rend muets les éventuels témoins. Ceux, parmi les bizutés, qui, a priori, n'adhèrent pas à cet esprit mais finissent par le subir, préfèrent serrer les dents plutôt que de

QUELQUES BIZUTAGES EXEMPLAIRES

(tiré de *L'Etudiant* n° 134, septembre 92)

Aix-Marseille - Pharmacie : strip tease et élection de miss bizut (la plus belle) et mister bizuth (le plus musclé), vente aux enchères du bizuth aux bizuteurs.
IVSPIM (futurs ingénieurs) : les bizuths vont en ville et proposent aux passants de mettre une assiette pleine de mousse à raser dans la figure du bizuth (c'est payant et ça rapporte).
Beauvais - ISBA (agriculture) : dégustation de croquettes pour chiens, tribunal des bizuths.
Chambéry - ESIGEC (Ingénieurs) : simulation d'actes sexuels, repas dans les mains.
Dijon - ENITA (ingénieurs des travaux agricoles) : 3 jours avec un cadenas autour du cou.
Grenoble - Médecine : les filles rampent sur les garçons qui leur donnent une fessée.
Lille - Dentaire : bizutage de filles.
Montpellier - Médecine : mélange de peinture (un garçon en bleu, une fille en jaune, les mains liées dans le dos, ils doivent devenir verts) ; strip tease.
Paris - ESLSCA (sciences commerciales) : balayage de l'école.
IPAG (administration-gestion) : privation de sommeil.
ICD (commerce et distribution) : salut au drapeau à l'aube.
Lycée Stanislas : absorption d'une mixture infâme à base de détritus mélangés aux vomissures des bizutés qui ne l'ont pas supporté.

s'exclure du groupe. Après coup ils tenteront même de justifier le bizutage comme pour éviter de reconnaître leur propre «lâcheté» trop difficile à admettre psychologiquement.

Ces derniers temps, de nombreux articles et reportages dans la presse ou à la télévision ont été consacrés à dénoncer ces pratiques barbares. Conséquence directe : le bizutage cherche à redorer son image et devient plus soft. Soucieuse de se démarquer davantage, certaines écoles optent pour les séminaires d'intégration (week end dans des résidences avec piscine) et abandonnent les sacs poubelle. D'autres écoles organisent des bizutages humanitaires ou écologiques. Ainsi on peut rencontrer dans les rues des étudiants en sac poubelle quêter pour la recherche contre le cancer ou, comme à Angers, nettoyant les rues du centre ville. A Toulouse les nouveaux arrivants à l'Institut de formation aux affaires et à la gestion ont récolté les vieux papiers et journaux pour les recycler et d'autres à Lyon ont enlevé les affiches sauvages[4]. Certes, les strip tease et les pompes n'y sont plus de mise, il n'empêche que la logique est toujours la même : intégrer le groupe et accepter de faire ce que l'on exige de vous.

4 - *Ouest-France*, 22 septembre 92

Sans compter que même dans ces opérations, seuls les nouveaux venus en première année vont au charbon. On pourrait rapprocher cette évolution de la participation quasi obligatoire aux grandes manifestations humanitaires du style téléthon, qui sont de plus en plus inclus dans les cursus universitaires. C'est encore une fois la contrainte morale de la participation hypocrite aux grandes causes médiatiques qui se transforme en procès d'uniformisation.

Quel que soit la nature des épreuves, humanitaires ou pas, la soirée finale est la clé de l'intégration. Nul doute que l'absorption d'alcool y favorise toujours l'émergence des pires bassesses humaines, la beuverie, le machisme, les chants paillards...

Ce ne sont pas des décrets ministériels qui mettront fin au bizutage qui, même dans ses versions soft, conserve sa symbolique rituelle et participe au développement de l'esprit identitaire corporatiste et renforce l'acceptation de la contrainte sociale.

La banalisation de cette pratique est telle au sein des filières qui les pratiquent qu'il n'y a jamais eu tentative de regroupement des deuxièmes années opposées à la chose, pour les empêcher (ils sont pourtant dans une meilleure position pour le faire). Il est clair que la seule réaction efficace viendra de la capacité des intéressés eux-mêmes à refuser de subir ou de faire subir le bizutage.

Ji-M. - Lyon.

Bibliographie

Le bizutage, un rite qui dérape, article de Sylvie Briet, Libération du 11 octobre 91. - L'Etudiant n° 134, septembre 92. Enumération ville par ville des différents bizutages mis en place. - Le numéro de septembre 92 de Panoramique qui offre de nombreux témoignages de bizutés et de bizuteurs.

A Lyon, nous avons distribué des tracts anti-bizutage sur quelques lycées ayant des classes supérieures, ainsi qu'à la fac de Lyon-sud médecine (devenue tristement célèbre après que la vidéo de la cérémonie de bizutage ait été diffusée sur plusieurs chaînes de télévision ; cette diffusion avait provoqué un certain choc dans «l'opinion publique». Les réactions débouchèrent presqu'à chaque fois sur un dialogue de sourds. Le tract peut être demandé en écrivant à l'OCL-Lyon.

VITE FAIT SUR LE ZINC

Médiamerdique

Dans un entretien publié dans Le Monde du 14 octobre 92, M. Etienne Mougeotte, vice-président de TF1 n'y va pas par quatre chemins :
Il explique les modifications de la grille par la «nécessité publicitaire» ; «une télévision commerciale doit tenir compte des annonceurs» ; «notre choix stratégique est de viser un public plus jeune recherché par les annonceurs».
Quant à l'information elle s'adressera à «des cibles élevées également recherchées, dit il, par les annonceurs».
«Devons-nous faire de l'information-spectacle ? La réponse est oui : il y a une certaine forme d'information qui rejoint le spectacle, les magazines en particulier. En revanche le cœur de l'information, et notamment le journal télévisé, doit rester rigoureux.». Un aveu de taille : les magazines et l'info-spectacle ne sont pas rigoureux !

A la question sur la capacité de la télévision d'imposer des leaders (l'exemple cité est celui du secrétaire général adjoint du RPR Nicolas Sarkozy) M. Mougeotte répond que ce dernier dispose simplement de qualités que les autres n'ont pas et qu'il «croit à la sélection naturelle ; ainsi, précise-t-il, Pierre Mendès France aurait été très desservi par le Média télévisuel» . Même s'il précise que c'eût été injuste on se demande pourquoi c'est souvent PMF qui trinque lorsqu'il s'agit de sous entendre les faiblesses d'un homme laid, parlant mal et passant mal la rampe des feux de la politique-spectacle.
Crapule va !

P comme pourris, S comme salauds...

Bien que peu intéressés par les bagarres pré-électorales qui se déroulent actuellement entre divers requins pour décrocher l'investiture de leur parti en vue des prochaines législatives, nous avons tout de même noté que la volonté de candidature de Roger Bambuck (qui a la peau noire, rappelons-le) dans la circonscrition de Marie-France Stirbois, la seule député du FN, à Dreux, suscite des remous au sein du petit monde socialiste de la ville. Une candidature jugée peu opportune, et que certains qualifient de "provocation" car susceptible de rejeter encore des électeurs vers le FN, tel est leur argument. C'est ça la réalité actuelle du PS : à un Noir, ancien champion de course à pied, (tout de même ancien ministre et membre de l'establishment), le beauf socialiste préfère un Blanc bien implanté localement (c'est-à-dire capable de lever le coude au zinc avec ses homologues qui votent FN). Il ne leur reste plus qu'à manœuvrer pour détacher une tendance de gauche du FN... ou peut être pourraient-ils la créer !

P comme pourris, S comme salauds... (bis)

L'expulsion des «Maliens de Vincennes» est symbolique du règne mitterrandien et de la saga socialiste au pouvoir : elle en résume toute la honte.
Il y a, paraît-il, au PS, des contestataires "de gauche" qui aimeraient que leur parti retrouva un peu de de sa superbe d'antan en renouant davantage avec l'esprit socialiste. Madame la ministre du logement, Marie-Noëlle Lienemann, par exemple, en fait partie et apparaît, dit-on, aux côtés de J. Dray et de Melanchon, comme une contestarice forcenée. C'est pourtant elle, qui, premièrement, porte la responsabilité de l'expulsion et qui, répondant à l'avocat J. Vergès qui la qualifiait de rafle : «Il est tout à fait scandaleux de prétendre qu'il s'agit d'une rafle alors que c'est une opération humanitaire» !
Une opération humanitaire faite contre le gré des bénéficiaires et qui laisse de nouveaux une centaine de personnes campant en plein air à 30 bornes de Paris et les autres tellement loin de leur travail qu'ils vont le perdre !
Une opération humanitaire qui est destinée à casser une communauté qui lutte à qui on signifie ainsi que lutter ne doit pas devenir un exemple pour d'autres ! Voilà bien où se situe le renouveau socialiste !

Le sexisme au quotidien

Une des récentes brochures de l'OCL, "Femmes, une remobilisation nécessaire", fait le point sur la situation des femmes aujourd'hui, dans leur vie sociale et professionnelle.
L'article qui suit ne revient pas sur ces thèmes. Il ferait plutôt une mise au point sur le quotidien, dans le milieu proche, voire militant. Un peu en écho à l'article «Nique ton père» paru dans le n° 15 de Courant alternatif.

La brochure citée plus haut constate et développe une situation d'inégalité entre hommes et femmes : accès à certains boulots, inégalité des salaires, remise en cause du droit à l'avortement et à la contraception, renforcement de l'«ordre moral», etc. C'est vrai que ces dix dernières années n'ont pas été terribles du point de vue de la diffusion des idées, du moins de celle qui nous sont chères. Et le féminisme est une idée qui m'est chère !

Je ne reviendrai pas que ce qui a fait régresser les luttes féministes (cf. CA 13, 15, 16, 17, 18, 19 et la brochure). N'empêche que de plus en plus et de proche en proche, on se paye de sacrées réflexions !

D'ailleurs, aborder un thème «féministe» est communément synonyme de «ringard», «MLF» ou «extrémiste». Mais si ça n'était que ça ! Si ça n'était que le beauf moyen ! Mais non ! C'est dans l'entourage ; même parmi les copains, on est parfois obligé de subir des comportements, des blagues. Oh, trois fois rien ! Des broutilles, des trucs qui ne valent pas le coup de s'énerver, de «faire de l'hystérie» ! Mais dans ce cas le bizutage vaut-il le coup qu'on s'en préoccupe, qu'on en dise quelque chose[1] ? J'ai du mal à comprendre comment des gens engagés (ne serait-ce que dans l'opinion) sur l'immigration, les taules, l'antifascisme, différentes luttes... peuvent écouter sans broncher, sans même y faire gaffe, ces petites remarques (lourdes de sens) ou ces comportements anodins que l'on peut se farcir au café du coin et dont on se passerait bien ailleurs. les blagues de cul, les remarques plus ou moins machistes se retrouvent dans tous les milieux et réconcilient ceux qui s'étrangleraient sur toute autre discussion.

Car quelle différence fondamentale entre :

1. «Toi tu veux le beurre, l'argent du beurre et... la fille de la fermière !» et
2. «Les femmes c'est comme les grenouilles, y'a qu'les cuisses de bonnes !»

Entre

3. «Heureusement qu'il y a les putes, sinon, bonjour les viols !» et
4. «Je n'aime pas à voir qu'une femme savante / Qui sait tout de l'Europe et sait tout de l'Ecu / Qui semble tout savoir d'ailleurs et qui s'en vante / ne sache pas aussi se servir de son cul.»

La 1 est dite devant une poignée de personnes, dont une ou deux libertaires, sans réactions. La 2 est accrochée au café (considéré comme très beauf) du coin. La 3 est déclarée par un «anti nuc'» vieux de la vieille (Malville, etc.) occupant de sites, lecteur de revues militantes, dont CA (qu'i trouve bien). Le 4, CA l'a reçu dans le cadre d'un échange d presse militante : «La lettre de la Galipote» (n°71 rubrique «misogy nie à part»)[2]. on y trouve, au demeurant, des infos intéressantes Elle mériterait qu'on la boycotte, non ?

Non. Parce que de toute façon, on lit et on pioche des info dans bien pire. Du moment que le canard chie au nez des petit fachos et des militaires, enrage contre le cincentenaire de la bell Amérique et l'aménagement du territoire, en fout plein la vue au politicards de tous poils, on leur pardonnera bien de ne parler de relations hommes-femmes qu'en terme de cul.

Pas d'état d'âme, donc, à acheter chaque semaine *La Gross Bertha* ou *Charlie Hebdo*[3], tant il est vrai que dans cette société dont on rêve, on verra bien si les femmes acceptent qu'on continu de les «classer gibier», ou pas.

Il va de soi que les copains libertaires ne se satisfont pas d rapports aussi minables. Eux, ils savent préserver les moment rares, riche et dans le respect de l'autre ! Alors, pourquoi sont-ils s timorés là-dessus et réagissent-ils si mollement dans des situation où pour d'autres questions ils se révèlent intarissables d'argumenta tions révolutionnaires ?

Y'en a certains (plus souvent certaines) qui réagissent de façon épidermique et qui essayent gentiment (ou méchamment) de dis cuter. Par exemple pour la petite phrase n°1 : «Qu'est-ce que ç veut dire ?»... Ben, fooorcément, ça veut pas dire ce que ça dit.

Et de tergiverser sur le sens des mots : c'est juste comme ça une façon de parler, quoi ! Faut pas tout prendre au premier degré Puis est-ce que c'est vraiment sexiste ? Car dans ce cas, tout l'est !

Donc rien ne l'est.

A douter de ses capacités de compréhension. A se demander s effectivement on n'a pas l'espri mal tourné.

Alors, comme ça, il suffi d'aligner quelques mots anticapitalistes et anti-électoraux pour se permettre de renvoyer les femme à une fonction de plaisir sexue (finalement pas si éloigné de l fonction reproductrice chère au Front*) et continuer à être ché bran et dans la mouvance ?

Je considère, moi, que ce son autant d'atteintes graves à l'éman cipation des femmes. Le remobili sation est en effet nécessaire contre l'Etat qui grignote no droits mais aussi contre notre apa thie et notre complaisance.

Nathalie - Reim

1 - D'après le tract « les futures élites en sacs poubelle » distribué à Lyon par le collectif libertaire contre la soumission : « ... le bizutage n'a en réalité qu'un but d'uniformisation. il faut se soumettre au groupe, au code social, pour ensuite se soumettre... à l'ordre social... ». Voir également sur ce sujet l'article dans ce numéro de CA. Je signale au passage que pour les filles, à partir de la puberté, le bizutage est quasi permanent (remarques publiques, sifflements, malaise à sortir seule le soir, mais au cul et parfois pire...) et qu'il faut sacrément se blinder pour ne plus le subir.

2 - C'est signé Gaston Vieujeux. Comme quoi je manque vraiment d'humour.

3 - Ah non ! Plus la grosse Bertha : le patron joue trop les petits chefs !

* Mais je provoque, je provoque !

Blanco : solidarité !

Quand le dernier rempart contre la justice partiale est menacé, un comité pour la liberté de la défense s'impose !
Le 25 juin 92, J.-F. Blanco, avocat du barreau de Pau, rappelé à l'ordre... Les poursuites professionnelles sont l'œuvre du conseil de l'Ordre présidé par le bâtonnier Etesse.

Dès l'annonce de la nouvelle, l'écrivain Christian Laborde constitue un comité de défense et publie une lettre ouverte : «Te voilà donc "poursuivi" à Pau "ville authentique" par tes chers confrères : Félicitations ! Ce qui t'arrive aujourd'hui n'arrive en effet qu'aux grands avocats (...) Je crois surtout mon cher Jean François, que tu exacerbes les mauvaises consciences. Ton courage dérange tes confrères, si jeunes et déjà voûtés. Tes mots libres le renvoient à leur silence docile (...). Mais qui sont ces avocats que la souffrance d'un prisonnier d'opinion indiffère ? Ce sont des Bourgeois et j'appelle "bourgeois quiconque pense bassement" précise Flaubert».

Que lui reproche-t-on ?

Dans le dossier Petétin : le fait d'avoir enfermé symboliquement le militant écologiste de la Vallée d'Aspe dans une cage, devant le palais de justice de Pau, le 23 mars dernier. Et aussi peut-être d'avoir soulevé le problème de l'impartialité du tribunal de grand instance de Pau qui avait placé Eric Pététin en détention le 27 avril dans la mesure où cette juridiction était présidée par Maître Loustalot-Forest, épouse du bâtonnier Lostalot-Forest, membre du conseil de l'Ordre, par ailleurs candidat contre Eric Pététin aux dernières élections cantonales à Oloron est (cette exception de nullité avait été abordée par Me Blanco lors d'une audience publique du tribunal de grande instance le 13 mai, dans un climat serein, et la presse s'en était fait l'écho le lendemain, tout aussi sereinement.

Dans le dossier Parot : le fait d'avoir dénoncé les tortures dont a été victime le militant de l'ETA, de nationalité française et incarcéré en Espagne, notamment dans *L'Idiot International* ou il décrit les tortures subies et indique à Fabius et à Kouchner qu'il est en danger de mort.

Dans l'affaire Casabonne : le fait d'avoir déposé plainte contre le docteur Grenet, alors président du conseil général, contre Jean Gouzy, vice-président, et contre F Bayrou, conseiller général de Pau sud et actuel président de l'assemblée départementale, et d'avoir manqué de respect au procureur de la république dans une lettre qu'il lui a adressé pour lui faire part de «l'étonnement que lui inspirait son silence concernant ce dossier».

Dans l'affaire de la fusillade mortelle du Bd Arago à Pau, début janvier, qui entraîna la mort de Saïd Boumal ; le fait d'avoir soutenu la thèse d'un crime raciste à travers la constitution de partie civile du MRAP, jugée irrecevable par le magistrat instructeur.

Dans le procès des trafiquants d'armes présumés : le fait, peut-être d'avoir demandé avec insistance comme témoins, à l'audience, de M. Grossouvre, conseiller personnel du président Mitterrand ?

Les pièces à charge retenues par le conseil de l'ordre sont constituées par tous les articles publiés dans le cadre des affaires énumérées ci-dessus comme si l'instance représentative du barreau tenait rigueur à M. Blanco de médiatiser à outrance les dossiers dans lesquels il intervient.

Le conseil de l'ordre a refusé que les débats du 25 juin soient publics. Mais en manifestant officiellement son soutien à son adhérent mis en cause, le SAF, dont un collectif de quarante membres assura sa défense, se chargea de donner tout le retentissement à ce dossier. la défense dû néanmoins faire appel.

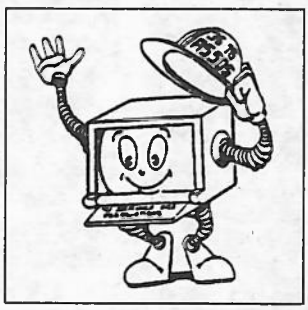
Appel du 10 septembre : 22 avocats étaient présents, et trois d'entre eux ont plaidé dans le sens d'une annulation pure et simple du blâme infligé à M. Blanco ; le jugement sera rendu le 9 novembre prochain. D'ores et déjà l'optimisme n'est pas de mise et J.-F. Blanco envisage la cours de cassation si le blâme devait être entériné.

POUR TOUT SAVOIR SUR COURANT ALTERNATIF

TAPEZ 3616 ASSOS + mot clé : CA

Vous trouverez : la présentation complète de CA, le sommaire du dernier numéro, la liste des anciens dossiers, les tarifs abonnements, le fonctionnement du journal et la liste des groupes locaux...

Et aussi d'autres infos : annuaire d'associations, calendrier d'activités, milliers d'adresses...



GRANDE BRETAGNE

Une incessante lutte de classe multiforme

En novembre 90, alors qu'il accédait à la tête du parti conservateur à la place de Thatcher et devenait premier ministre, John Major proclamait la «société sans classe» dans le Royaume-Uni. En mars 91, à la question : «A quelle classe appartenez vous ?», sur 96 % des sondés qui acceptaient de répondre, 65 % s'affirmaient résolument «classe ouvrière» et 29 %, tout aussi résolument, «classe moyenne». Ceux-là estimaient qu'un abîme les séparait des «nantis»... sur les questions économiques, la distribution des revenus, le chômage et le «welfare state». La lutte de classe dans la grande Bretagne de 1992 tient dans cette contradiction entre les structures politico-économiques et la réalité sociale.

Si l'on analyse la situation britannique en termes traditionnels, on trouve un même paradoxe. Alors que la plupart des autres pays d'Europe, pris dans la mise en œuvre d'un programme visant à diminuer la part de plus value revenant au travail pour répondre aux besoins énormes de capital, connaissent des mouvements de lutte d'ampleur nationale, la Grande-Bretagne se targue d'un calme social exceptionnel : le nombre de journées perdues à cause de grève y est tombé en 1991 à son niveau le plus bas depuis cent ans, la première fois depuis 1940 à tomber sous la barre du million. Au pays de la «maladie anglaise» où des grèves provoquèrent à deux reprises en 72-74 et en 79 de graves crises politiques, où les premières années 80 virent de spectaculaires résistances aux restructurations, les politiques devraient avoir de quoi pavoiser avec les perspectives évoquées par «la fin de la lutte de classe».

Une situation paradoxale

L'interprétation officielle avance que les leaders syndicaux et les syndiqués considéraient que les grèves ne sont plus un moyen, ni efficace, ni souhaitable, pour résoudre les conflits du travail. Et de citer à l'appui un saut de 40 % dans les recours à des arbitrages collectifs et de 16 % dans les recours individuels. Et de vanter l'effet des mesures prises dans la dernière décennie visant essentiellement à interdire aux luttes de base d'utiliser les pratiques antérieures du mouvement syndical. Toute résistance active aux restructurations aurait été démantelée et la «maladie anglaise» éradiquée.

Les dix années écoulées n'ont pourtant pas, malgré ces prétendus succès répressifs, ramené la prospérité dans les Iles. L'augmentation moyenne annuelle du PNB depuis 79 est de 0,50 % ce qui ne garantit en aucune manière le taux de profit pour les capitaux. Si ce n'était les ressources pétrolières et les revenus financiers de la prospérité d'antan qui, comme dans un pays sous-développé alimentent les dépenses de l'Etat, l'impact de la crise serait beaucoup plus catastrophique. Pourtant, dix années de «redressement» n'ont nullement préservé le Royaume Uni d'un second choc encore plus sévère que celui du début des années 80 : un bond d'un million dans le chômage en 1991 (10 % de la population active, des secteurs économiques totalement ravagés, une lente dégradation des services publics, l'attaque sur des régions (le Sud Est) et des couches sociales (les 29 % «classes moyennes» jusque là préservées des effets des crises et des restructurations et choyées par les conservateurs au pouvoir.

Les familles avec un revenu en dessous de la moitié du revenu moyen sont passées de 6 % en 79 à 20 % en 89 ; il y a eu en 1991 environ 75 000 repossessions de logements vendus à crédit, 62 000 sont déclarés sans domicile et des dizaines de milliers d'autres, nomades modernes errent sur les routes dans des caravanes cependant que des milliers d'autres campent chaque soir dans les rues ou les parcs notamment à Londres. Dans cette même période de 10 années, les revenus moyens, en chiffres réels, ont augmenté de 25 % mais les 10 % du haut de l'échelle de 30 % tandis que les 10 % du bas voyaient leurs ressources diminuer de 5 %. Une bonne partie de ces «exclus» survivent dans des cités d'HLM les plus sordides édifiées dans les années 60 (plus de 2000)... qui sont devenues des «poubelles pour familles prioritaires» (une forte proportion de mères célibataires), qui n'ont pas la même dimension que les ghettos des USA mais qui offrent les mêmes symptômes. Les jeunes y cherchent le fric facile mais risqué : vol, drogue, marché noir, etc. A part quelques îlots, la plupart de ces cités sont peuplées uniquement de blancs sans travail régulier assuré (entre 1/4 et 1/3 de chômeurs).

Parallèlement à cette dégradation de la vie pour une fraction croissante des ex-travailleurs et y étant lié étroitement, on peut évoquer la transformation des conditions de travail à travers des extrêmes dont on pourrait penser qu'ils conditionnent peu ou prou l'ensemble des rapports de travail. La nouvelle usine Nissan à Sunderland offre à ses salariés triés sur le volet des tâches multiples (la flexibilité) toutes aussi simples et répétitives et totalement spécifiques à Nissan ; le syndicat unique AEEU, qui a garanti avant même que l'usine soit construite ce cadre de travail, est complètement soumis à la «philosophie Nissan» et n'offre aucune possibilité d'affrontement : l'apparente «passivité» des ouvriers serait expliquée par la crainte du chômage dans une région particulièrement déprimée. Les ouvriers de Rover (ex-British Leyland) ont récemment accepté un contrat collectif du même genre fortement recommandé par les syndicats. Les dockers ou les mineurs, après les combats épiques d'arrière-garde contre le démantèlement des structure du travail garantissant emploi et salaires, en sont réduits maintenant, à travers privatisations et fermetures, à tenter de s'exploiter eux-même dans des sortes de coopératives dans lesquelles les responsables syndicaux se retrouvent directeurs d'entreprise. Ces exemples ne sont que l'expression des nouveaux credos patronaux sur la «disponibilité» totale du travailleur et de plus son adhésion aux objectifs de la production

capitaliste. On pourrait citer ainsi maints exemples de boîtes petites ou grandes où l'imagination des dirigeants aidés des dirigeants syndicaux modèle les conditions de l'exploitation sur les nécessités de la production optimum en vue d'un profit maximum.

Une lutte de classe diffuse et dispersée

Tout aussi paradoxalement, cette descente dans la crise et la médiocrité n'engendrent pas d'attaque frontale du capital pour tenter de récupérer sur les dépenses sociales de quoi permettre le redressement du capital ou pour réduire la part de plus value allant aux salaires. Malgré tous les discours sur le libéralisme et la non-intervention de l'Etat dans le fonctionnement «libre» de l'économie capitaliste, les dépenses de l'Etat culminent à 43 % du PNB, les dépenses « sociales » y tenant une large part et rien n'a pu être fait pour les réduire. Pas faute d'intention mais par réalisme politique. De même, au cours de ces dix années, en dépit du chômage, notamment des coupes sombres dans les industries de base, les augmentations moyennes de salaires ont toujours été supérieures au taux d'inflation ; à la mi-92, après une période particulièrement noire, la moyenne des augmentations par rapport à la même période de 91 était de 7,7 % alors que le taux moyen d'inflation était de 3,9 %. Cette situation était tellement préoccupante avant la dévaluation récente de la livre, que le récent congrès du TUC a vu le directeur du CBI (équivalent anglais du CNPF) venir supplier à la tribune les leaders syndicaux de toute la Grande-Bretagne de faire l'impossible pour freiner la progression des salaires et la ramener en dessous de celle des prix. C'était une première et il faut croire qu'il y a « quelque chose de pourri dans le royaume » pour que les plus hauts sommets économiques et syndicaux essaient de s'entendre ainsi ouvertement à grand renfort de medias sur le dos des travailleurs ; cela n'a eu d'équivalent que dans les périodes de guerre où la sauvegarde du capital national anglais nécessitait «l'unité nationale» (on doit ajouter en passant que dans ces périodes, les prolétaires anglais se sont toujours montrés particulièrement indisciplinés).

La question à laquelle conduisent toutes ces contradictions entre une situation qui offre les possibilités de durement réprimer les travailleurs et cette impossibilité de rogner tant sur les salaires que sur les dépenses sociales est : «Où se situe la lutte de classe dans ce pays en pleine crise ?». On ne peut répondre à cette question avec les critères traditionnels : où trouverait-on les réponses dans les grèves recensées, l'intégration totale des syndicats du TUC aussi bien à la base qu'au sommet, qui ne peuvent que conduire à la vision pessimiste d'une quasi disparition des luttes ?

Lorsqu'on considère la situation globale de la Grande Bretagne, au cours des années écoulées, force est de constater que la lutte de classe s'est déplacée tant dans son champ principal, l'exploitation du travail salarié que dans d'autres champs, hors travail pourrait-on dire, qui impliquent des travailleurs ou/et extravailleurs, chômeurs ou marginalisés : citons pour situer, les luttes parcellisées de base dans les entreprises d'une part, le grand mouvement de désobéissance civile accompagnant le refus de la poll tax, les mouvements divers des marginaux de la société : tous ces mouvements apparemment disparates offrent pourtant des caractéristiques communes dans le refus des vecteurs politiques et syndicaux traditionnels et dans une sorte d'embryon de recomposition d'une survie sociale, naturellement contre l'ordre établi, bien que ce ne soit pas posé comme tel.

Une résistance de base mal définie

La chute spectaculaire des grèves déclarées et recensées dissimule mal que, malgré les coupes sombres de la crise, une lutte de base plus ou moins souterraine se poursuit, utilisant les besoins présents du capital pour amortir l'utilisation patronale du chômage : la preuve évidente est donnée a contrario par le fait relevé plus haut d'une constante augmentation de salaires sensiblement supérieure à l'inflation. Il est effectivement difficile de situer avec précision les éléments de cette résistance qui englobe les comportements individuels dans une attitude collective à l'égard du travail et du chômage qui modifie le rapport de force espéré avec la contrainte économique. Ce ne sont pas bien sûr les analyses traditionnelles de la lutte de classe mais on peut citer un exemple pour montrer comment cela fonctionne : le système d'indemnisation du chômage est pratiquement resté en place, inchangé, Thatcher ayant elle-même déclaré au début de son décennat, que tenter de le réformer profondément provoquerait une explosion sociale. Une disposition de ce système prévoit le remboursement intégral du loyer ou des remboursements d'emprunt d'acquisition du logement ; la combinaison des différentes législations fait qu'il est souvent plus intéressant d'être au chômage qu'au travail ; un couple avec deux enfants ayant un loyer ou remboursement de £100 (1000 F) par semaine touchera moins d'argent s'il prend un travail à moins de £ 260 par semaine (10 400 F par mois). Si l'on ajoute à cela un important turn over, le travail noir, le manque de personnel qualifié (il serait long d'expliquer le sous-développement de la Grande-Bretagne sur ce point), l'adaptation à un système en vigueur depuis plus de deux générations, on peut comprendre la force potentielle que représente, d'une manière diffuse mais très efficace, ce rapport de force dont une partie se retrouve dans les relations directes de travail dans l'entreprise. Cela n'a guère à voir avec l'affiliation syndicale qui, malgré un tas de nouvelles lois syndicales plus restrictives pour le mouvement de base que pour les bureaucraties reste en 92 au taux de 38 % des salariés : une enquête effectuée en juin 92 par un organisme gouvernemental a révélé que pour la période 1979-1990 le gain réel des salaires s'est élevé seulement de 11 % pour les travailleurs manuels couverts essentiellement par des accords collectifs syndicaux contre 33 % pour les travailleurs non-manuels beaucoup plus nombreux et pour la plupart non couverts par des accords collectifs.

Un rapport patronal récent a conclu que la Grande Bretagne avait les pires relations sociales des deux mondes. Au hasard, dans la période la plus récente, on peut trouver nombre de ces mouvements très localisés, de courte durée, n'impliquant qu'un nombre réduit de travailleurs et qui ne gonflent pas les statistiques, d'autant moins que nombre d'entre eux ne passent pas les murs de l'entreprise, soit qu'ils

soient résolus par une simple menace, soit qu'ils trouvent une solution en très peu de temps :

- Le 12.6.92, 170 scientifiques britanniques travaillant au centre de recherche sur la fusion nucléaire font grève une journée avec des piquets de grève aux portes du centre pour réclamer la parité de leurs salaires avec leurs collègues étrangers. L'un d'eux déclarera, exprimant la pensée de tous : « Je n'avais jamais pensé qu'un jour je pourrais être en grève ».

- Au cours de l'été 92, toute une série de débrayages d'employés municipaux contre une municipalité travailliste (Newham dans la banlieue de Londres) contre le licenciement de trois employés du service de la poll tax ; le syndicat NALGO finit par être contraint de reconnaître la grève mais se voit condamné à retirer son soutien, ce qui est annulé en appel et la grève reprend aussitôt.

- Le 7.7.92, une grève sauvage éclate dans les chemins de fer dans la région de Manchester bloquant pour plusieurs jours le trafic ferroviaire dans ce secteur : 4 chefs de train sont paraît-il à l'origine de ce mouvement de protestation contre le fait qu'une partie de leur tâche a été confiée aux conducteurs. Les 4 seront l'objet d'une procédure de licenciement, mais on ignore la suite.

Le 7.8.92, des fonctionnaires installent des piquets pendant une journée devant une agence gouvernementale régionale du Pays de Galles contre des réductions d'emploi.

Le 21.08.92, 2000 hospitaliers d'un seul hôpital de Londres (Middlesex Hospital) manifestent dans les rues de Londres contre la réforme de leur établissement avec à la clé bien sûr des licenciements.

Le 4.9.92, 500 électriciens des chantiers navals Swan Hunter près de Newcastle font une grève sauvage de 24 heures contre la formation donnée aux chaudronniers pour en faire des polyvalents électriciens.

British Telecom, privatisé en 1984, compte encore, après des années de restructurations, 200 000 salariés ; en mai 92 BT annonce un programme de licenciement de 24 000 travailleurs ; 96 000 sont sondés pour savoir s'ils seraient volontaires pour toucher les indemnités plutôt substancielles de départ ; à la surprise des dirigeants 48 000 accepteraient, ce qui cause beaucoup d'embarras car ceux qui veulent partir ne sont pas exactement ceux qu'on voudrait voir partir. Ce comportement social où la crainte du chômage n'est aucunement dissuasive est attribuée par les dirigeants au «mauvais moral» des travailleurs de BT, ce qui peut vouloir dire beaucoup de choses.

Une lutte qui s'ignore : les marginalités

Ce ne serait, comme dans tous les exemples que nous venons de citer, qu'un aspect de la fameuse « maladie anglaise ». Latente dans le quotidien des entreprises, mais éclatant de manière plus spectaculaire dans des secteurs où elle ne se manifestait pas directement autrefois, mais que la crise, les licenciements et les marginalisations diverses ont fait transférer du secteur productif aux secteurs hors production, là où se retrouvent précisément les exclus de la production pour leur trop grande résistance à l'exploitation. Dans ces luttes, ils se retrouvent avec ceux qui œuvrent encore dans le monde du travail en permanence ou de plus en plus occasionnellement. Comme dans les entreprises, ces luttes sont localisées et parcellisées, ne se rattachent à aucune organisation, expriment globalement ce refus de la «politique» et cet aménagement de la survie dont nous avons parlé.

En tout bien tout honneur, la lutte contre la poll tax a, à l'instar des grandes luttes sociales de 72-73 et de 79, débouché sur une crise politique national et fait chuter le gouvernement Thatcher. C'est que cette désobéissance civile a été la seule à quitter ses localisations du départ pour prendre l'ampleur nationale d'une organisation en profondeur où la spontanéité rendait difficile toute répression. Nous ne pouvons nous étendre sur les détails de cette lutte dont il a été amplement parlé par ailleurs ; signalons seulement qu'elle se poursuit toujours autour des arriérés considérables pas encore recouvrés, préparant apparemment une chaude réception pour l'impôt local qui doit lui succéder. C'est plus une mentalité de refus, de contestation et de lutte de base qui s'est ancrée dans les années passées, bien difficile à combattre et à réprimer.

On parle moins de l'organisation de la survie et des résistances dans les quelque 2000 cités qui jalonnent l'urbanisation ghetto des villes britanniques. Sauf lorsque la répression policière pour tenter de contenir l'extension active de ces ghettos provoque des explosions locales aussi brèves que violentes. Dans ces moment, la hantise des dirigeants est qu'elles fassent école et qu'un mouvement plus généralisé se lève partout où les activités de survie sont similaires. C'est un peu ce qui s'est passé l'été dernier dans la région de Manchester où différentes villes satellites furent le théâtre d'affrontements « non motivés » après qu'une première intervention locale des flics ait vu une bataille de rue de plusieurs jours. Le plus intéressant dans ces luttes n'est pas tant cet aspect spectaculaire occasionnel, mais la recomposition quotidienne d'un mode de survie marginal, où le ludisme va de pair avec les pratiques illégales. Un des éléments principaux est l'utilisation des voitures volées, pour les rodéos spectacles dans les cités, comme instrument de pillage des magasin, comme outils de harcèlement des flics, mais aussi comme appoint de ressources : un détournement systématique de la civilisation de la bagnole. C'est l'extension de ces pratiques hors des cités interdites aux flics qui provoque l'intervention ponctuelle de ceux-ci et les réactions violentes de résistance. L'extension en question peut prendre des formes très diverses comme le sabotage systématique quotidien de la ligne de chemin de fer Londres-Edinbourg ou les vols à la commande dans les supermarchés défiant subtilement, en s'y adaptant constamment, les moyens de protection de plus en plus sophistiqués.

D'autres pratiques marginales de grande dimension se développent dans d'autres secteurs par la conjonction nouvelle d'une floraison de groupes musicaux clandestins et des dizaines de milliers de cette errance moderne des caravanes où se retrouvent une partie des sans-logis itinérants dans les frontières des Iles. Les espaces communaux, les entrepôts abandonnés, les immeubles vides sont le lieu de rencontre de dizaines de milliers conviés par le téléphone arabe dans ces « free raves » refusant toute commercialisation. Il s'en dégage un certain mode de vie alternatif qui intègre les derniers avatars de la technique dans une tentative créatrice. Police et nombre de sédentaires locaux leur livrent bien sûr une chasse sans merci.

Toutes ces formes de lutte produites par une société en crise profonde semblent se dérouler dans des domaines distincts. Mais comme ils sont souvent vécus par les mêmes acteurs ou que les acteurs d'une de ces scènes de lutte peuvent facilement passer par le jeu des vicissitudes économiques d'une scène dans une autre, ils témoignent d'une transformation profonde des mentalités non seulement eu égard aux valeurs du systéme mais, plus important, par des pratiques qui

sapent plus sûrement le fonctionnement du capitalisme. L'impossibilité pour les partis quels qu'ils soient ou les syndicats regroupés dans le TUC de trouver une solution crédible de rechange, témoigne d'une impuissance face à ce problème global. La récente dévaluation de la livre est le vieux système pour le capital de récupérer brutalement une fraction de la part de la plus value allant aux salaires. Une telle attaque sur des conditions d'existence déjà médiocres et l'organisation conséquente de la survie ne peuvent que conduire à de nouvelles explosions dont on ne peut pourtant voir où et quand elles se produiront et si elles se rejoindront dans une lutte de grande ampleur comme ce fut le cas récemment pour la poll tax ou antérieurement dans des luttes ouvrières.

Une telle réaction paraît s'amorcer contre la fermeture brutale de 30 puits de mine (la moitié de ceux en activité), le licenciement de 30 000 mineurs entraînant la mise au chômage de plus de 100 000 travailleurs. Ceci sur toile de fond d'un cortège continu renouvelé de licenciements, de fermetures et autres blocage des salaires. L'ampleur de la crise politique surgie tout aussi brutalement témoigne de la profondeur des réactions qui, contrairement aux crises précédentes touchent l'ensemble des travailleurs, réunissant dans un même combat de classe même les frères ennemis du syndicat jaune UDM et ceux du NUM. Ce ne sont pas tant les manifestations prévues, quelles que soient leur ampleur et leur violence qui changeront la faillite de l'économie capitaliste et de l'Etat mais le cours que prendront ces résistances multiformes qui sont au cœur de l'échec des douze années de « monétarisme » qui devaient redresser le capital britannique en mettant au pas ses prolétaires mais n'ont fait que transformer, sans le briser, le front global des luttes.

ESPAGNE

De l'euphorie à la dépression

S'il nous fallait caractériser l'évolution sociale de ces dernières années en Espagne, nous dirions qu'elle se présente comme un moment de consolidation du modèle néolibéral sous l'égide du Ministère de l'Economie et d'aggravation croissante des conditions de travail (précarisation). En fait, on a vécu une euphorie artificielle favorisée par un afflux extraordinaire de capitaux européens spéculatifs (la multiplication des opérations boursières a atteint des limites inusitées entre 1987 et 1989) et par les folles dépenses liées aux événements de 92 (Exposition de Séville, T.G.V. et Jeux Olympiques de Barcelone). Tout cela a porté l'augmentation du déficit public à un niveau insupportable.

Malgré tout, le taux de chômage ne s'est pas trouvé substanciellement réduit au cours de ces années, soit que la plupart des emplois crées pendant cette période l'ont été sur la base de contrats temporaires, soit comme travail noir. Certains secteurs comme ceux du cuir et de la chaussure, du textile ou du jouet emploient une main d'oeuvre essentiellement féminine qui travaille dans des conditions semi-clandestines et pour des salaires toujours très au-dessous de la moyenne (et même au-dessous du salaire minimum interprofessionnel).

De toutes les façons, durant cette période, les entreprises ont profité des avantages offerts par le Gouvernement (exéonération fiscales et des charges sociales, subventions directes pour chaque nouvel emploi créé, etc.) pour procéder à une recomposition de la main d'oeuvre afin d'abaisser les coûts. C'est à dire qu'on licencie les travailleurs les plus âgés (qui sont ceux qui gagnent le plus) et qu'on les remplace par des jeunes dont les salaires sont moins élevés et les contrats temporaires flexibles (trois mois, six moins ou un an).

Cette situation est celle des secteurs industriels, mais aussi celle du tertiaire, dans lequel le recrûtement de jeunes des deux sexes se fait dans des conditions d'absolue précarisation. Les salaires de ces nouveaux contrats temporaires (qui représentent, selon les syndicats, 40 % des nouveaux emplois offerts) dépassent tout juste le salaire minimum garanti; la moyenne se situe aux alentours de 70 000 ptas mensuelles, beaucoup de dépassant pas les 50 000 ptas.

Parallèlement, ce qu'on appelle la restructuration s'est poursuivie, qui n'a été dans bien des cas qu'une simple liquidation industrielle. A partir de la signature du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE, la pénétration des capitaux étrangers s'est faite plus importante. Bien que surtout orientée vers des manœuvres financières spéculatives et les affaires immobilières, les principales firmes multinationales ont acquis par achat ou accords (joint venture) les entreprises espagnoles qui présentaient un certain niveau de compétitivité. Ca a été surtout le cas dans l'industrie.

D'un côté, le Gouvernement s'employait à liquider les secteurs non compétitifs et à rendre conformes les structures agraires et industrielles aux normes de Bruxelles, et par ailleurs, les firmes européennes profitaient à bas prix des restes industriels. De toutes façons, il faut bien voir que les capitaux étrangers investis dans les secteurs industriels se sont fondamentalement concentrés dans l'acquisition d'un réseau de commercialisation qui garantit leur présence en Espagne et, dans une très faible mesure seulement, il s'est agi d'investissements poductifs.

D'une manière générale, on peut dire que la plus grande part de l'activité industrielle de distribution et de services se trouve entre les mains de firmes étrangères. Cependant,

l'afflux de capitaux s'est ralenti à partir de la chute du mur de Berlin et de l'apparition des premiers simptômes de récession économique en Europe. C'est particulièrement clair dans le cas des entreprises allemandes (principaux investisseurs ces dernières années), qui sont en train de fermer les quelques usines qu'elles avaient en Espagne pour les transférer en Allemagne de l'Est, ou tout simplement pour les liquider. Dans bien des cas, l'achat d'une entreprise n'obéit pas à un plan d'expansion, mais à une tentative pour limiter la concurrence: on achète une entreprise et ensuite, on la ferme. Ce qui s'achète, finalement, c'est une part de marché. Ce qui explique aussi, en partie, que la dynamique d'achat d'entreprises s'est à peine répercutée dans la diminution du chômage.

Syndicats : on va vers le discrédit total

Mise à part la grève des conducteurs de bus de Madrid (mars) ou celle, plus récente des transporteurs (septembre; qui a eu beaucoup moins de répercussions que celle d'octobre 1990), les conflits du travail se limitent à un champs de plus en plus restreint. Depuis plus d'une décennie, nous vivons une profonde mutation de la structures des classes et des modèles d'intervention hérités des luttes antifranquistes. Les gestionnaires socialistes de la restructuration ont su garder l'initiative à tout moment et, avec l'aide des syndicats, sont parvenus à introduire un modèle de relations professionnelles ségrégationistes.

A la traditionnelle discrimination salariale selon le sexe (à travail égal, on paie moins les femmes), d'autres sont venues s'ajouter qui jouent un rôle déterminant au moment d'une éventuelle mobilisation. Il s'est creusé un fossé entre celui qui a un emploi stable et celui qui a un contrat temporaire, ou entre celui qui travaille à la centrale d'une multinationale et celui qu'emploie une firme sous-traitante (avec des différences de salaire qui s'élèvent jusqu'à 40 000 ptas par mois ou davantage). A cela s'ajoute la peur du chômage et le sentiment d'impuissance devant une situation face à laquelle il n'existe aucune réaction collective des salariés. C'est à dire qu'il y a une gestion planifiée du traitement différencié des conditions de travail afin de rendre impossible l'apparition de "conditions objectives" communes à un large collectif de travailleurs.

L'indifférence envers les syndicats est générale. Le faible pourcentage d'affiliations (officiellement, à peine 10 %) le confirme. Mais leur crédibilité est encore plus faible. La caste sindicale dirigeante tend à présenter la grève générale du 14 décembre 1987 comme un succès. Cependant, après la grève qui avait été massive, aucune revendication n'a été entendue. Du moins aucune de celles qui n'avaient pas été prise en considération antérieurement par le Gouvernement. Mais le 14 décembre n'a pas servi non plus à ce que le Gouvernement reconsidère sa politique économique. Les mesures dures contre les droits des travailleurs et les concessions aux exigences patronales se sont multipliées.

Tout cela a laissé un sentiment de frustration aux salariés. Surtout après la grève générale d'une demi-journée des premiers mois de cette année. Elle a été diversement suivie et difficile à évaluer étant donné le caractère absurde de l'appel qui avait pour objectif de "moucher" les bureaucrates (qui menaçaient depuis plusieurs mois de faire un nouveau 14 décembre), sans porter préjudice à l'économie ni irriter le Gouvernement. Total, ce nouvel appel s'est soldé par un peu plus de frustration. C'est ainsi qu'au début de l'été, le ministre de l'Economie à annoncé une série de mesures dans le cadre

du Plan de Convergence avec l'Europe qui a encore aggravé la situation.

Entre autres mesures de caractère macroéconomique, le Plan de Convergence établit une réduction de l'allocation-chômage (il faut cotiser plus longtemps pour avoir droit à une allocation de courte durée, le montant de l'allocation lui-même étant réduit). On voit apparaître sur le marché du travail une autre série de mesures qui concernent la mobilité géographique et fonctionnelle (flexibilité) de la force de travail. A tout cela, les syndicats répondent par des déclarations contradictoires auxquelles on n'accorde aucun crédit. Un jour ils menacent d'établir un calendrier d'actions et sortent toute la rhétorique radicale et, la semaine suivante, ils déclarent avoir trouvé des points d'accord avec le gouvernement pour lancer à nouveau, quelques jours plus tard, leurs invectives contre la CEOE (syndicat patronal). Bref, une mauvaise comédie qui a de moins en moins d'audience.

Il est vrai que les syndicats sont victimes de leur propre incapacité à offrir une alternative qui améliorerait, si peu que ce soit, la situation des salariés, et, d'autre part, de leur dépendance vis à vis du Gouvernement. En fait, ils vivent des subventions directes et indirectes (programmes de formation et frais de participation aux institutions de l'Etat) que leur attribue le Gouvernement. C'est ainsi que, comme coup de semonce, étant donné que les syndicats donnent dans la démagogie, un jour contre le Gouvernement, un jour contre le syndicat patronal, leur budget pour 1993 s'est trouvé gelé. C'est à dire que le Gouvernement a annoncé que l'an prochain, les syndicats recevraient 1.340 millions de pesetas (subventions directes), soit la même somme qu'en 1992.

Entre temps l'approbation de la nouvelle Loi de Grève est devenue imminente. Cette loi ampute le droit de grève par toute une série de mesures restrictives (service minimum, garanties afin que l'activité normale ne soit pas perturbée) que les syndicats ont rejetées dans un premier temps mais qu'aux dernières nouvelles, ils se déclarent "prêts à négocier". En réalité, cette nouvelle loi vise l'adoption de mesures répressives (militarisation des conflits) face à des grèves autonomes, comme celle des bus de Madrid, par exemple, que les syndicats majoritaires sont incapables de contrôler.

L'échec de Maastricht.

L'échec de la conférence de Maastricht a entraîné une série de contre-temps pour le Gouvernement espagnol. Il ne faut

pas oublier en effet que toute la stratégie de modernisation des socialistes espagnols consistait à aménager -et à légitimer- un changement structurel qui faciliterait la pénétration du capital européen et l'obtention de contreparties (subventions) qui adouciraient les répercutions négatives de la libéralisation à outrance.

Dans ce but, les délégués espagnols ont suivi au pied de la lettre les directives de la bureaucratie de Bruxelles. C'est ainsi qu'on a abandonné toute politique agraire (subvention du gel des terres et de l'abandon de l'élevage - rien que dans les Asturies, on a sacrifié plus de bétail que dans toute la CEE), qu'on a procédé à la liquidation de l'appareil industriel en fonction des intérêts stratégiques des multinationales et qu'on a développé un secteur tertiaire structurellement fragile (services auxilaires de l'industrie, distribution des marchandises et tourisme).

C'est alors (avec l'Acte Unique) que les socialistes pensaient obtenir les contreparties qui compenseraient le démembrement des structures traditionnelles de l'économie espagnole. Les investissements étrangers n'ont pas suffi, nous l'avons vu, car ils se sont concentrés dans la spéculation et dans les régions et secteurs industriels les plus compétitifs. D'où l'espoir que mettaient les socialistes dans les subventions que les pays riches de la CEE attribuent aux pays pauvres. Mais avec l'échec de Maastricht, ces subventions sont parties en fumée.

Par ailleurs, les tentatives des bureaucrates espagnols à la conférence de Lisbonne, en juillet dernier, pour obtenir un compromis qui canaliserait une part importante des fonds de la Communauté européenne vers l'Espagne n'ont pas abouti. Le Gouvernement espagnol s'est soudain trouvé seul dans le contexte européen, avec un déficit excessif, sans aucun projet économique, voyant que les capitaux étrangers repassent les Pyrénées et surtout, que les subventions communautaires ne vont pas arriver en Espagne. Comment expliquer autrement que par un entêtement aussi pathétique que ridicule, l'attitude de Felipe Gonzalez qui s'érige en héraut de l'Europe, juste au moment où aucun de ses homologues ne croit plus au projet d'unification?

Nouvel ajustement économique

L'échec de Maastricht et le désordre reignant dans le Système monétaire européen ont mis en évidence toutes les faiblesses du pari européen du Gouvernement espagnol. Si le Plan de Convergence établissait bien une série de mesures de réajustement économique à conditions que les engagements de Maastricht se concrétisent, avec l'échec du traité et la course des différents pays de la Communauté, chacun cherchant son propre intérêt, la nécessité d'adopter des mesures économiques encore plus sévères se fait encore plus urgente. C'est ainsi que, dans la présentation du budget général de l'Etat, le Ministère des Finances a rogné sur la Défense mais aussi sur l'assistance sociale.

Il est difficile de savoir si la réalité est aussi grave qu'elle paraît. On sait que l'Etat utilise la "crise" comme argument pour terroriser les salariés et légitimer des mesures coercitives et le blocage des salaires. De toutes les façons, on peut voir qu'ils un a un changement de discours (triomphaliste) par rapport aux premiers mois de l'année. Le Gouvernement a reconnu qu'il s'est trompé dans la politique et les prévisions économiques. En mars, le ministre de l'Economie affirmait que, dans les cinq prochaines années, on créerait un million d'emplois, en accord avec le Plan de Convergence. Mais au mois de septembre, il reconnaissait qu'il y aurait 500 000chômeurs de plus au cours de l'année qui vient.

D'autre part, les municipalités ont un déficit de 3 billions (1 billion = 1 million de millions) et le déficit de l'Etat a atteint en septembre 1,5 billions de pesetas, soit la quantité prévue pour toute l'année. Ce chiffre représente 2,6 % ddu PIB espagnol. A cela, il faudra ajouter le coût des absurdes (chères et inutiles) manifestations de prestige comme l'Expo de Séville, les Jeux Olympiques et le T.G.V. (qui circule vide).

Restructuration sidérurgique

Aux mesures restrictives en matière de salaires et de prestations sociales s'ajoute le début d'une nouvelle phase de restructurations de la sidérurgie qui affecte Ensidesa (Asturies) et Altos Hornos de Vizcaya (AHV) (Pays basque). Pour être en accord avec les quotas établis à Bruxelles, l'Espagne doit réduire la capacité de production de 5,6 millions de tonnes par an à 4,1 millions. Ceci suppose la suppression de 9707 emplois sur les 26 000 existants (Ensidesa+AHV). A ceci, il faut ajouter la disparition d'emplois "induits" ce qui suppose quelques milliers de chômeurs supplémentaires à cause de la fermeture d'autres usines sous-traitantes.

Comme l'avaient fait les mineurs des régions houillères de la province de Léon, les ouvriers de la sidérurgie basque et asturienne ont entrepris une marche à pied jusqu'à Madrid. Une fois de plus, la réponse à la politique économique du Gouvernement trouve une forme expressive, émotive, mais qui présente bien peu de chances de modifier les plans élaborés à la Moncloa (résidence du chef du Gouvernement) sur ce que sera la Corporacion Siderurgica Integral (CSI), résultat de la restructuration qui s'amorce.

Juste une anecdote qui peut être significative au moment d'apprécier l'état d'esprit de ceux que touche la restructuration. L'un des ouvriers asturiens qui participent à la marche sur Madrid constatait avec surprise que, malgré tout, il ne ressentait pas de déception: "Et penser que c'est Felipe (Gonsàlez) qui nous met sur la route, lui pour qui j'ai voté et pour qui je voterai toujours !" Comme dans beaucoup de conflits de la restruturation, la mobilisation des travailleurs est une réponse tardive et assumée avec peu de conviction. En fait, il s'agit de faire pression pour obtenir l'indemnisation maximum pour ceux que touchent les licenciements.

Le coût des licenciements est l'une des vieilles chansons de la CEOE (syndicat patronal). Les chefs d'entreprise se plaignent en disant que ce coût est élevé. C'est relativement vrai dans le cas de travailleurs qui ont beaucoup d'ancienneté et qui sont précisément ceux que touchent les mesures de restructuration. Si cette relative protection disparaissait, ce serait la dernière étape dans l'entreprise de démantèlement du marché du travail puisque le licenciement est maintenant totalement libre.

Dans le même ordre d'idées, un représentant du syndicat patronal a demandé publiquement que l'Etat bloque les retraites afin de modérer le déficit. Naturellement, le Gouvernement s'est empressé de dire que les retraites ne seraient pas touchées par les mesures d'austérité face à la crise. Et il en sera ainsi, au moins tant que le PSOE aura intérêt à conserver le Gouvernement car les retraités constituent son électorat le plus fidèle.

D.C. - Barcelone, 20 octobre 1992

Les transports internationaux ibériques paralysés

Les effets de la grève des camionneurs français (début juillet) se firent immédiatement sentir dans la péninsule ibérique. Le blocage des routes françaises a entraîné la paralysie presque totale du trafic de marchandises aux postes frontière ; par exemple, au poste frontière de La Jonquera (Girone) on est passé de 2000 camions par jour à 100 ou 200.
Cependant, pour évaluer l'impact réel de la grève française sur le trafic de la péninsule, il faut tenir compte du fait que, aussi bien la presse que les grandes entreprises de transport, avaient intérêt à exagérer le nombre de camions retenus en France afin d'exiger du gouvernement français les indemnisations correspondantes.

Quoiqu'il en soit, le mardi 7 juillet, la presse reconnaissait l'existence de 10 000 camions espagnols paralysés, bloqués en Espagne avec des marchandises à destination du marché européen. La presse considérait la situation créée par le conflit comme une véritable «séquestration». De plus, à la grève des camionneurs s'est ajouté celle des fonctionnaires des douanes contre leur disparition prévue en 1993. A ce moment la paralysation des frontières et du trafic international portugais et espagnol fut totale.

L'ASTIC (association des entreprises de transport international) disait que 100 % du parc était touché et reconnaissait en même temps que les entreprises avaient perdu le contact avec les camions.

Les répercussions sur d'autres secteurs furent aussi importants. Ainsi les contrats à l'exportation des fruits périssables, que transportaient les camions espagnols affectés par la grève française, furent annulés. La majeure partie des melons, prunes, pêches et pastèques de Huelva, Alméria, Valencia, et Murcia, destinée au marché européen pourrirent dans les camions. Les clients ont refusé de payer la facture et la perte pour les entrepreneurs agricoles d'Espagne a atteint 5.200 millions de pesetas.

Le tourisme sur la Costa brava a aussi payé : 40% des réservations n'ont pas été honorées, soit parce que certains «tours operator» internationaux recommandaient à leurs clients de s'abstenir de traverser le territoire français, soit parce qu'ils se sont trouvés coincés sur les autoroutes françaises.

L'industrie automobile a réagi immédiatement

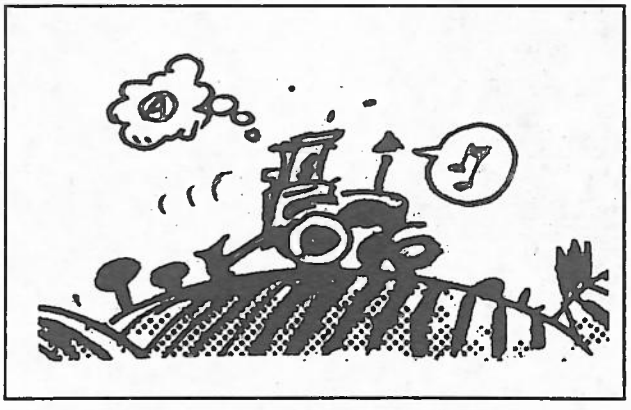
Dans l'industrie les répercussions furent plus graves. Par exemple, Seat-Volkswagen et Hewlett-Packard affrètèrent des avions pour l'approvisionnement depuis des pays tiers. Chez Nissan il était prévu d'autres fournisseurs que Dunlop au cas où la grève se prolongerait ; Sony a essayé de s'approvisionner en passant par le port de Bilbao ; Fasa-Renault a évité l'arrêt de ses chaînes de montage en utilisant le chemin de fer ; Citröen n'avait de pièces que pour maintenir la production jusqu'au 7 juillet ; Talbot-Peugeot arrêta ses ateliers de production le lundi 6 juillet.

Voici donc en bref, certaines des conséquences principales de la grève des camionneurs français sur l'activité économique de l'Etat espagnol.

Ajoutons que le traitement du conflit par les medias a été, comme d'habitude, assez contradictoire. D'un côté il faut en exagérer les conséquences pour légitimer la criminalisation et la répression ; de l'autre, on tente de les minimiser — parfois jusqu'à les occulter, comme la grève des vendangeurs de Jerez l'année dernière —, afin de ne pas reconnaître l'énorme capacité de pression et de paralysation de l'activité économique que peuvent avoir les actions dans certains secteurs, comme c 'est le cas dans les transports. Quoiqu'il en soit, ce qui est aussi évident c'est que les grandes entreprises qui pratiquent une gestion du « juste à temps » ont retenu le leçon de la grève des camionneurs espagnols de 1990 et ont mis en pratique des systèmes alternatifs d'approvisionnement comme l'avion, le bateau et le rail.

Nouvelle grève des transporteurs

Le 1er septembre commence une grève des transporteurs routiers dont l'incidence dans les différentes communautés autonomes de l'Etat espagnol a été inégale. Le motif de cette nouvelle mobilisation est, selon ses dirigeants, le non-respect par le gouvernement des accords signés lors de la grève de 1990. En bref, la plate-forme revendicative est centrée autour de la retraite anticipée, de la fiscalité qui affecte le secteur (plus de 60 % du prix du combustible, 73 pts/litre, correspondent à des taxes), à la poursuite des illégaux, etc.



Après les grèves de 1990, les représentants des associations de camionneurs et de l'administration se réunirent pour élaborer un plan pour ce secteur, qui, comme d'habitude, en est resté au niveau de promesses. A cette occasion, la coupure entre les grandes et les petites entreprises a été mise en évidence encore plus clairement que pendant la grève de 90. L'initiative de ce nouveau mouvement a été prise par trois organisations du Pays basque et par certaines fédérations de coopératives de transport d'Andalousie : la grève a été surtout

suivie au Pays Basque (80 % des petits transporteurs) et en Andalousie (un peu moins de 80 %).

Le ministère de l'intérieur a donné l'ordre aux gouverneurs civils d'appliquer la loi sur la sécurité des citoyens avec la plus extrême rigueur ; cette loi, adoptée pour la lutte contre le trafic de drogue, laisse carte blanche à toute intervention policière face à tout conflit qui peut perturber l'ordre public. La Ertzantza (police autonome basque) a elle aussi joué son rôle de gardien de l'ordre public et de la circulation des marchandises dans les territoires soumis à sa compétence.

Moindres répercussions qu'en 1990

Pendant la grève il n'y eu pas d'incidents graves et l'approvisionnement des grands centre urbains n'a pas été affecté comme en 1990. Elle n'a pas eu l'ampleur ni le radicalisme de celle de 90, bien que le comité de grève ait déclaré — Egin du 2 juin* — que la grève était suivie à 80 % en Asturie et Galice, 50% en Cantabrique et Navarre, Catalogne et Pays valencien, 40% dans la Rioja et l'Aragon, 60 % en Castille et Leon et dans la communauté de Madrid, 30 % en Estramadure, 70 % en Murcie et 90 % en Andalousie.

Certaines fédérations, au cours du conflit, se désolidarisèrent de la grève. Il faut aussi souligner le fait, dénoncé par les dirigeants, des pressions exercées par les fournisseurs qui ont menacé de ne plus signer de contrats avec les camionneurs qui feraient grève. Les grandes organisations d'entreprises de transports n'ont même pas appelé à la grève. Le 31 août — soit la veille de la grève — le quotidien El Païs publiait une «opinion» signé par le président de la CETM (confédération espagnole de transport de marchandises) dans lequel il se prononçait contre la grève et sollicitait l'intervention de la police pour garantir la libre circulation. Pourtant, certaines coopératives de transport, associées dans Ferradismer (l'une des grandes fédérations) n'ont pas pas suivi la consigne et ont rejoint quand même la grève.

Les grands magasins avaient pu faire le plein des stocks face à l'éventualité d'une grève généralisée illimitée, vu que l'effet de surprise n'existait pas : la grève fut décidée lors d'une assemblée des organisations provinciales de transport, au mois de juillet. Il y eut alors des propositions pour la faire coïncider avec les Jeux Olympiques, mais l'idée fut écartée afin de ne pas «ternir l'image de la corporation et de ne pas gêner les citoyens». Cet aspect est significatif car dans la stratégie de la grève il a toujours été recherché de ne pas porter préjudice aux «intérêts des citoyens».

Les grands centre commerciaux, comme Eroski (la plus grande chaîne de supermarchés du Pays Basque) avaient leurs entrepôts pleins à 100 % au début de la grève. De même le 31 août à Mercabilbao il était rentré le double de fruits de ce qui est habituellement stocké. Le 5 septembre, la Chambre de commerce de Gipuzkoa (Euskadi) exprimait sa préoccupation quant aux conséquences que pourrait avoir la prolongation de la grève sur l'approvisionnement de certains secteurs industriels ainsi que sur l'impossibilité de pouvoir mener à terme les exportations prévues.

Le 10 septembre, on annonçait l'interruption des activités dans la construction en Bizkaia (Euskadi). Entre temps quelques affrontements avaient eu lieu, trois camions furent brûlés. Les grévistes assurèrent une série de service minimum afin d'éviter la pénurie de certains produits vitaux tels les médicaments, le pain, etc. Cependant *Egin* (5 sept) révélait que la Ertzantza avait reçu l'ordre d'enlever les véhicules qui étaint en train de faire ces services minimum, à la suite de quoi les camionneurs décidèrent de ne plus les assurer.

Restructuration et concentration

Il y a unanimité, tant chez les grévistes que chez les non-grévistes, sur la nécessité d'une profonde restructuration du secteur. Comme nous le savons déjà par d'autres expériences (textile, électronique, etc.) la tactique du gouvernement socialiste est d'opérer la restructuration de chaque secteur par la libéralisation et la dérèglementation afin que disparaissent les entreprises et les secteurs qui ne sont pas compétitifs ou absorbables par les grandes multinationales européennes, japonaises ou nord américaines.

Selon les grévistes, une manière de procéder à l'autorégularisation du secteur sans grand traumatisme, serait la retraite anticipée (72 % des camionneurs ont plus de 44 ans). Il y aurait également une diminution de 16 à 18 % des activités du secteur et il faudrait donc que le ministère des transports assure l'autorisation de transport et garantisse une retraite digne à ceux qui veulent quitter la profession.

Dans le transport espagnol il y a une grande atomisation et un parc excédentaire (l'excès de l'offre faisant tomber les tarifs en dessous des indices de rentabilité, ce qui signifie la prolifération des transporteurs pirates ou illégaux et le non respect de beaucoup de normes de sécurités. Il existe en Espagne plus de 120 000 entreprises (36 000 en France, 54 000 en Allemagne et 200 000 en Italie ; certaines sources avancent le chiffre de 275 000 véhicules lourds et légers (*Egin* 31 août). 80 % du secteur sont des entreprises avec un seul camion. A la fiscalité qui pèse sur le prix du combustible (60 %) s'ajoute la politique de crédit qui, en Espagne, a des intérêts (18 %) beaucoup plus élevés que dans les autres pays de la Communauté ; et enfin le même modèle de camion coûte 4 à 5 millions de pesetas de plus en Espagne qu'en France. Par ailleurs les conditions de travail ne sont pas non plus enviables. Le système de sous-traitance qu'utilisent les grandes entreprises imposent des conditions draconiennes qui obligent les transporteurs au non respect de la légalité sur le temps du repos, la vitesse, etc. Il ne faut pas oublier que le système du «juste-à-temps» dépend en dernière instance du transporteur.

Dans une telle situation il est facile de comprendre que la lutte pour la survie se soit développée à un moment où la restructuration devenait plus urgente. Actuellement les grandes multinationales de transport opèrent en Espagne et intensifient leur pénétration. Les transporteurs espagnols, dans l'ensemble, ne sont pas en mesure de faire face à la concurrences des compagnies hollandaises ou allemandes. Seules certaines, suffisamment viables, pourraient s'intégrer à des multinationales (c'est pour cela qu'elles n'ont pas appelé à la grève), mais la plupart devront disparaître et celles qui resteront néanmoins devront travailler dans des conditions de plus en plus dures et en accord avec de nouvelles exigences techniques. Finalement, le 11 septembre, le comité de grève a arrêté la grève qui « s'essoufflait ». Maintenant les transporteurs vont tenter de poursuivre les négociations afin de palier les effets les plus brutaux de la restructuration en cours. Mais la situation qui fut à l'origine de la grève demeure.

D.C. - Septembre 1992, Barcelone

* Egin : quotidien basque proche de la coalition indépendantiste Herri Batasuna.

ITALIE

La classe politique en crise

Pour mieux comprendre la situation italienne actuelle, il faut revenir deux ans en arrière, lors de la présidence de Cossiga et de la «découverte» du réseau clandestin lié à l'OTAN, appelé en Italie «Gladio». On avait bien parlé auparavant d'une structure occulte fondée sur l'anti-communisme, mais pour la première fois c'est devenu officiel, grâce à l'enquête ouverte par la magistrature et exposée par l'ensemble des médias : pendant des décennies, une organisation armée, n'obéissant pas au parlement, mais seulement au gouvernement (contrôlé par la démocratie chrétienne - DC -, et par le Parti socialiste italien - PSI) et à l'OTAN, a conditionné la scène politique italienne et joué un rôle décisif dans la «stratégie de la tension» qui débute en 1969 avec le massacre de la place Fontana.

Au même moment, l'Europe, le monde entier assistent à des bouleversements politiques : l'écroulement du mur de Berlin et la chute du «socialisme réel» dans les pays de l'Est, principalement dans l'ex-URSS. En Italie, le système bloqué depuis l'après-guerre, entre une DC avec ses alliés au gouvernement, et un PCI relégué dans l'opposition malgré plus de 30 % des voix, entre en crise. D'un côté, les forces de gouvernement perdent l'appui des USA qui ont garanti le statu quo jusqu'à présent ; de l'autre le PCI termine son cycle de pseudo opposition, change son nom en PDS, sa structure, et devient prétendant au gouvernement comme «force démocratique» crédible.

Toutes ces transformations se sont produites par dessus la tête d'un électorat (en particulier celui de l'ex PCI) tenu toujours plus écarté de tout contrôle sur une classe politique toujours plus distante des masses et accrochée au pouvoir et aux privilèges qui en découlent.

Dans ce scénario, avec une opinion publique méfiante, éclatent les premiers scandales, puis de plus en plus nombreux, concernant différents partis (PSI en tête, mais aussi DC et quelques-uns le PDS) qui, exploitant leurs charges administratives (communes, provinces, régions, etc.) recevaient de l'argent en douce, soit pour eux-même, soit pour financer leur parti. La surprise n'est pas tant venue des accusations — la corruption de la classe politique et de l'administration est source de plaisanteries dans toutes les bouches — que du fait qu'un secteur de la magistrature puisse avoir l'audace de s'attaquer à la classe des «intouchables», sans conséquences, et que cela entraîne en plus un processus enchaîne de délations, de mensonges, de représailles... Une partie du linge sale de la « partitocratie est étalée au grand jour. Mais il manquait quand même tous les dossiers sur les services secrets, les massacres, la stratégie de la tension... ce qui serait trop demander !

Le doute, en fait, vient de la trop grande liberté d'action de ces juges qui frappent une certaine classe politique dans les aspects les plus évidents et les plus impopulaires (la corruption), mais n'affrontent pas des aspects cachés et plus vitaux pour l'Etat et les équilibres internationaux. En quelques mots, on peut suspecter qu'à l'intérieur de l'Etat, avec la participation de secteurs concernés (patronat ? Maçonnerie dévoyée ?), on cherche un changement formel de pouvoir en vue de la création de l'Europe unie.

Dans toute cette confusion émergent, comme par hasard, d'autres forces, les Ligues, organisations politiques nées il y a quelques années dans quelques régions du Nord de l'Italie, avec un discours pseudo-fédéraliste qui s'approprie la vieille rancœur anti-méridionale, mais en pratique sans programme politique, et jusque là, avec des pourcentages électoraux minimes.

C'est ces deux dernières années et surtout lors des dernières élections politiques (avril 92), que les Ligues ont connu leur «boom», passant d'un élu au Parlement à environ 80 ; en outre, les sondages révèlent que si avaient lieu maintenant les élections administratives, les Ligues deviendraient le premier parti dans la plus grande partie des grand centres de production du Nord, comme Milan, Brescia, Bergame, etc.

Les raisons de cette croissance exponentielle sont multiples : en premier lieu la délégitimation des partis traditionnels. les Ligues ont fait de cet argument le fer de lance de leur campagne politique, désignant le système clientéliste et parasitaire du centre-sud de l'Italie, géré en grande partie par la DC et le PSI, destinataire des ressources d'un Nord «travailleur et productif». C'est une vieille histoire, en partie vraie, qui dure depuis l'unité de l'Italie, lorsqu'existait un Nord industriel opposé à un Sud agricole. La politique économique dans le Sud demeure une politique d'exploitation à la limite du colonialisme.

En même temps que les vieux partis, sont entrées en crise des valeurs qui — bien ou mal — faisaient de leur patrimoine théorique : l'égalitarisme pour la gauche, le solidarisme pour les catholiques. Les nouvelles valeurs : arrivisme, individualisme, consumérisme, ont eu un poids déterminant dans la croissance des Ligues et des phénomènes racistes qu'on ne connaissait pas il y a quelques années encore en Italie.

Tout cela, dans les grandes lignes sont les raisons socio-politiques ; quant aux raisons économiques il faut considérer la rapidité des restructurations dans l'industrie et dans le tertiaire avancé qui, dans le nord de l'Italie s'est poursuivi au rythme européen (au moins de cette Europe qui s'accroche derrière la locomotive allemande). Dans le Sud, on est revenu droit en arrière avec la fermeture de centres industriels considérés comme «de trop» par les normes productives élaborées par la CEE (aciéries Italsider de tarante par exemple).

En tout cas, la restructuration industrielle dans le Nord s'est réalisée plus rapidement que celle de la classe politique natio-

nale. Une classe politique qui n'est plus en mesure de représenter les intérêts économiques de la bourgeoisie productive du Nord qui a l'exigence de gérer directement sa confrontation avec l'Europe économique. Il fallait par conséquent trouver une force politique nouvelle, si possible non définie idéologiquement, qui pousserait à la séparation d'avec cette Italie «parasitaire», dans la perspective d'une l'Europe unie sous la houlette allemande : ce fut la chance des Ligues !. Ce projet de «sécession» s'oppose à la réalité complexe de la future «Europe heureuse» tant vantée par le patronat, les frais de la réunification allemande étant payés par les économies de toute l'Europe, le Mark dévorant les monnaies plus faibles (Lire, Livre) et créant la panique sur les places boursières.

Brusquement, l'économie italienne, que nos dirigeants faisaient passer pour la 4eme ou la 5eme du monde, devenait un château de carte branlant. Le consumérisme, exalté et encouragé jusqu'à hier, devenait, pour le gouvernement, un danger poussant vers la spirale inflationniste ; le bateau prenant l'eau, tous (?) devaient contribuer à «réarmer le pays» et, des années du gouvernement de solidarité nationale (1978, avec même le PCI qui le soutenait), revenait un mot significatif : **sacrifices**.

En juillet les syndicats (CGIL, CSIL, UIL) avaient déjà signés un accord bidon avec le gouvernement et le patronat concernant le blocage des contrats et l'abolition de «l'échelle mobile» (mécanisme qui ajuste le salaire sur l'inflation) ; bien sûr, la base ne fut pas consultée et la date de l'accord, proche de la fermeture estivale des entreprises, montrait, s'il en était besoin, la peur qu'avaient les syndicats d'une juste colère ouvrière contre cette escroquerie.

En septembre, le gouvernement Amato, après avoir juré qu'il ne le ferait pas, dévalue la lire de 14 % et lance la «manœuvre économique», terme pompeux pour désigner en fait une habituelle série de mesures anti-populaires. Parmi les plus honteuses : le blocage des pensions et la hausse de l'âge de la retraite, la taxe d'habitation étendue aux locataires, le paiement d'une grande partie des dépenses de santé par l'usager.

On a calculé que la «manœuvre économique» et l'accord de juillet créerait 500 000 nouveaux pauvres dans le pays. Tout cela pour engraisser le patronat et permettre au gouvernement de faire entrer l'Italie dans une «Europe unie» de laquelle nous avons connu jusque là que les inconvénients.

Partis et syndicats, presqu'unanimement, se sont ralliés aux thèses du gouvernement. Les seules voix d'opposition sont venues de Refondation communiste (1) et des Verts, au Parlement, ainsi que d'un secteur minoritaire mais important du syndicalisme.

La grosse surprise pour tout le monde a été l'explosion de colère des gens et pas seulement de la base ouvrière habituée aux luttes ; finalement, après des années, on sort de la veulerie, on découvre que partis et syndicats nous trompent et servent seulement à faire passer les solutions les plus commodes pour le patronat et le gouvernement.

Toutes les manifestations syndicales se sont transformées en porte-voix de la colère de la base : à Florence, Turin, Milan, Naples et surtout à Rome, les meetings syndicaux ont été durement contestés, couverts par des slogans, des sifflets, des œufs, des tomates, etc.

La réaction des syndicats face à cette contestation dans la rue a été hystérique ; les services d'ordre syndicaux armés de gourdins ont frappé sauvagement des camarades, des ouvriers, des étudiants, coupables simplement d'avoir protesté contre le compromis syndical. La version officielle des média parle de quelques dizaines de provocateurs, autonomes, anarchistes, ex-terroristes qui soufflent sur le feu, qui descendent dans la rue seulement pour saboter les manifestations «pacifiques et démocratiques».

En réalité, il existe des films, des vidéos, des photos et des témoignages qui démontrent qu'il s'est agi, au contraire, d'une contestation de masse et de charges indiscriminées de la police en collaboration harmonieuse avec les services d'ordre syndicaux.

En outre, dans les usines, les services, on constate un abandon progressif des syndicats par les travailleurs : on pense que près de 25 % des cartes ne seront pas reprises l'an prochain.

Maintenant se pose le problème de l'organisation cette potentialité de lutte, d'éviter la protestation velléitaire, la désillusion sans perspectives, ou, pire encore, la défaite. Actuellement il existe en Italie une myriade d'organisations de base structurées de manières très variées : quelque-une encore à l'intérieur des syndicats, d'autres qui s'opposent frontalement à eux ; une forte composante de la CGL (appelée «être syndiqué» s'est formalisée comme embryon d'un futur «autre» syndicat, sur des bases de classe ; une autre fraction importante est tout simplement sorti en créant la CUB (Confédération unitaire de base) qui a déjà recueillie des dizaines de milliers d'adhésions (en particulier parmi les métallurgistes) et qui est en train de devenir un point de référence pour la majeure partie des structures. Les COBAS «historiques» (comités de base), forts dans la fonction publique et dans les services, regardent la CUB avec beaucoup d'intérêt ; les RDB (représentants de base), eux aussi enracinés dans les services, devraient se fédérer très vite. Il existe aussi des conseils d'usine hors des syndicats, structures de « l'ancienne » autonomie ouvrière, fragments du mouvement libertaire. Toutes ces forces, organisées ou non, ont donné jour le 2 octobre à Rome, à une manifestation alternative à celle organisée par les syndicats, et qui a réuni plus de 30 000 personnes. Comme d'l'habitude, les anarchistes, bien qu'insérés dans toutes les situations et parfois avec une importante réalité à la base ou avec des camarades représentatifs, se sont distingués par la dispersion et dls oppositions idéologico-organisationnelles. L'USI (2) poursuit son rôle digne au milieu de ce tumulte social, présent dans les luttes syndicales et même dans le débat général. Il est dommage qu'à cause des limites du mouvement libertaire, pour des problèmes de positionnement et d'image, il ne réussisse pas (pour l'instant) à devenir un pôle non seulement pour l'aire anarcho-syndicaliste, libertaire, mais aussi pour toute la réalité potentiellement autogestionnaire.

D'autres secteurs libertaires organisés continuent, avec des résultats divers, l'opposition interne au syndicat ; d'autres encore, au nom d'un anarchisme rétrograde et individualiste, se placent en dehors de ce mouvement de masse l'étiquetant comme «économique», «réducteur», ou même «marxiste».

Nous pensons quant à nous, que ce qui se passe est un moment important, délicat, de l'histoire italienne et européenne, et qu'est vital dans ce scénario une présence cohérente du mouvement libertaire. Bien sûr personne ne possède la formule magique pour donner une emprunte réellement libertaire aux agitations qui se préparent, et que ce sera la tâche des masses auto-organisées de créer de nouvelles formes de société ; pourtant la présence des anarchistes, des communistes libertaires, des anarcho-syndicalistes, est la garantie que l'utopie ne soit pas étouffée par l'état de chose existantes.

Cercle Anarchiste M. Bakounine - Rome

1 - Regroupe les communistes n'ayant pas accepté le recentrage du PCI.
2 - Union syndicale italienne : syndicat historique adhérent à l'AIT.

Fin de la protection sociale

Pour des lecteurs non italiens, il faut rappeler brièvement quelques-unes des dynamiques qui ont conduit à une montée des luttes sociales en Italie.
Les caractéristiques de la crise italienne ne sont pas, dans le fond, différentes de celle qui touche l'ensemble de la planète et, en particulier, les métropoles capitalistes ; mais d'un autre côté, il existe des particularités qui aident à comprendre tant la politique économique du gouvernement que la façon dont se manifestent les mouvements d'opposition sociale.

Au cours des années 80, le système capitaliste italien a vécu un fort processus de réorganisation et de restructuration fondé sur l'innovation technologique, sur une décentralisation productive, sur l'utilisation de la sous-traitance, du travail au noir et à domicile, sur l'économie marginale (illégale). L'Etat, jusqu'à la fin des années 70, a massivement financé la restructuration industrielle, l'expulsion de la force de travail des entreprises, tout en garantissant un filet de protection sociale de type clientélaire très diffus et coûteux. Cette merveille d'équilibre capitaliste n'a été possible que par un accroissement sans précédent de la dette publique, dont le refinancement permanent a entraîné un fort blocage des revenus. Le montant de la dette publique italienne dépasse le produit intérieur brut, et le seul paiement des intérêts entraîne chaque année un nouveau déficit qui s'ajoute à la dette précédente. 80 % des titres de l'Etat sont entre les mains des classes dominantes qui en tirent un revenu sûr, tandis que les 20 % restants sont éparpillés entre les petits épargnants. Année après année, l'Etat a tenté des mesures «de rigueur» qui touchaient les salariés, mais sans parvenir à un résultat concret, étant donné que les nouvelles entrées fiscales suffisaient à peine à couvrir les intérêts produits dans l'intervalle. Plus, l'accroissement de la pression fiscale n'a fait que favoriser le secteur extralégal de l'économie, l'évasion fiscale dont on parle tant, et qui pèse, pour ce qui concerne l'utilisation des services sociaux, sur les taxes qui accablent les salariés. Les mêmes mesures de rigueur ne pouvaient, et ne peuvent, apparaître dans cette situation que comme la source de futures injustices sociales. Autrement dit, dans une situation comme celle de l'Italie, si on supprime des avantages sociaux aux hauts revenus, on atteint les familles ouvrières et d'employés, sans toucher les commerçants, les travailleurs indépendants, les professions libérales, ou les petits entrepreneurs.

Cette orientation a été gérée par des partis qui, au cours des années, se sont homogénéisés au fur et à mesure que s'érodait l'opposition droite/gauche, même dans ses formes les plus douces. L'emprise du secteur public sur l'économie et la gestion clientélaire du welfare, ont créés une caste politique hiérarchisée, coûteuse, inefficace, coupée du reste de la société non comme un corps de spécialistes mais comme une société elle-même séparée. Le coût de cette machine est devenu gigantesque, surtout avec la fin des traditionnelles formes de militantisme, et a été un facteur de déséquilibre ultérieur.

Les tentatives de moderniser et de simplifier le système politique italien ont régulièrement échoué. Chaque forme d'opposition au système politique a produit de nouveaux partis, de nouvelles clientèles, de nouveaux besoins de financement public. A un parti fasciste, à deux partis laïcs/libéraux, à un parti démocrate-chrétien, à trois partis de l'Internationale socialiste (PSI, PSDI, PDS) et à un communiste se sont ajoutés les Verts, le réseau, les ligues et de nombreuses formations mineures à caractère local. Le système des partis a atteint son minimum de crédibilité, bien que la très grande majorité de la population continuait à voter et que les partis-antipartis devenaient aussi nombreux que les partis traditionnels.

Et pourtant ce système subit des coups durs : des dizaines de dirigeants politiques importants sont arrêtés pour corruption, un des sept plus gros capitaliste (le cimentier Ligresti) gît en prison, les dirigeants socialistes sont insultés dans la rue et traités comme des droit commun. Dans les riches régions du Nord, la ligue-Nord a recueilli un consensus impressionnant sur un programme qui est un grossier mais efficace mélange de libéralisme économique antifiscalité, de fédéralisme administratif, de xénophobie et de critique tous azimut du système des partis. Derrière la ligue s'agite un monde de petits entrepreneurs, de travailleurs indépendants, de salariés convaincus que l'unique issue pour sortir de la crise est l'abandon immédiat de l'intervention de l'Etat dans l'économie, l'élimination des diverses formes de garantie sociale, la valorisation du travail productif et de l'entreprise contre l'Etat «social». Beaucoup d'entre eux votaient jusque-là pour les démocrates-chrétiens et les socialistes, mais les ex-communistes et les intellectuels transfuges de l'extrême gauche ne manquent pas. La ligue, en somme, est le premier parti de droite au sens libéral à posséder une base populaire en Italie, et elle peut devenir le pivot d'un bloc social en mesure de saper l'autorité de l'actuelle classe politique dominante.

Dans ce contexte s'est formé l'actuel gouvernement, avec une très faible majorité, mais qui tirant sa force, au parlement, de la terreur qu'éprouve le PDS pour les élections anticipées,

qui favoriseraient les ligues, et, dans la société, du fait qu'il fonctionne comme un comité d'affaires de la bourgeoisie. Les mesures du gouvernement ont été dures et sèches. Je me limite à les rappeler :

- en juin : un «mini-coup de matraque» de trente mille milliards en taxes diverses, pour sonder le terrain ;
- le 31 juillet : l'amputation de l'échelle mobile et le blocage des négociations ;
- en septembre : un maxi coup de matraque de quatre-vingt-dix mille autres milliards, la dévaluation de la lire, l'annonce de nouveaux coups de matraque.

On estime que l'ensemble de ces mesures, extrêmement complexes, impliquera une amputation du salaire moyen réel, en décembre 1993, de l'ordre de 20 % à 30 %. Les services sociaux sont réduits et plus coûteux ; les entreprises locales devront imposer de nouvelles taxes ; la taxation sur le salaire direct s'élève fortement ; la petite propriété et les épargnes sont durement taxées. Cependant, l'ensemble de ces mesures ne suffiront pas à «réassainir» l'économie, étant donné que, comme d'habitude, les nouvelles entrées de l'Etat seront en grande partie englouties par la dette publique.

On a parlé, et non par hasard, d'économie de guerre, le réformisme que beaucoup de démocraties industrielles sont à l'inverse en train de vivre ayant pris en Italie la forme d'une révolution par le haut. CGIL-CISL-UIL ont semblaient d'abord à des boxeurs sonnés qui signaient des accords avec un adversaire décidé à ne pas les respecter. Ils ont renoncé à l'échelle mobile en échange d'une atténuation des mesures de rigueur ; disposés à accepter la rigueur pour « sauver la lire », ils ont trouvé dévaluation, inflation, amputation des salaires, chômage et, surtout, la révolte ouvrière.

La faiblesse et la soumission des CGIL-CISL-UIL découle, bien sûr, du fait que dans une période de récession économique le mouvement ouvrier institutionnel ne peut plus jouer son rôle classique de médiateur entre les intérêts «généraux» et les intérêts des travailleurs, et agit ouvertement comme une force auxiliaire des intérêts dominants. Il faut, de plus, considérer que la classe syndicale (des dizaines de milliers de fonctionnaires payés avec l'argent public), liées organiquement au système des partis, en vit toutes les contradictions internes, dont sa séparation d'avec la société civile prolétaire. Des années de relative paix sociale ou de luttes à la base hors de son contrôle ont aggravé l'incapacité de la classe syndicale à recueillir et canaliser les poussées sociales du bas, même si, comme nous le verrons, ce même appareil a montré quand même une capacité de médiation dans la phase montante du mouvement.

Penchons-nous à présent sur la situation du point de vue des travailleurs, par une brève reconstruction du déroulement du mouvement.

Début septembre, avant le maxi-coup de matraque, la masse des travailleurs semblait assez bloquée, incapable d'initiative. Le débat parcourait surtout les structures organisées internes ou externes aux CGIL-CISL-UIL. En particulier, la CGIL vivait la plus grave crise institutionnelle de son histoire récente. Son secrétaire Trentin, personnalité du PDS, avait signé l'accord du 31 juillet, passant outre son mandat , et s'était, ensuite démis de ses fonctions. Le courant de gauche de la CGIL, «Etre syndiqué», composé des militants du PRC (1), de la gauche du PDS et de ce qui reste des représentants des groupes de l'extrême gauche à l'intérieur de la CGIL, lançait une bataille interne pour retirer la signature et entamer des discussions sur les postes de travail. Bertinotti, (gauche du PDS), leader de ce courant, démentait la probabilité d'une scission mais donnait une série d'indices de rupture : départ des secrétariats, convocation d'assemblées et de manifs de tendance, organisation d'un référendum, etc. Sur le plan social, à Alfa Romeo d'Arese, des délégués FIOM-CGIL, FIM-CISL, Cobas et FLM-Uniti (le syndicat alternatif) organisaient une grève; à Naples, un cortège de chômeurs attaquait un siège de la FIOM-CGIL, etc.

Dans l'aire du syndicalisme alternatif commençait un débat complexe sur les initiatives à prendre. Le 15 septembre, la Confédération unitaire de base (CUB), à laquelle adhérent divers syndicats alternatifs de secteur, lançait une grève générale avec manifestation à Rome pour le vendredi 2 octobre. Les autres sphères de l'alternative syndicale (USI-AIT, Unicobas, Cobas Alfa, Cobas Ecole, Coordination nationale du personnel ambulant, Coordination des chauffeurs unis, etc.) réservaient leur réponse.

La situation s'accélère à partir du jeudi 17 septembre. Dans beaucoup d'usines partent des grèves extra-syndicales avec cortèges et blocages de route. En regardant les lieux d'où la mobilisation est partie et les informations crédibles, il est évident que ces grèves ont été souvent déclenchées par des militants du PRC et de la gauche PDS, mais qu'ils ont rencontré une réelle volonté de lutte. On peut dire que les cadres de la gauche ont ouvert une brèche dans la digue par laquelle les masses se sont engouffrées. CGIL, CISL, UIL annoncent alors pour la semaine suivante une série de grèves régionales et une nationale de la fonction publique pour le 2 octobre. C'est pendant cette période que s'est déroulée la saga des boulons : dans des manifestations à Florence, à Milan et enfin à Turin entre le 21 et le 25 septembre les gens descendent en masse dans la rue, contestent les dirigeants syndicaux et balancent boulons, pommes de terres, fruits pourris et petite monnaie à la figure des syndicalistes. La masse des travailleurs n'a rien fait pour défendre ses «dirigeants», au contraire.... Le service d'ordre syndical, traditionnellement structuré par des communistes, a laissé à désirer vu l'intérêt du PRC de se différencier de la hiérarchie confédérale, et que les militants d' «Etre syndiqué» étaient en désaccord avec la CGIL.

Les média ont construit une épopée à partir des boulons : nouveaux autonomes, naziskins, terroristes, vieil équipement de provocation, marxistes-léninistes, membres des ligues, etc. seraient le nerf des contestataires. Ce fut impressionnant de voir les dirigeants syndicaux contraints de parler (quand ils y réussissaient) sous la protection de la police, derrière un écran de boucliers de plexiglas.

Dans l'opposition s'est ouvert un débat entre ceux qui pensaient qu'il valait la peine de mettre ses forces sur une présence active dans les initiatives CGIL-CISL-UIL pour retourner la situation, et ceux qui pensaient important de se positionner par des manifestations alternatives capables de marquer une rupture définitive avec ces mêmes organisations. Très schématiquement les néo-communistes, les autonomes, les ML défendaient la première position, et la CUB la seconde.

Il est intéressant de noter qu'en marge des incidents de rue, s'est développé un fort mouvement de travailleurs des tribunaux qui ont vu leur salaire amputé de plus de 300 000 lires par mois à cause des mesures gouvernementales. Dans ce secteur il y a eu plusieurs jours de grève auto-organisée.

On arrive ainsi à la journée du 2 octobre avec deux manifestations séparées : le matin CGIL, CISL, UIL et l'après midi la CUB à laquelle s'étaient entre temps jointes divers structures alternatives.

Le matin, les syndicats avaient déployé plusieurs milliers d'homme du service d'ordre, les fameux casques jaunes, venues surtout d'Emilie. Les casques jaunes confédéraux étaient intégrés parmi les casques bleus de la police d'Etat et attendaient les «provocateurs» pour règler les comptes. A peine des groupes d'étudiants, d'enseignants de travailleurs dissidents, se sont-ils approchés du rassemblement syndical qu'il furent chargés, frappés, arrêtés. Les Cobas-école qui avaient demandé à pouvoir intervenir à la tribune syndicale se sont fait repousser par les casques jaunes vers les casques bleu et chargés. L'image des CGIL, CISL, UIL en est ressortie, malgré l'appui de la presse, passablement salie.

L'après midi, à la manifestation alternative, ont défilés quelques dizaines de milliers de travailleurs venus de toute l'Italie, sans incidents. Beaucoup des camarades qui avaient participé le matin au cortège syndical, sont quand même venu, malgré les polémiques entre contestataires et alternatifs. Il est clair, à mon avis qu'il existe un grand nombre de travailleurs qui ont rompu avec les syndicats et qui, surtout, se posent le problème de se donner une structure propre dans tous les secteurs du travail ; et l'idée qu'on ne peut éternellement jouer les extrémistes, les critiques quasi professionnels des CGIL, CISL et UIL et qu'on doit aller au-delà, gagne du terrain. Mais cela reste un débat ouvert.

Dans ce climat les trois syndicats ont décidé de faire une grève générale pour le 13 octobre, toujours pour «modifier» (et non pour repousser) la manœuvre du gouvernement. Mais entre temps, le contexte a changé quelque peu. La rage des gens s'est en partie soulagée, la polémique contre les «violents» a été utiles aux CGIL, CISL-UIL pour déplacer la discussion de la manœuvre du gouvernement et de la complicité syndicale avec lui, vers la nécessité de «sauver la démocratie» ; la relative faiblesse des forces alternatives permis l'exploitation par les syndicats du débat dans les usines.

En particulier les néo-communistes ont négocié dans la CGIL en espérant que leur courant «Etre syndiqué» puisse dans l'avenir dépasser les 18 % qu'ils représentent actuellement. Qu'on le veuille ou non, ils représentent un enracinement ouvrier non négligeable et peuvent bloquer certaines situations. La grève du 13 a été seulement de 4 heures et uniquement dans le secteur privé. Les vieilles hostilités entre le secteur public et l'industrie ont été ainsi ravivées. En bref, avec l'aide de la police, avec l'engagement des néo-communistes à faire des concessions, CGIL, CISL,UIL ont réussi à tenir la rue et à se poser comme les éléments de canalisation du mécontentement social.

Mais au-delà de la rue, la situation bouge : le gouvernement n'est disposé à aucune concession de fond, le contexte social a profondément changé, des groupes importants de travailleurs sont sortis, sont en train de sortir ou vont le faire, des syndicats confédéraux. Même le courant «Etre syndiqué» a quelques problèmes : si ses bureaucrates peuvent espérer quelques postes de plus dans l'appareil (ce qui n'est pas dit car la majorité, dans une situation plus calme, peut très bien leur faire payer leurs vélléités de septembre), les travailleurs, eux, on d'autres exigences.

C'est dans ce nouveau climat que l'on mesurera la tenue, la capacité de proposition, l'utilité sociale, des structures indépendantes et de base qui se sont formées ces dernières années et qui ont élargie considérablement en quelques semaines leur zone d'influence.

Cosimo Scarinzi

MONNAIE

Le système monétaire européen

L'idée de l'Europe comme union économique et monétaire n'est pas vraiment nouvelle. Les chefs d'Etat l'avaient projetée à la conférence de La Haye en 1969, et à l'époque on avait annoncé qu'elle devrait être réalisée avant 1980. C'est au moment de la crise monétaire internationale de 73 qu'a été mis en place le serpent monétaire européen, puis le système monétaire européen et l'E.C.U. en 1978. La nouveauté de Maastricht est de progresser vers une monnaie unique.

Le système monétaire international a été mis en place à Bretton-Woods en 1944. C'était un système simple qui consolidait la domination des Etats-Unis : la parité entre les monnaies était fixe ; chaque monnaie (du monde "libre", bien sûr...) était définie en dollar et en or ; seul le dollar était convertible en or.

Ceci revenait à faire du dollar la nouvelle monnaie internationale. Chaque Banque Centrale avait la charge de faire respecter la parité de sa monnaie.

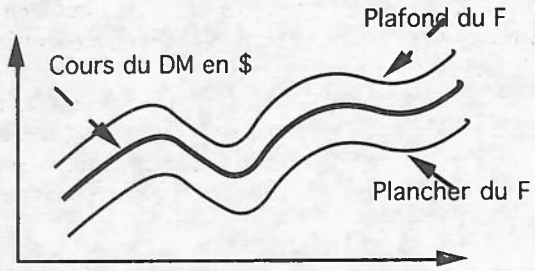
Le système est entré en crise dans les années 60, et il s'est effondré en 1973, **avant** le choc pétrolier. En fait, le dollar avait tendance à baisser, mais les Etats-Unis estimaient que c'était aux Européens de le soutenir: résultat, les dollars s'accumulaient dans les caisses des Banques Centrales qui devaient en plus vendre de l'or pour maintenir sa parité de 35 $ l'once. Dès 68, elles renoncent à maintenir le cours de l'or. Puis, elles essaient d'exiger la conversion de leurs dollars en or. Les Etats-Unis n'en ont plus assez et c'est l'embargo sur l'or de Nixon : le dollar n'est plus convertible en or. De ce jour, on abandonne les parités fixes pour passer au système des changes flottants, c'est-à-dire une absence de système monétaire international, toutes les monnaies variant au gré du marché.

Ce qui a changé pendant ces trente ans, c'est aussi le formidable développement des multinationales qui font de mul-

tiples opérations en devises entre leurs filiales. Ceci limite d'autant le pouvoir des Banques Centrales. Dans les années 50, lorsqu'elles achetaient ou vendaient d'une monnaie pour la faire monter ou baisser, elles obtenaient le résultat qu'elles voulaient. Maintenant, le montant de leur intervention est moindre que celui des opérations quotidiennes des multinationales. Les Banques Centrales ne peuvent donc aller à l'encontre de leurs anticipations.

Le système monétaire européen

Il s'est édifié sur la base de la ruine du système monétaire international. Le fonds de coopération monétaire est mis en place en avril 1973. Les pays européens se mettent d'accord pour limiter les variations de leurs monnaies entre eux, avec l'aide de ce fond. Le système monétaire européen actuel est mis en place en juillet 1978. Les pays de la C.E.E. s'engagent réciproquement à ce que leurs monnaies ne varient pas entre elles de plus de 2,5 % autour d'un cours pivot. C'est pourquoi on appelle ça le serpent monétaire. Chaque monnaie peut varier vis-à-vis du dollar, mais pas vis-à-vis des autres européens. Exemple :



En même temps, on a créé l'E.C.U. qui est un panier de monnaies pondéré selon le poids économique et monétaire de chacun. Ce n'est donc qu'une notion abstraite, qui a ensuite pu servir de monnaie de compte (on peut libeller une facture en E.C.U., mais elle sera ensuite réglée dans une monnaie concrète). Ce n'est que depuis très récemment que l'E.C.U. peut être utilisé comme moyen de paiement, et c'est très rare.

Pourquoi a-t-on édifié ce système ?

Les changes flottants sont préconisés par les ultra-libéraux. D'après eux, le système devait s'autoréguler. Lorsqu'un pays est en difficulté, sa monnaie baisse jusqu'à ce qu'elle reflète sa situation économique réelle. La baisse de sa monnaie va favoriser ses exportations, et donc l'aider à se redresser, et le système s'équilibrera. Par ailleurs, le système des changes flottants permet une marge de manœuvre plus importante dans la politique économique: on peut choisir de laisser sa monnaie se dévaluer en appliquant de faibles taux d'intérêt qui favorisent l'investissement, ou au contraire de défendre sa monnaie pour attirer des capitaux.

En fait, on peut parler de tempête monétaire. Rappelons qu'en 10 ans le dollar est passé de 4 F à plus de 10 F, puis à 5 F. Ceci a une conséquence simple et ennuyeuse: une entreprise qui exporte pour les U.S.A. peut voir son chiffre d'affaires doubler ou être divisé par deux non pas parce que ses ventes varient, mais uniquement du simple jeu des fluctuations monétaires. Ceci empêche toute prévision et stratégie commerciale sérieuse.

Ce "système" est donc incompatible avec l'avancée d'un marché unique. Si les entreprises européennes doivent avoir pour débouché important les autres marchés européens, elles ont besoin de stabilité monétaire. D'où les efforts de création d'un système monétaire européen dès la généralisation des changes flottants.

Comment ça marche?

Le contrôle des changes a été aboli à peu près partout, ce qui fait que les opérations internationales sont libres. Donc, de fait, ce qui va compter ce sont les monnaies qui sont réellement utilisées au niveau mondial, à savoir essentiellement le dollar, le yen et le mark. Pendant longtemps, le franc a été tiraillé. D'un côté, il avait tendance à suivre le dollar comme toute monnaie pas très forte, et de l'autre le système monétaire européen l'obligeait à s'arrimer à un mark qui ne cessait de monter. D'où quelques crises sous Giscard notamment.

Comment faire pour faire respecter sa parité ? On peut acheter des francs et vendre des marks. Mais on a vu que les budgets des Banques Centrales ne sont plus suffisants pour que les interventions inversent les tendances du marché monétaire mondial. Il faut donc rendre le franc attrayant, plus attrayant que le mark pour que "les marchés" (qu'on appelle "les spéculateurs" lorsqu'ils ne font pas ce qu'on voudrait) en achètent. Si le franc a tendance à baisser, ou si les marchés pensent qu'on va dévaluer, c'est dur. D'où deux méthodes perpétuellement utilisées: clamer que la défense d'un franc fort est la priorité des priorités et que jamais, oh non jamais on ne dévaluera, d'une part, et augmenter les taux d'intérêt pour rendre les placements en francs avantageux d'autre part. Cette politique ne peut être tenable que si on place la lutte contre l'inflation au rang d'objectif prioritaire.

Ce qui a été fait en France avec une belle constance depuis Barre jusqu'à aujourd'hui compris. Ceci pose plusieurs problèmes : lorsqu'on augmente les taux d'intérêts, on pénalise les investissements (en rendant leur financement plus cher) et donc la croissance. Ca peut même aller jusqu'à pénaliser la compétitivité et par là même le commerce extérieur et donc la valeur du franc. On rend les importations moins chères, ce qui diminue l'inflation, mais favorise les importations au détriment de l'offre nationale. La défense d'un franc fort satisfait des intérêts financiers et non pas industriels ou commerciaux.

Qui sont les spéculateurs ?

Il faut bien voir que les gouvernements ne maîtrisent plus la création monétaire. Ce qui est déterminant, ce sont les comportements de gestion des trésoreries internationales et les banques.

La raison d'être d'une boîte, c'est de faire du fric, et pour ça elle emploie entre autres des trésoriers qui sont chargés de placer les excédents de trésorerie pour qu'ils rapportent en attendant qu'on aie besoin de les utiliser. Ils vont donc les placer en monnaie ascendante, ce qui renforcera encore la tendance. Mais ils savent souvent à quel moment l'entreprise aura besoin de ses fonds. Ils vont donc faire des opérations à terme (passer un contrat de vente de devises à l'avance) en fonction des tendances prévues, ce qui amplifie encore le mouvement. Eventuellement, ils vont d'ailleurs en faire plusieurs en fonction de l'évolution pour se couvrir en cas de risque. Il y a quinze fois plus de transactions financières internationales que commerciales, c'est-à-dire qu'une opération commerciale internationale engendre en moyenne une quinzaine d'opérations financières.

Les "spéculateurs" sur lesquels on a crié haro récemment sont donc d'abord les firmes multinationales. Mais il faudrait savoir. Elles font leur job. Au niveau mondial, on a dérègle-

menté le plus possible, aboli l'essentiel des contraintes pour leur permettre justement de faire ce qu'elles voulaient, et ceci a été une politique constante des mêmes gouvernements qui ont hurlé aux loups. Elles n'ont pas de raison ensuite d'aller philantropiquement défendre la lire, la livre ou la peseta.

En outre, les capitaux flottants se sont multipliés depuis le choc pétrolier, d'abord les petro et les eurodollars, puis maintenant les eurodevises. Qu'est-ce? Normalement, le franc est utilisé en France et créé par des banque françaises sur le territoire français afin de servir de moyen de paiement. Après le choc pétrolier, les dollars des émirs ont été placés notamment dans des banques européennes. Il y avait donc des dollars placés hors du territoire des Etats-Unis. Puis les banques ont développé des prêts en dollars à partir de ces dollars: des banques européennes ont donc créé des dollars hors des Etats-Unis. Ce sont les eurodollars. La technique s'est multipliée. On appelle eurodevises les prêts dans une devise à l'extérieur du territoire concerné. Par exemple, pour ses emprunts, E.D.F. avait besoin des marchés internationaux. Si elle leur avait proposé des obligations en francs, ils ne se seraient pas empressés de souscrire. Elle a donc émis des obligations en yens notamment. Ce sont des euroyens. C'est une monnaie non matérielle qui n'existe pas sur un lieu matérialisé. Mais elle pèse lourdement sur les fluctuations monétaires. Là encore, les gouvernements sont un peu gonflés de se plaindre des agissements spéculatifs qu'ils ont fortement contribué à promouvoir.

Quelles conséquences économiques et sociales?

Ce qui compte, lorsqu'on est un opérateur sur les marchés financiers, c'est un petit peu d'être capable d'analyser l'économie pour estimer la valeur réelle des titres, mais surtout savoir bien prévoir ce que feront les petits camarades pour faire pareil avant eux: si on prévoit qu'ils vont tous acheter, il faut acheter tout de suite parce que ça va monter. Comme en gros ils font tous partie du même milieu, sont passés par les mêmes écoles de formation, lisent les mêmes journaux et vont dans les mêmes clubs, ils n'ont pas trop de mal à prévoir les réactions des autres, il leur suffit de se regarder.

Ils vont alors se fixer sur certains indicateurs et des mécanismes économiques simples même s'ils sont faux: ils deviendront vrais par leurs réactions. Par exemple, si les chiffres du chômage sont plus mauvais que prévus, ils vont prévoir un risque de baisse de taux d'intérêt, donc de hausse des obligations, donc ils vont acheter, donc ça va monter. Mais ils anticipent les chiffres, donc si les chiffres du chômage sont toujours aussi mauvais, mais moins que ce qu'ils avaient prévu, ça aura l'effet inverse.

Ceci signifie que les déclarations et programmes économiques gouvernementaux vont être entièrement déchiffrés à travers la grille des possibles conséquences financières, une grille extrêmement stéréotypée par une formation économique sous forme de recettes très précises. Si un gouvernement était assez fou pour annoncer un grand plan d'aide sociale, ils vont anticiper et amplifier soit une fuite des capitaux à cause de l'augmentation des impôts (donc une baisse de la monnaie), soit une augmentation du taux d'intérêt pour financer le déficit budgétaire donc une baisse des valeurs boursières.

Ceci contraint très fortement les gouvernements soucieux (ou obligés par traité) de défendre la valeur de leur monnaie. Leur politique économique sera dictée par les réactions des milieux financiers, dont ils savent qu'ils peuvent essayer de les modérer, de les influencer, mais pas de les contrarier. Ce sont les milieux financiers (1) qui dirigent de fait les politiques économiques.

Ce règne des anticipations a une autre conséquence, sans doute en partie à l'origine des désordres monétaires européens récents, c'est que ces réactions si stéréotypées ont des conséquences imprévisibles. En effet, ce qui compte, à la limite, ce ne sont plus les anticipations des agents, mais la différence entre leurs anticipations et la réalité. C'est ce qu'on a vu dans l'exemple plus haut sur le chômage. Des mesures de politique économique peuvent alors avoir des conséquences financières inverses de celles recherchées parce qu'elles avaient été sur- ou sous-anticipées.

Et Maastricht dans tout ça ?

S'engager dans une union monétaire c'est pour les gouvernements s'engager à avoir comme priorité le maintien réciproque de la parité de leur monnaie. Ceci signifie, et le traité le dit explicitement, qu'un certain nombre d'objectifs vont obligatoirement être prioritaires: désinflation (c'est-à-dire la diminution de l'inflation), équilibre budgétaire... Dans un contexte de liberté des changes, l'équilibre budgétaire ne peut pas être atteint par une augmentation des impôts (les fortunes partiront ailleurs). Il faudra donc diminuer les dépenses publiques.

Par ailleurs, les monnaies faibles, c'est-à-dire celles des pays les moins puissants, devront maintenir des taux d'intérêt élevés. Ceci est par ailleurs le meilleur moyen pour que les monnaies en question restent faibles. Le mark est recherché à cause de la puissance économique et industrielle de l'Allemagne. Celle-ci maintiendra des taux d'intérêt élevés à cause de la réunification. La faiblesse des autres monnaies tient d'abord au fait que s'agissant de puissances industrielles moindres, leur monnaie est moins utilisée. Leur cours est donc artificiellement maintenu par le biais des taux d'intérêt et de la rigueur budgétaire. Ceci pénalise le développement industriel. En outre, la surévaluation de ces monnaies pénalise les exportations. Pourquoi font-ils ça ? Sont-ils devenus fous ? Non. Si ces monnaies baissent trop fortement, les capitaux fuiront ailleurs et ces pays n'auront pas les moyens de financer leur croissance.

Comme pour les autres sujets, Maastricht ne fait que renforcer une situation déjà existante. Un des sujets controversés est la création d'une Banque Centrale Européenne. L'idée est qu'elle aura plus de moyens que chaque Banque Centrale prise séparément. L'autre idée est que ce sera plus démocratique dans la mesure où les décisions seront prises à la majorité, alors qu'aujourd'hui grosso modo, les autres sont obligés de suivre l'Allemagne. Mais aucun pays ne pourra alors avoir sa propre politique monétaire. Le peu de marge de manœuvre actuel disparaîtra complètement.

Mais est-ce bien raisonnable ?

Déjà, il est amusant de constater qu'actuellement aucun pays, sauf éventuellement la France, mais en tous les cas pas l'Allemagne (elle a un déficit budgétaire important), n'est en mesure de satisfaire aux critères prévus.

Le maintien artificiel des cours les rend d'autant plus vulnérables à la spéculation. De ce point de vue, il faut distinguer la crise de la lire et celle de la livre. Déjà, il faut savoir que la Suède, qui n'est pas dans la C.E.E. mais dont la monnaie est dans la "zone mark", c'est-à-dire qu'elle suit le mark, a dû mettre son taux d'intérêt monétaire (2) à 500 % pendant plus d'une semaine, il est actuellement "redescendu" à... 30 % ! La lire était manifestement surévaluée, et les marchés ont forte-

ment anticipé sa dévaluation, tellement fortement qu'elle y a été obligée à son corps défendant... Pour la livre, c'est différent. L'Angleterre a toujours cherché à conserver une marge de manœuvre financière vis-à-vis du reste de l'Europe, et elle y est aidée par deux atouts importants :

- la City de Londres reste une des premières places financières mondiales, et la livre reste donc une monnaie importante et utilisée,
- l'Angleterre est un pays producteur de pétrole.

Quel sera l'avenir de Maastricht et de la monnaie unique ? C'est très difficile à dire. Le point commun à ces crises monétaires récentes, c'est que les marchés sont très volatiles, ils peuvent avoir des sautes très importantes et imprévisibles, contre lesquelles les Banques Centrales semblent impuissantes. Lorsqu'on dit que la politique économique et monétaire est dictée par les milieux financiers, ceci signifie aussi qu'elle n'a pas forcément toujours de cohérence. Un opérateur financier raisonnera toujours pour son propre compte et sur le court terme. Quand ils réagissent tous à l'unisson, ça peut faire une stratégie, ça peut aussi avoir des conséquences qui les desservent à long terme.

Il est clair depuis le début que l'ensemble des monnaies européennes ne sera pas concerné par la monnaie unique. Ce sera la fameuse Europe à deux vitesses. Quelle en sera la conséquence ? Cela signifie-t-il qu'il y aura quelques pays à forte stabilité monétaire, qui dirigeront de fait l'Europe, et d'autres qui serviront plutôt de réservoir de main d'œuvre et de localisation des activités industrielles faiblement qualifiées ? Et à quel prix social, que ce soit pour les pays "forts" et les autres ? Je ne saurais dire...

Sylvie - Paris

1 - J'entends par là non pas les milieux d'affaires, ce sont toujours eux qui ont dicté les politiques économiques, mais ceux d'entre eux spécialisés dans les affaires financières. Savoir comment s'imbriquent aujourd'hui les logiques industrielles, commerciales et financières est assez complexe, et mériterait un autre article.

2 - Il existe autant de taux d'intérêts que de marchés et de durée des prêts. Grosso modo, on distingue :
- le taux d'intérêt monétaire qui concerne les prêts à très court terme (mais pas vos agios, eux sont légalement au taux d'usure, le plus cher !), le coût du refinancement auprès des banques centrales...
- le taux de base bancaire à partir duquel seront fixés les taux d'intérêt des différents crédits,
- le taux d'intérêt à long terme, qui concerne les crédits à long terme et les obligations.

BULGARIE

A l'Est, rien de nouveau

Petit aperçu d'un camarade de passage dans ce pays, pays à qui nous ouvrons les portes de "notre Europe" !!!...

La Bulgarie doute. le capitalisme est entré par la grande porte. Tout se vend, tout s'achète. la population a déjà pris de mauvaises habitudes mais nous n'allons pas leur en vouloir. Il n'y a pas si longtemps, elle était obligée d'acheter des produits de première nécessité avec des tickets de ravitaillement.

Le Bulgare ne pense plus, il achète et jalouse ceux qui ont eu la chance et la malhonnêteté d'arnaquer ses concitoyens à la bonne époque. Les livres, d'une traduction médiocre, publiés dans le seul but du profit, sont exposés sur des tréteaux au coin des rues. Les librairies ont été sacrifiées sur l'autel du gain rapide et sont remplacées par des bars ou des magasins de vêtement de très mauvaise qualité. Les rats sont aussi dans le monde de l'édition, Alexandre Dumas s'est même vu attribuer des livres qu'il n'a jamais écrit. Seul le centre culturel français de Sofia a pu apprécier le scandale, il a ainsi pu se rendre compte de la bonne santé de la littérature française dans les Balkans.

Il n'y a plus de pensée, plus de critique. Dès son plus jeune âge, l'enfant s'initie au «business» ou l'art d'arnaquer son prochain dans les plus brefs délais.

Une minorité silencieuse, contestataire et disciple de Descartes, se replie dans des deux pièces des affreuses banlieues des cités urbaines. Elle ne peut que déverser sa colère et ses désillusions sur un public déjà convaincu. Les sujets de contestation ou d'indignation ne manquent pas. Le gouvernement de Jelev et les pantins politiques laissent une poignée de néo-capitalistes s'approprier le pays. Ce sont les mêmes que sous Jivkov (il vient de prendre pour sept ans de prison dans un procès digne des plus grandes comédies). L'ancienne nomenklatura goûte avec plaisir aux délices du capitalisme.

Depuis plus d'un an, la politique de restitution des biens d'avant 1946 tourne à la mauvaise farce. Ce n'est plus de la restitution, c'est de la liquidation. Les responsables des entreprises étatiques, à la solde du parti, détruisent volontairement les appareils de production afin de les racheter pour des sommes modiques (tracteurs, usines clé en main, etc.)

Au mois d'octobre, des hôtels au bord de la Mer Noire, appartenant à l'Etat et au parti, vont être vendus aux enchères. Dans la première moitié de l'année 92, certaines agences de tourisme bulgare à l'étranger ont déclaré aux personnes désirant se rendre au pays des roses et du parapluie, le plus souvent des habitués, que tout était complet, notamment sur les bords de la Mer Noire. C'était de la désinformation pure et simple car la station balnéaire d'Albena, une des plus cotées de Bulgarie, a marché au ralenti durant tout l'été. Les futurs acheteurs, anciens membres de la bourgeoisie rouge, pourront ainsi faire baisser les prix de moitié, prétextant de la mauvaise santé économique des différents hôtels.

Tout est corruption et violence. Les milieux font la loi : entre les tsignanes, les russes et les bulgares, l'autochtone en perd son cyrillique. La milice attend car elle n'a pas les moyens, prétexte-t-elle, mais ne se fait pas prier à la vue de quelques dollars. c'est la même que sous Jivkov, à part peut être qu'elle a changé d'uniforme et se fait appeler police.

Que font les anarchistes ? Ils diffusent leur presse, notamment *La Pensée libre* mais ne sont pas très présents dans la vie de tous les jours. Le mouvement libertaire bulgare, avec un héritage historique, a de beaux jours devant lui ; il y a un intérêt, et j'ai pu le constater pendant ce séjour, mais le temps leur est compté.

Roger Paltoquet - Clermont-Ferrand

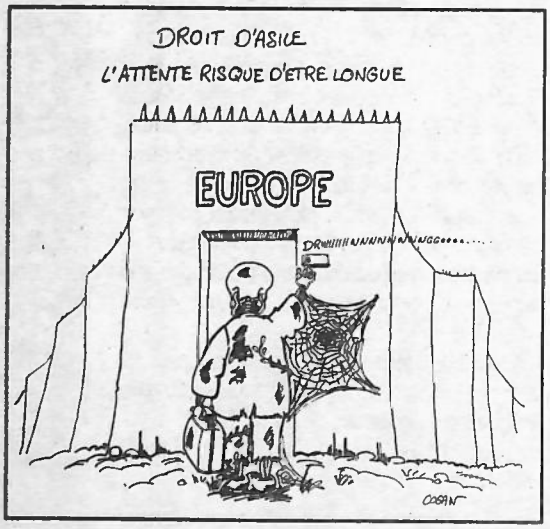
Non à la forteresse européenne !

Alors que l'Allemagne aura accueillie environ 500 000 demandeurs d'asile au cours de cours de cette année 92, la France, selon les statistiques actuellement en notre possession, n'en accueillera qu'entre 20 et 30 000 (alors que selon l'OFPRA on tournait autour de 90 000 ces dernières années). Comment en est-on arrivé là ?

Si l'Allemagne reste une exception (mais cela ne devrait pas durer), la restriction du droit d'asile devient monnaie courante dans une Europe blanche, chrétienne et riche. tant pis pour les autres. l'Europe est en train de construire son nouveau mur de Berlin. Peu à peu s'établit en Europe une liste de pays en provenance desquels il ne sera plus possible pour ses ressortissants de demander l'asile. On retire le statut à ceux qui l'ont obtenu lorsque les Etats sont devenus «démocratiques» : si les Basques, en 77, ont été, en France, les premier à en subir les conséquences, ce sont maintenant les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, les Hongrois qui sont touchés à leur tour. Il semble bien que les prochains sur la liste soient les Sud américains.

Des dispositions communes ou spécifiques à chacun des pays européens se mettent en place pour construire cette forteresse que veut devenir l'Europe. La convention de Schengen, même si pour l'instant elle n'a pas été ratifiée par la France, est déjà en application pour les demandeurs d'asile. Il est désormais impossible pour un demandeur débouté dans un pays d'aller tenter sa chance dans un autre qui est signataire ; ni même d'être accueilli dans ces pays s'il craint pour sa vie et sa liberté en cas de reconduite à la frontière.

En France, la décision du gouvernement Rocard d'accélérer la procédure (de moins d'un mois à 6 mois maximum au lieu de plusieurs années auparavant) avec la conséquence de dizaines de milliers de demandeurs déboutés, la décision du gouvernement Cresson de supprimer le droit au travail (puisque la procédure est expéditive), puis d'interdire l'entrée sur le territoire français d'un certain nombre de demandeurs (loi du 26 février 92, voir CA n°20), enfin la légalisation des zones de transit (loi du 6 juillet 92) par le gouvernement Beregovoy, ont réussi à décourager les nouveaux demandeurs de venir tenter leur chance en France.



Enfin, avec la criminalisation de ceux qui ouvrent leur porte aux réfugiés non statutaires, la boucle est fermée. La France et l'Europe en général ne seront désormais plus les terrains d'asile dont ils se targuaient et qu'elles n'ont jamais été !

Quel avenir ?

La mise sur la touche de dizaines de milliers de demandeurs d'asile, suite à l'accélération de la procédure d'examen des dossiers, et la lutte d'une partie d'entre eux, on remis sur le devant de la scène le problème du droit d'asile en France et en Europe.

Le réseau d'information et de solidarité, s'il a joué un rôle non négligeable lors de la première vague de grèves de la faim, s'est mis sur la touche avec une longue négociation avec le gouvernement amenant à la circulaire de «régularisation» du 23 juillet 91... et qui ne réglait rien.

Puis est née la coordination nationale de soutien aux déboutés. Présente sur le terrain, elle a eu le mérite, outre le fait d'essayer de régler le problème au niveau juridique de façon collective, de poser de véritables problèmes politiques et de ne jamais vouloir négocier au non des déboutés. Elle a eu une influence non négligeable sur les succès de la manifestation du 25 janvier et de «Droit d'asile, appel à témoin» en juin dernier. Même si le problème des déboutés n'est pas réglé (et il n'est pas près de l'être), l'absence de luttes réelles de la part des déboutés eux-mêmes ces derniers mois, pose le problème de son devenir. Peut-être qu'un rapprochement avec les Comités de soutien aux inculpés du Droit d'asile est une piste à creuse.

Le collectif «Droit d'asile appel à témoin» se pose aussi les problèmes de son avenir et des initiatives à prendre. Pour l'instant, le travail mené est celui de la préparation des quatrièmes assises européennes du Droit d'asile qui vont se tenir à Rome en janvier 93.

Lutte à l'OFPRA

Lors de la commémoration du 40e anniversaire de la naissance de l'OFPRA en juin, on avait pu se rendre compte qu'il existait un sérieux problème entre le directeur, ex-ambassadeur de France en Turquie, et son personnel. On savait qu'un certain nombre de personnes avaient déjà démissionné. Le 26 septembre, l'ensemble du personnel se mettait en grève. Si la presse n'a parlé que du problème des titularisations, on sait que le malaise est plus profond et qu'un des problèmes mis en avant est la façon dont sont traités les dossiers des demandeurs d'asile. Affaire à suivre.

Camille - OCL Reims

Rostock et les fantômes de l'Allemagne

Il est banal de constater aujourd'hui que l'effondrement de la puissance "soviétique" a laissé un vide de pouvoir en Europe centrale et orientale. L'Allemagne concentre, avec sa réunification, tous les problèmes de l'Est et de l'Ouest, bien qu'elle soit un des rares pays à disposer de ressources pour y faire face. Comme elle demeure, au grand dam de l'opinion française, la clé stratégique de l'Europe, tout ce qui s'y passe prend une résonance décisive. Les actions de plus en plus connues de groupes néo-nazis viennent conforter dans nos régions les clichés sur l'inquiétant retour d'une "puissance allemande" déraisonnable.

Il est d'autant plus vital pour tous ceux qui veulent s'opposer aux délires nationalistes en pleine croissance de vérifier ce qui nous est rapporté à coup de sensationnel par les machines à confusion que sont les médias. Il convient donc de chercher les sources d'information les moins incertaines possibles. C'est pourquoi on trouvera à la fin des remarques qui suivent une chronologie traduite de la revue publiée à Berlin et qui s'intitule *Wildcat* (Sisina, Pf. 360 527, 1000 Berlin 36, Allemagne).

Pour comprendre la portée de ce qui s'est passé à Rostock à la fin du mois d'août, il faut savoir tout d'abord que le foyer de Lichtenhagen (dans la banlieue de Rostock) était un centre de passage des demandeurs d'asile pour la région de Poméranie (nord de l'ancienne Allemagne de l'Est). Il accueillait depuis mai dans des conditions de plus en plus précaires de nombreux Tsiganes venus de Roumanie : plus de 150 d'entre eux devaient camper sur les pelouses devant l'immeuble bondé, et leur situation suscitait de la part des banlieusards de Rostock une hostilité grandissante.

Les éléments scandaleux abondent dans cette affaire. La police était par exemple prévenue qu'une attaque contre le foyer allait se produire le samedi 22 août. Jusqu'au mardi, le quatrième jour, elle n'a rien fait de sérieux et a même cherché à dissuader ceux qui voulaient contrer les groupuscules fascistes qui arrivaient des autres régions. L'incendie partiel du bâtiment le lundi a résulté d'une désertion des forces de police, qui ont ensuite prétendu que les Roumains ayant été évacués, les manifestants ne devaient plus avoir d'objectif. En fait, la veille déjà, le dimanche, ils s'en étaient pris aux Vietnamiens qui habitaient le bâtiment depuis des années et ne sont pas des "demandeurs d'asile" mais des immigrés ayant un statut reconnu.

Les autorités régionales ou fédérales n'ont cessé de déplorer ces incidents, mais en se gardant toujours de s'adresser aux victimes. Le SPD avait même pris la décision au moment où se produisaient les incidents de Rostock, d'appuyer une réforme plus restrictive du droit d'asile.

Ces incidents ont été plus graves que ceux d'Hoyerswerda dans la mesure où non seulement les groupes néo-nazis ont trouvé un appui non négligeable dans la population locale, mais l'attaque du foyer de Lichtenhagen a été concertée à une échelle étendue. Elle leur sert maintenant de point de référence pour des actions futures.

On ne peut avancer l'argument qui veut qu'un "seuil" de population étrangère ait été dépassée. En Poméranie, le total de la population "étrangère" est d'environ un pour cent de la population totale. L'opinion, à l'Est comme à l'Ouest, considère de plus en plus que *toute aide* apportée à des étrangers est cause de chômage et de difficulté pour les Allemands eux-mêmes. Cette situation est évidemment le produit des fausses promesses qui ont présidé à la politique de réunification.

L'urgence du mécontentement face aux demandeurs d'asile se manifeste un peu partout . Même dans des communes tenues par les sociaux-démocrates, les maires tendent s'opposer à toute nouvelle implantation. L'hostilité contre les Tsiganes est peut-être la plus vive, mais il semble qu'elle serve de prétexte commode pour refuser tous les autres étrangers.

Si tous ces éléments scandaleux forment une somme pesante, il reste que le tableau n'est pas tout à fait aussi sombre que les médias surtout français l'ont peint.

Des habitants de Lichtenhagen ont abrité des manifestants d'extrême-droite pour les aider à fuir la police (de jeunes manifestants étaient originaires du lieu), et ils justifient les actions violentes comme un moyen d'empêcher les réfugiés de revenir dans la ville, mais une grande partie d'entre eux ont été fortement gênés par l'incendie du lundi, qui ne trouve guère de justification à leurs yeux.

Les réactions aux actes racistes ont également été nettement plus vives que les médias ne l'ont montré, comme on peut le lire dans la chronologie traduite ci-dessous. Ces réactions n'ont au mieux que l'honneur de minuscules entrefilets, comme celui qui est paru dans *Libération* du 28 août : "une soixantaine de policiers ont dû protéger la veille au soir, contre 150 manifestants d'extrême-gauche, les locaux de la chaîne de télévision SAT1 à Berlin, où se déroulait un débat sur les émeutes de Rostock, auquel était convié des extrémistes de droite".

Comme après Hoyerswerda en 1991, on a assisté à une augmentation des agressions racistes, mais il est très rare qu'elles rencontrent un soutien massif de la population locale. Le volontarisme des groupes néo-nazis ne fait que souligner les complaisances de la police. Celle-ci se contente de réprimer tardivement les attaques de quelques dizaines de personnes au plus. Tout cela ressemble fort à une politique délibérée du gouvernement allemand. Il laisse faire l'extrême-droite pour ralentir le flot de réfugiés qui essayent de venir en Allemagne. Les politiciens n'ont en fait plus guère de perspective pour atténuer le mécontentement social et ils préfèrent le voir dériver vers l'antagonisme contre les immigrés. Les peines de prison infligées aux auteurs d'actes racistes sont le plus souvent dérisoires, même en cas de meurtre. Un grand nombre de néo-nazis sont en fait repérés puisque la police allemande filme presque toujours les manifestants et que ceux d'extrême-droite sont rarement masqués.

Paris - Octobre 92

Chronologie des événements de Rostock

Cette chronologie est extraite du dossier publié en supplément du numéro 60 de *Wildcat*. Il porte sur les activités de l'extrême-droite en Allemagne, à travers plusieurs situations précises (Schönau, à l'Ouest ; Rostock et Eisenhüttenstadt à l'Est). On y trouve divers témoignages et un aperçu de la situation sociale qui règne à Rostock. Mais les auteurs soulignent eux-mêmes à quel point il leur a été difficile d'obtenir des informations fiables (alors qu'ils étaient déjà allés à Rostock quelques mois auparavant et qu'ils connaissent de jeunes squatters de Rostock). Les banlieues de cette ville forment un monde qui se méfie particulièrement de ce qui vient de l'extérieur. Même les squatters du centre de Rostock, originaires des banlieues, sont aujourd'hui très loin de ce qui se passe aux alentours de la ville.

Mercredi 19 août : le journal local *Norddeutschen Neuesten Nachrichten* (NNN) publie un appel téléphonique qu'il a reçu d'une anonyme "Communauté d'intérêt de Lichtenhagen" et qui annonce une action pour le samedi suivant contre le foyer de demandeurs d'asile.

Samedi 22 août : au cours de l'après-midi, l'émeute commence devant le foyer de Lichtenhagen : face à une foule grandissante, il y a 35 policiers

Dimanche 23 août : depuis le matin, il y a des affrontements devant le foyer. Vers 17 h 30, les premiers Skinheads font leur apparition. La première centaine de policiers se manifeste pour la première fois. Sur 400 personnes rassemblées, il y en a une centaine d'actives. Ils brisent des vitres et vociférent des slogans. Peu avant 19 h, des gens pénètrent dans le foyer, repoussent les habitants au deuxième étage, jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes repoussés par la police. 60 policiers forment une chaîne devant le bâtiment. Deux attaquants sont arrêtés. A 19h30, la police fait irruption au 9ème étage et arrête un Vietnamien qui aurait renvoyé une pierre. Il sera plus tard relâché. La foule devant le bâtiment atteint 2000 personnes. Au croisement il y deux canons à eau et 150 hommes du BGS (compagnies policières spécialisées dans la lutte contre les manifestations, NdT) Aux ordres de dispersion, la foule réagit en jetant des pierres et des fusées de feu d'artifice. Le canon à eau n'atteint presque personne. 500 individus sont actifs, ils envoient des cocktails Molotov contre la police. Après 21 h, la police utilise pour la première fois des gaz lacrymogènes. Une centaine de policiers venus de la ville s'avance et recule aussitôt devant la contre-attaque massive. Vers 22 h, le noyau actif se monte à 600-700 personnes qui se détachent de la masse des spectateurs pour attaquer violemment les policiers. Un bus et plusieurs voitures sont détruits. Il y a beaucoup de blessés et peu de gens arrêtés. Après minuit, la police lance une contre-offensive qui fait reculer les attaquants et diminuer leur nombre. Plusieurs centaines de policiers arrivent de Hambourg à partir de 1 h. Vers 1 h 30, 120 à 200 antifascistes de Rostock et d'ailleurs organisent une contre-manifestation à Lichtenhagen. Alors qu'ils retournent à leurs voitures, 60 d'entre eux sont arrêtés, entravés et envoyés dans un gymnase où ils seront gardés en détention en compagnie de gens de droite qui ont été aussi arrêtés. Sur 150 personnes arrêtées ce jour-là, il y a une centaine d'antifascistes.

Lundi 24 août : les demandeurs d'asile sont évacués du foyer au cours de l'après-midi et dispersés sur plusieurs lieux. A 16 h, des gens se rassemblent devant le foyer, la foule atteint 3 à 4000 personnes. Il y a 500 policiers et deux canons à eau. Plusieurs centaines d'attaquent lancent des pierres et des cocktails Molotov sur les policiers depuis le pont du chemin de fer. Vers 21 h, la police se retire. 70 personnes se lancent dans le bâtiment et l'incendient. Les pompiers sont empêchés d'intervenir. 115 Vietnamiens, le Délégué aux étrangers, une équipe de tournage de la chaîne de télévision ZDF et des amis présents dans les étages supérieurs ne réussissent à échapper aux flammes qu'en brisant une porte qui donne sur les toits. Les pompiers interviennent vers minuit.

Le Club de Jeunesse Max, point de rencontre des jeunes de "droite" flambe, alors que ses habitués sont occupés à Lichtenhagen.

Mardi 25 août : une foule se rassemble vers 18 h, se livre à des saccages devant le bâtiment qui est maintenant vide et affronte la police. Les automobiles qui se trouvent aux alentours sont incendiées. La police barre le pont du chemin de fer. 3 canons à eau sont mis en action. Plusieurs personnes sont arrêtées. Le rassemblement de protestation du syndicat DGB attire 300 personnes dans le centre-ville. Le Bureau du journal local Norddeutschen Neuesten Nachrichten (NNN) est démoli, pour avoir publié le cynique communiqué. Plusieurs antifascistes sont fouillés et maintenus en détention préventive jusqu'au dimanche suivant.

Mercredi 26 août : manifestation le soir dans le centre ville, sous le mot d'ordre "Allumez des bougies et pas de maisons !", avec 6000 participants.

A Lichtenhagen, affrontements sévères de 21 h à 2 h du matin entre 300 jeunes et le triple de policiers. Plusieurs voitures sont incendiées.

Jeudi 27 août : agressions jusqu'au petit matin de fachos et de skins en automobile contre des gens de gauche.

Samedi 29 août : la manifestation contre les pogromes et le racisme à Lichtenhagen, qui a suscité une mobilisation dans toute l'Allemagne, commence avec plusieurs heures de retard, du fait que les convois venus de Hambourg et de Berlin ont été bloqués sur l'autoroute. Des milliers de flics convergent en colonne sur Lichtenhagen. Le chemin de fer est coupé après Lichtenhagen. 8 hélicoptères du BGS atterrissent. Plus de 20 000 personnes participent à la manifestation.

(Le dossier de Wildcat, d'où est extraite cette chronologie comprend notamment une discussion avec un travailleur du port de Hambourg, qui décrit le résultat pour Rostock de la disparition de ses chantiers navals. Cette ville compte entre 40 et 50 % de chômeurs...).

Contraception, avortement : état des lieux

Nous avons annoncé, dans Courant Alternatif n° 21 que deux procès de commandos intégristes anti-IVG étaient en préparation à Pau et Bordeaux. Il est nécessaire aujourd'hui de tirer un bilan du procès de Pau, dont le jugement a été rendu le 30 septembre, et de faire le point sur la préparation du procès de Bordeaux. Nous constatons aussi au printemps dernier un certain essoufflement de la coordination nationale, principalement dû aux freins des associations réformistes. Qu'en est-il aujourd'hui ?

C'est l'intervention des commandos intégristes dans les centres d'IVG, et le nombre croissant de ces interventions qui a fait prendre conscience à de nombreux militants et militantes que ce que l'on pensait être un acquis des luttes féministes restait bien fragile. D'autres faits sont venus confirmer ceci, et en premier lieu, le vote, dans le cadre du nouveau code pénal, d'un article pénalisant l'auto-avortement.

Evidemment, il n'y a pas que le droit à l'avortement à défendre actuellement, mais c'est quand même un des points cruciaux des luttes actuelles. Même si nous ne comptons pas passer notre temps à contrer les commandos intégristes, c'est tout à fait nécessaire pour éviter que la situation devienne aussi grave qu'aux USA ou en Pologne. Un procès vient d'avoir lieu à Pau, un autre se déroulera à Bordeaux, dans des conditions très différentes. Voyons en quoi ils peuvent servir la défense du droit à l'avortement.

Pau : une première...

Ce premier procès s'est déroulé avec une procédure accélérée, ne permettant pas une véritable enquête sur les commandos. Les défenseurs de l'avortement (Planning familial, UFF, CSF) n'ont pas vraiment réussi à mobiliser et à faire pencher les médias dans leur sens. Certains médias ont même fait la part belle aux propos de Mme Fontana, l'hystérique présidente de "La trêve de Dieu", présente dans le public.

Le procès a permis de relever l'incohérence du système de défense des anti-IVG : très organisés, hiérachisés, endoctrinés, ils ont essayé de faire croire qu'ils passaient là par hasard. Les quatre inculpés de Pau ont été condamnés à 4 mois de prison avec sursis et 3000 F d'amende, le meneur du groupe étant en outre condamné à 1849 F de dommages pour la dégradation des biens de l'hôpital. Les autres parties civiles n'ont pas été jugées recevables mais ont pu s'exprimer à l'audience, et c'est le principal.

Bordeaux : du beau linge...

Le procès de Bordeaux aura sans doute un plus grand retentissement. A la suite de l'intervention du 29 mai à l'hôpital St André, ce sont 18 personnes qui ont été inculpées, dont Mme Fontana et M. Lefèvre, la présidente et le secrétaire général de "La trêve de Dieu", qui faisaient partie du commando. Le local de cette organisation et le domicile de sa présidente ont été perquisitionnés, ce qui a permis de saisir quantité de documents prouvant que ces commandos sont très organisés. Une confrontation entre les inculpés et les témoins des faits a été organisée pour déterminer les responsabilités individuelles — en particulier l'auteur des violences contre une aide-soignante — mais après quatre mois et quand les inculpés ont changé leur look, ce n'est pas facile...

De nombreuses organisations se sont portées partie civile pour avoir accès au dossier : Planning familial, LDH, UFF, Groupe Femmes, CGT hôpital, CACIS (Centre local d'information sur la sexualité et la contraception très actif). Contrairement à Pau, la coordination de ces parties civiles sera mise au point bien à l'avance. En effet un collectif local regroupant une trentaine d'organisations fonctionne régulièrement depuis près de deux ans et a déja organisé plusieurs manifestations et réunions publiques. La dernière en date, le 23 octobre dernier avec film, expo, théâtre, musique et débats a connu un bon succès.

Elle s'inscrit bien entendu dans le cadre de la préparation médiatique du procès qui devrait avoir lieu dans quelques mois, mais le collectif ne veut surtout pas se limiter à ce problème. Il insiste en particulier sur la lutte contre la pénalisation de l'auto-avortement et pour l'information et la gratuité de la contraception. De nouvelles actions locales auront lieu dans les mois qui viennent.

Réveil de la coordination ?

Nous reprochions (C.A. n° 19) à la coordination nationale de s'être laissée endormir par les promesses de Véronique Neiertz et de s'être modérée depuis les "Etats généraux" de janvier dernier. Il est vrai que le ronronnement que l'on pouvait constater ce printemps ne poussait guère à l'optimisme. Une nouvelle rencontre nationale s'est tenue les 3 et 4 octobre. Il y avait peu de collectifs de province présents, mais le ton avait changé par rapport à ce printemps.

Tout d'abord, il fut dressé un bilan sans concession de la situation et du rôle du gouvernement. Réforme du code pénal : une honte !... Nouvelle campagne d'information : très édulcorée... Remboursement de la contraception : rien ne vient !... Avortement : de plus en plus de difficultés et de culpabilisation... Procès : il faut mieux s'en servir.

La coordination a donc décidé de créer du matériel de propagande plus incisif :un dépliant remanié et complété (en particulier sur le nouveau code pénal), un contre spot d'information destiné aux jeunes, etc. Vu l'enjeu du procès de Bordeaux, la coordination a décidé d'aider financièrement et matériellement à sa médiatisation. D'autre part les actes des "Etats généraux" seront disponibles d'ici la fin de l'année. Les contacts européens se développent : une rencontre a eu lieu à Genève en septembre. Beaucoup de méfiance s'est exprimée par rapport à un projet de loi spécifique pénalisant les actions des commandos anti-IVG.

Cette rencontre peut permettre d'espérer un peu plus dans les capacités de mener une campagne nationale, mais c'est surtout les collectifs locaux qui doivent connaître un regain de dynamisme si on veut mettre un coup d'arrêt à tous les reculs que nous avons connus depuis quelques années.

Bordeaux - Octobre 92

CINEMA

«I was on mars»

Silva, une jeune polonaise, débarque à New-York, ville-phare des rêves de l'Europe ex-soi-disant communiste. Elle a quelques dollars en poche, ne parle pas anglais (ne parle même pas du tout pendant la première moitié du film) et nous ne savons rien de ce qui, exactement, la pousse vers le ventre encore chaud où palpite le capitalisme et où crèvent les sans-abris. Dépouillée des quelques dollars lui restant par un pseudo-séducteur italien, il ne lui reste plus qu'à dormir dehors, chercher des petits boulots et manger des restes, jusqu'à ce qu'elle retrouve son voleur. Ce dernier vivant incrusté chez un vague cousin, elle s'installe chez eux, s'y rend indispensable et prépare une sorte de vengeance «soft».
L'intrigue, on le voit, est assez mince, mais ce qui est très intéressant dans ce film germano-américain c'est la manière de faire, l'utilisation dans la première moitié du film de gros plans qui isolent les détails pour mieux donner du sens à l'ensemble, pour construire une sorte de puzzle nous donnant à découvrir par des yeux radicalement étrangers un monde en décomposition, un monde où tous s'efforcent de survivre, un monde où règne le faux-semblant. L'ensemble est souvent drôle, parfois même très drôle et gagne peut-être en efficacité en évitant de faire un réquisitoire en règle contre les USA, en préférant jouer sur la causticité et, à l'occasion, sur la tendresse.

«Ecrans de sable»

Dans une ville saoudienne une femme, très riche, crève de devoir tourner en rond dans une liberté très balisée, sous le regard permanent de son garde du corps. Après l'avoir répudiée, son mari lui a laissé de quoi vivre dans le luxe, mais elle veut plus. Elle va alors tenter de faire échouer une histoire d'amour naissante entre une jeune bibliothécaire libanaise et un fonctionnaire saoudien.

Tourné en Tunisie par une femme (Randa Chahal Sabbag), «Ecrans de sable» est un film ambitieux aux images toujours soignées et parfois vraiment belles, aux dialogues volontairement «littéraires». Le parti-pris de centrer l'action sur une grande bourgeoise et une jeune femme libre et indépendante (ou tout au moins qui croit l'être) était intéressant a priori, mais le film tourne assez vite à vide pour avoir voulu trop «formaliser» son propos en négligeant complètement le scénario ; le résultat est qu'on a l'impression frustrante d'assister à un jeu figé, hiératique, mais qui passe à côté des vrais enjeux.

«Bezness»

Autre film tunisien, réalisé, cette fois, par un homme (Nouri Bouzid) mais qui, lui aussi, aborde le «problème» de la femme tout en refusant de s'y cantonner. Dans les stations balnéaires les «Bezness», draguent des touristes des deux sexes en espérant en tirer quelque profit. Ici aussi c'est un regard extérieur qui va créer des tenssions : celui d'un photographe français qui tombe en outre amoureux de la fiancée d'un de ces «bezness», fiancée que ce dernier entend bien garder jalousement cloîtrée chez elle jusqu'à ce qu'il ait assez d'argent pour l'épouser.
Si le scénario, un peu faible, fait trouver le film trop long, «Bezness» n'en possède pas moins de grandes qualités de mise en scène et surtout de montage qui utilise parfaitement le labyrinthe de la médina pour perdre le spectateur comme le photographe-voyeur français s'y perd lui-même.
Sans présenter un propos directement politique N. Bouzid a cependant montré la façon dont le tourisme (présence ici de l'Occident néo-colonisateur) vient remuer les populations. Il évoque aussi en passant les frustrations des jeunes, avides de départ ou bien expulsés d'Europe et en attente d'un autre plan pour y retourner ; ni immigrés ni émigrés, ils n'ont rien à gagner nulle part en dehors des miettes de l'abondance.

«Au cœur des ténébres» / «Apocalypse now»

Antonin Artaud, dans *Le Théâtre et son double*, en appelait à la naissance d'un théâtre qui ne soit plus bavard (on ne disait pas encore «psychologique») mais s'appuierait plutôt sur des sensations, des forces, et parlerait d'abord à la sensibilité du spectateur. Pour ce faire il évoquait la présence sur scène de figures démesurées, de masques, de monstre et faisait référence au théâtre balinais.
D'une certaine manière c'est un peu ce à quoi «Apocalypse now», film qui déchaîna force controverses à sa sortie en 1979, fait penser. On s'était à l'époque étripé pour savoir s'il s'agissait d'une œuvre militariste ou d'une dénonciation de la folie meutrière des armées. Treize ans plus tard sort un documentaire «Au cœur des ténèbres» qui relate les difficultés du tournage et, sans analyser «Apocalypse now» permet peut-être d'y voir un peu plus clair. On y découvre en effet que, jusqu'au bout, Coppola ne savait pas précisément ce qu'il voulait dire, qu'après plus de deux cents jours de tournage, il était en fait surtout préoccupé de faire cracher à ses acteurs ce qu'ils avaient au fond d'eux.
Le véritable intérêt de ces deux films réside en fait surtout dans ce que, ne jouant absolument pas sur la distanciation ou l'intellectualisme, ils mettent le spectateur au pied de son mur personnel : confronté à des torrents d'émotion et d'impression c'est ensuite à lui de faire le tri, de chercher à savoir pourquoi il a pu réagir de telle ou telle façon devant des propos délirants et des images insupportables.

«Sango Malo»

Un jeune instituteur débarque dans un village de la forêt camerounaise plein d'excellentes idées et de grands projets pédagogiques. Il veut fonder son enseignement sur les moyens existant dans le village, amener les élèves à produire et commence donc par les emmener défricher et faire un grand jardin. Il se heurtera bien entendu à l'hostilité du directeur de l'école, obsédé par la réussite des élèves à l'examen final, et à celle du chef du village, qui n'aime pas voir son autorité bafouée. Dans la foulée, il va organiser les villageois en coopérative pour les amener à produire des cultures de subsistance adaptées a leurs besoins plutôt que de s'enfoncer plus avant dans la culture du cacao dont les cours s'effondrent.
Jusque-là cela ressemble assez à un film léniniste pétri de bonnes intentions qui montrerait comment une avant-garde conscientisée peut finir par mener le bon peuple vers le chemin de la lumière politique (la coopérative s'opposant victorieusement au chef). Mais Bassek Ba Kobhio, le réalisateur, infléchit nettement son propos en montrant comment l'autoritarisme finit par s'installer dans la coopérative jusqu'à ce que l'un des membres fasse remarquer qu'il ne voit pas pourquoi il devrait y avoir un chef qui finit par décider contre la majorité.
On ne saurait véritablement parler d'humour à propos de « Sango Malo », mais plutôt d'une ironie multiple qui s'en prend au spectateur en le déstabilisant pour lui montrer que son « héros » n'en est pas un, tout en évitant soigneusement de s'en prendre à sa personne, pour mieux attaquer ses pratiques.

Eric, Tours

LIVRES

«A la courbe du fleuve»
V.S. NAIPAUL - 1979
Le Livre de poche

Voici un livre provoquant ! Pensez ! Le texte débute par cette courte phrase : «Le Monde est ce qu'il est : ceux qui ne sont rien ou ne cherchent pas à devenir quelqu'un, n'y ont pas leur place». De quoi bondir, gueuler, mettre Naipaul à la trappe.
Deux cent pages plus loin dans le cour du récit un autre prtagoniste de ce roman-témoignage corrige l'éclairage : «c'était il y a cinq ans. je me demande souvent ce qui serait advenu de moi si je n'avais pas pris cette décision. J'aurais sombré je suppose. J'aurais trouvé une espèce de trou et essayé de m'y enfouir. Après tout, nous faisons notre vie selon l'idée que nous avons de nos possibilités. je me serais caché dans un trou et ma sentimentalité m'aurait paralysé. M'acquittant de ma tâche et m'en acquittant bien, mais toujours en quête du mur des lamentations.»

L'histoire se passe en Afrique mais la portée de ce double constat permet, sans grand effort de transposition, d'admettre son jugement universel. la mondialisation des rapports économiques impose des relations à l'ensemble du genre humain ; pendant ce temps (et là que d'ironie !) chacun jour définitivement sa place en espérant ferme que l'échiquier ne soit pas pétrifié ; que ça bouge encore ! Certains sceptiques (nombreux) vous répondent sans osurciller «que tout allait bien, qu'il n'y avait aucun souci à se faire». Arrêtons-là cette lecture dédoublée du texte de V.S. Naipaul.
L'auteur, Indien de Trinidad, devenu aristocrate, toujours indien, un temps journaliste à la BBC ne semble poser qu'une seule question tout au long de son œuvre (une vingtaine de livres) celle qui est glissée sous forme de conseil au presonnage principal «Prends l'avion et piétine le passé». Quel choix pour ce jeune indien qui gagne un pays ressemblant au Zaïre pour se livrer à son initiation de vie d'homme, d'adulte fuyant sa famille indoue demeurant sur la côte est de l'Afrique !
Là n'était pas son propos. La mémoire d'une civilisation ancestrale baignée par le comemrce de l'Océan Indien était son seul horizon. Sans doute ressentait-il (donc il savait) confusément que les indépendances provoqueraient aussi la pagaille (la panique ?). Lentemenr il apprend à décripter ce qui tient aux racines, ce qui tient au détournement du moderne parc e smêmes racines et enfin ce que l'on appelle la modernité, la civilisation occidentale qu'il voit arriver par les vapeurs. Parfois, ce qu'il y a de plus moderne ce sont les hommes sportifs, avec de grosses valises, quelques mercenaires au contrat déterminé. «A la courbe du fleuve» il reçoit de plein fouet (et quelles chances a-t-il de lutter contre ?) l'occidentalisation du continent. Bien sûr lui n'est pas propre, il tripatouille, il transige. Et il ne faut pas espérer que Naipaul va nous délivrer un message clair (progrssiste il ne l'est pas). Il s'inquiète plutôt de la facticité de la modernisation et s'insurge plutôt contre l'affaiblissement de la culture africaine qui l'entoure. Il n'est pas plus tendre pour les Africains qui jouent le jeu. Remarquez bien qu'il n'y a aucune commune mesure avec les propos du dégoûtant Pascal Bruckner sur l'innocence du Blanc. le dégoûtant mettant entre parenthèses quatre siècles de colonisation (de déculturation, de massacres).
Naipaul montre tout au contraire l'inadéquation des efforts sincères de modernisation et la morale à double fond que les occidentaux ont infiltré dans les structures africaines (pensons à l'art de la palabre... etd e spots de vin !).
L'art de Naipaul est de montrer ces contradictions qui poussent au pourrissement. L'air devient moite. Même les passions se défiont, deviennent affrontements. Salim (l'Indien), Yvette (le Blanche) illustrent cet univers post colonial, à leur corps défendant car la craine et la peur défont tous les cœurs. Cette décomposition fait penser à ce qui se développe dans les zones laissées à l'abandon dans «notre» vieille Europe.
Rien n'y manque pas même les marionnettes politiques qui grimacent en public. cette démocratisation africaine décrétée par le «neveu» du président français !
A cette muflerie homicide le continent répond par cette phrase : «dans une cellule comme la mienne on prenait très vite conscience de son corps. On peut finir par détetster son corps. Et son corps c'est tout ce qu'on a». Phrase qui rebondit sur une autre où l'on définit l'occident commec ette civilisation qui a interdit le trafic des esclaves mais l'autorise quanbd les gens ont obtenu légalement leur visa.
Assez circonspect sur la suite des événements, V.S. Naipaul fait dire que «les gens ont gratté le monde jusqu'à l'os, comme un Africain gratte la cour de sa maison.». Un voyage par un non Blanc en Afrique Noire : de quoi de toute façon déranger l'ordonnancement de nos cases de valeurs.

Le style de Naipaul s'illustre autrement dans ses enquêtes sur le «continent indien» qu'il a publié en 3 volumes (les 2 premiers en 10/18), le dernier vient de sortir chez Albin Michel (L'Inde, un million de révoltes)
D'Afrique il est possible de lire deux «Nobel de littérature» : nadine Gordimer ; Wone Soyinka ; et histoire de soulever le voile sur les manières blanches françaises en Afrique : «Ces messieurs Afrique», Calman-Levy, 1992 de Stephen Smith et Antoine Glaser.

Jean-Pierre Sauzon
Octobre 1992.

L'Affaire Seznec
Denis Langlois
Ed. Plon (réédition)

Depuis 1923, des milliers d'articles ont été consacrés à ce dossier qui est loind 'être clos : faut-il réhabilité Seznec ? Denis Langlois a découvert des documents jusqu'à présent inconnus. il nous raconte l'histoire véridique de l'affaire Seznec. Une affaire qui, comme l'affaire Dreyfus, rest le symbole de l'erreur judiciaire et a coupé la france en deux.
Il existe également un téléfim d'Yves Boisset, diffusé par TF1, tiré du livre de D. Langlois...

ET L'ON PENSE A S'ABONNER ou à se réabonner !

Paris : CFDT Télécoms et section archives

En 1988, lors de l'exclusion de militants CFDT-PTT qui donna lieu à la création de la fédération SUD, la section CFDT-Archives décide de continuer, à effectifs réduits et en parallèle à Sud, sa politique de proximité des travailleurs, dans la mesure où le Centre international des opérateurs d'Archive (CIOA) constitue un lieu de rapports très dur entre la direction et les salariés.

La CFDT de l'époque, trop heureuse de conserver une section active sur Paris, laisse alors à cette dernière les mains libres, dans l'espoir d'un redéveloppement.

Et en effet, de par son activité, la section passe de six adhérents après la «rupture SUD» à une cinquantaine en 1991. le développement ne fut en aucune façon dûe à la politique de la CFDT mais bel et bien au travail des militants de la section.

Malgré les différences de politique et de comportement entre les instances CFDT et la section qui, quant à elle, refuse toute collaboration avec la direction du CIOA, les choses se passent plutôt bien avec ponctuellement d'évidentes et inévitables tensions. Composée de militants d'origine politique diverses, parmi lesquels des trotskistes, des libertaires, des militants PS et des inorganisés, cette section tente de fonctionner le plus démocratiquement possible. En effet l'ensemble des adhérents se réunit deux fois par mois, propose, vote et discute des orientations et des positions de la section selon les circonstances et les problèmes posés à ce moment là. Grâce à ce fonctionnement, la section est parvenue à éviter une bureaucratisation, mal bien connu dans le milieu syndical.

Ainsi, en juin 1992 les adhérents décident d'appeler localement aux journées de grève organisées par SUD et la CGT dans le cadre de la réforme des classifications et des grilles indiciaires de traitement. Cette décision de suivre la dynamique enclenchée aux côtés des sections locales enfin unies n'est prise qu'après discussion et vote en réunion large ; grâce à cet appel unitaire, les grèves seront suivies à près de 60 % sur CIOA.

c'est à ce moment que le conflit entre le syndicat CFDT-Télécom et la section d'Archive s'engage. En fait, la CFDT reproche à notre section l'appel publiquement fait et qui entraîna la Direction générale des télécoms et le Ministère des PTT à demander des comptes à la CFDT quant à la suite des négociations concernant la réforme et les nouvelles règles de gestion (mutations, promotions).

Le secrétariat syndical adresse alors aux adhérents d'Archive un dossier expliquant une soi-disante manipulation par certains militants politisés. De plus, la CFDT déclare que, par de tels agissements, la section remet en cause la crédibilité et les négociations auprès de la direction. Nous répondons à cela clairement : la seule reconnaissance que nous cherchons et souhaitons est celle des travailleurs et non celle des patrons. Nous maintenons nos positions quant aux grèves de juin et nos revendications.

Pourtant la tendance PS de la section se range tout naturellement du côté de la direction syndicale et la cabale de commencer. Un bureau départemental (BD) décide que le bureau de la section n'est plus représentatif et doit être revu, et que, dans le cas contraire, il sera désabilité. La réponse des adhérents consiste en l'application simple de leurs choix, c'est-à-dire que les représentants ont été choisis et n'ont pas à être remis en cause.

Les affrontements qui suivirent ne sont pas très enrichissants mais ont fait qu'en septembre dernier, le syndicat, de manière totalement autoritaire, prononce la déshabilitation auprès de la direction du centre, des représentants élus de la section.

Les adhérents revotent alors le bureau, qui se voit réélu avec 85 % des votants. Nous diffusons alors un tract relatant la situation au personnel. Qualifiés d'irresponsables par les bureaucrates de la CFDT, le bureau de la section n'est pas réhabilité, et ses membres sont interdits à tout rôle de responsabilité sous le sacro-saint prétexte de « la ligne » négociatrice de la CFDT. Nous décidons alors, majoritairement, de bloquer nos cotisations pour pallier au manque de franchise de l'appareil qui se refuse à exclure.

L'attitude de la CFDT est claire. Elle cherche à établir un syndicalisme de collaboration avec le pouvoir, et le patronat. Pour y parvenir, elle n'hésite pas à sacrifier ses bases contestataires et autonomes, avec des manières incontestablement staliniennes. Pour ce qui est de la section d'Archive, il est nécessaire d'expliquer comment la direction du Centre tente de règler ses comptes personnels avec les militants qui lui ont tenu tête. cela au cas par cas, insidieusement et individuellement. Toutefois, malgré le sabotage de la section, les militants ont décidé de continuer leur travail de lutte aux côté des travailleurs. Nous continuerons à nous réunir, à fonctionner en tant que groupe organisé, sur des bases démocratiques et solidaires. A l'heure qu'il est, aucune autre organisation ne nous a directement contacté. La CGT et même SUD semblent frileux. Peut-être qu'un fonctionnement aussi alternatif effraie-t-il les bureaucraties syndicales ?

En tout cas nous mettrons tout en œuvre pour continuer à exister, à nous développer et à débattre de problèmes aussi divers que possible. Nous y tenons, et ne remettrons pas en cause notre fonctionnement, sous aucun prétexte...

Paris - Octobre 92

La déshabilitation consiste en la suppression de tout droit syndical. En l'occurrence il ne nous est plus permis de détachement sur le temps de travail, pas plus de droit de réunion ou de diffusion de tracts. De même, en étant déshabilités, nous sommes dans l'impossibilité d'intervenir devant la direction qui ne nous reconnaît plus aucun droit.

Le plan sécurité des socialistes

«L'épanouissement et la réussite des jeunes dépendent aussi du climat des établissements. Ils doivent y trouver le calme, la paix et la tranquillité sans laquelle la réflexion et l'étude ne peuvent se dérouler dans des conditions normales. L'école doit être un sanctuaire laïc».
J. Lang, Ministre de l'Education nationale.

C'est en Mai 1992 que les ministres de l'Education nationale, J. Lang et son homologue de l'Intérieur P. Quilès, ont décidé d'unir leurs efforts pour renforcer la sécurité dans les lycées et collèges. Désireux de mettre fin à la violence sourde qui règne dans les couloirs et autres cours de récré, ils ont mis en application un plan de bataille. Dans les quartiers jugés difficiles, les recteurs ont été chargé par J. Lang de préparer ce système d'alerte dès juin 92.

Ainsi dans chaque établissement, un groupe d'action locale pour la sécurité comprenant des responsables de lycées ou collège, de la police, de la justice et des services sociaux, devait prendre corps avec pour objectif d'éliminer la délinquance aux abords des établissements du secondaire.

Des appelés du contingent...

Ce plan de bataille concocté par Lang et Quilès comprend l'utilisation d'appelés du contingent. 2000 d'entre eux «volontaires» y seront affectés dès cette rentrée de septembre 92. Baptisés «les grands frères» par J. Lang, ils ont pour tâche de soutenir et encadrer leurs petits frères dans les établissements des quartiers difficiles : d'encadrement, d'animation et de surveillance. Ils pourront aider au travail scolaire, animer des activités sportives, culturelles, surveiller les restaurants scolaires et autres lieux d'étude. Ces grand frères seront affectés en priorité dans les 80 établissements du second degré ayant de graves difficultés et classés en ZEP (zone d'éducation prioritaire). 80 établissements sur un total de 7500 répertoriés dans 4 académies : Créteil, Versailles, Lyon, Aix-Marseille (voir encart ci-contre).

...aux jeunes chômeurs de longue durée

Aux 2000 appelés s'ajouteront des jeunes chômeurs de longue durée. Ceux-ci, expérimentés et qualifiés dans des domaines aussi variables que le bâtiment, le secrétariat, la restauration collective, etc. pourront eux aussi contribuer au renforcement de la sécurité via des contrats Emploi-solidarité (CES). Ils seront encadrés par le personnel ATOS[2] déjà en place. Notons à ce sujet que le nombre des CES, déjà de 30000 dans l'Education nationale, devra être doublé. Quant aux jeunes chômeurs diplômés niveau IV, ils pourront, s'ils le demandent, prendre en charge des actions d'aide aux élèves, voire même être intégrés aux équipe de direction.

Symbiose école-armée : d'Hernu à Lang

C'est C. Hernu, premier socialiste à devenir ministre des armées par la grâce de Mitterrand en mai 1981 qui dès...

Juillet 1981 annonce les prémices d'une symbiose Education-Armée dans un interview au journal *Le Monde*. Sa démarche sera applaudie par la gente militaro.

Septembre 1982 signe avec Savary, ministre de l'Education nationale le protocole Armée-Education. Cet accord, ce rapprochement audacieux, fut salué dans *Armée aujourd'hui* en mai 1983 : «Entre les bataillons scolaire[3] de la troisième République et la signature de ce protocole, l'armée et l'école ont souvent été séparés malgré des préoccupations communes».

La philosophie de ce protocole ainsi que de ceux qui suivront est de convertir enseignants et enseignés à l'esprit de défense !

Novembre 1984 : lors d'un colloque national sur le thème du civisme, JP Chevènement, ministre de l'EN, socialiste et républicain musclé, annonce le retour de l'éducation civique dans les programmes scolaires. Il livre sa pensée sur l'école : «Ce ne sera pas l'école au sens large, il faut développer le

FAIRE SON SERVICE DANS UN LYCEE

Les candidats intéressés doivent faire acte de volontariat au bureau du service national de leur domicile, quatre mois avant leur incorporation (les délais peuvent être réduits). Ne pas oublier non plus le rectorat de son Académie pour connaître son éventuel lieu d'affectation. La priorité du recrutement est donnée aux jeunes ayant une expérience de l'enseignement : étudiants des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), maîtres auxiliaires, animateurs sociaux ou sportifs... Après un mois d'instruction militaire, les appelés font leur neuf mois de service dans un collège ou un lycée. A raison de 30 heures par semaine. Les permissions sont prises durant les congés scolaires.

2 - ATOS : Administratifs, techniques, ouvriers spécialisés.

3 - voir encart 2.

patriotisme et le sentiment national».

Janvier 1985, c'est encore lui qui rend l'apprentissage de *La Marseillaise* de nouveau obligatoire dans les écoles. Heureusement peu d'enseignants y répondront.

Janvier 1989 : un protocole Armée-Ecole est signé entre Chevènement passé de l'Education à la défense et Lionel Jospin qui l'y remplace. Ce protocole précise qu'outre l'esprit de défense, des militaires pourront participer, par l'intermédiaire de commissions nationales, à l'élaboration des programmes d'instruction civique et intervenir directement dans les classes. Ce nouvel accord favorise la pénétration et l'intégration des militaires dans l'éducation nationale. Il accentue la coopération Armée-Ecole dans les domaines de l'Education physique et sportive, d'échange d'infrastructures et de mise à disposition réciproque de personnels.

Heureusement ces dispositions resteront dans les faits relativement isolées à peu de cas. En effet l'indifférence du corps enseignant, mais surtout l'opposition[4] aux protocoles armée-école qui, dès août 1981, se manifestera, en atténuera la portée. On voit naître un mouvement diffus autour de plus de 80 collectifs recensés et mobilisés. Des non-violents aux pacifistes, des antimilitaristes aux libertaires et à de nombreux autres : tous agiront ; appuyés par une base plus large, lycéens, enseignants et certains syndicats enseignants, ils contribueront par leurs informations et actions à mettre en échec ses applications et à rendre quasi inopérants ces protocoles.

4 - Pour plus d'infos sur les luttes contre les protocoles, voir *Ramassis d'Infos*, bulletin du comité des objecteurs tarnais (COT), BP 229, 81006 Albi.

Le replâtrage de M. Lang

Est-ce un hasard si J. Lang répond sur le terrain sécuritaire alors que les causes dénoncées, notamment par les dernières manifs lycéennes, étaient : la dégradation et la vétusté des locaux, les classes surchargées, le manque flagrant et chronique de moyens, de profs (d'instits en primaire) et de personnel ATOS, etc. ? Contre toutes ces causes, conséquence des 12 ans d'une gestion socialiste, notre ministre détourne l'attention en flattant la fibre sécuritaire.

Cette insécurité pour être réelle n'en est pas moins minime, éparse et résultant d'une dégradation de l'espace scolaire sacrifié à la rentabilité ; mais elle est aussi inhérente à toute structure collective quelle qu'elle soit. Insécurité surmédiatisée puis dramatisée pour les besoins de la cause gouvernementale. C'est donc grâce aux précédents protocoles signés que J. Lang pourra pallier les insuffisances budgétaires. Ne nous trompons pas, même si le dernier budget de l'EN a été présenté en augmentation à l'Assemblée, c'est plus pour calmer enseignants et enseignés en vue des prochaines élections qu'à soigner le mal à la racine. D'ailleurs, l'UNEF-ID pourtant très docile vis-à-vis du pouvoir socialiste commente ainsi la rentrée : «Le budget augmenté de 9,8 % l'est moins que les 12 % des années précédentes. De même les 4,8 % de création d'emplois supplémentaires ne suivent pas les 7 % d'augmentation d'effectifs étudiants. C'est un budget politique à court terme (P. Campichi, président de l'UNEF-ID, *Libé* oct 92).

Vue la difficulté à recruter des enseignants et d'en affecter dans les ZEP (Quartiers sensibles), quelle opportunité d'avoir des jeunes «volontaires» qui, plutôt que de s'emmerder dans une caserne préfèreront le moins pire, tout en sachant pertinemment qu'ils seront sous-payés pendant la durée de leur fonction scolaire et ne toucheront que leur solde ! Quelle aubaine aussi pour le gouvernement qui, en recrutant des chômeurs longue durée satisfera et le ministre de l'Education disposant-là d'une main d'œuvre qualifiée à moindre coût, employés via les CES, et celle du travail, M. Aubry, qui pourra claironner en cette veille d'échéances électorales que le nombre des demandeurs d'emplois régresse.

Quelle aubaine donc ces volontaires ! Appelés du contingent ou jeunes chômeurs, employés qui comme enseignant, qui comme ATOS, n'auront évidemment aucun droit. Surtout pas celui de faire grève même si les grèves sont devenues rares. Quelle aubaine enfin, à l'heure où on parle de restructuration des armées, de réduction des effectifs militaires que de pouvoir en reconvertir dans l'Education nationale!

Fausse neutralité de l'école

C'est ainsi en douceur que J. Lang bénéficie de l'application des protocoles élaborés par ses prédécesseurs sans trouver de grande résistances, du moins à notre connaissance. Les mesures qui viennent d'être prises ne résoudront en rien les problèmes de fond rencontrés dans les établissements scolaires. Ni côté enseignants, ni côté enseignés. Contrairement à la FEN qui considère ce recours aux appelés et aux chômeurs comme «intelligent», nous ne pouvons que dénoncer cet état de fait, ce replâtrage. L'école laïque n'a jamais été et ne sera jamais un sanctuaire neutre, comme le claironne J. Lang. Longtemps instrument d'oppression et de sélection de la bourgeoisie républicaine pour la reproduction des élites, le «danger» qui guette l'espace scolaire est qu'il est de plus en plus perméable aux contradictions produites par le système capitaliste.

Caen - 10.10.92

«LES BATAILLONS SCOLAIRES»

C'est en 1882 que parut un décret instituant les bataillons scolaires. Ce décret autorisait la constitution de bataillons scolaires dans les écoles ou groupements d'écoles comptant de 200 à 600 élèves. Ils devaient permettre de "rassembler les élèves pour les exercices de gymnastique et militaires pendant toute la durée de leur séjour dans les établissements d'instruction". Les élèves devaient être dotés de fusils fournis par l'armée ou d'un modèle spécial fabriqué à St-Etienne. Dans les faits, un fusil de bois fut le plus souvent donné aux enfants. L'essai d'application de ce décret ne dura qu'une quinzaine d'années, mais la gymnastique sera marquée plus longtemps que le militaire. Ce décret visait à motiver les jeunes pour la revanche, la reprise de l'Alsace-Lorraine. Après la guerre de 14 et ses massacres, les enseignants se refusèrent à verser dans un patriotisme primaire.

L'MOUVEMENT

Le Chat Noir

Nouvel organe bi-mensuel de contre-information locale édité par l'Egregore, c'est à dire par le groupe OCL de Reims. 8 p., format A3, 5F. pour ce numéro 0.
Au sommaire : la situation des kurdes à Reims, aventure citadine «vos papiers», rubrique antimilitariste. Dossier : l'école est malade qu'elle crève. Brèves sur le tas. Qui sommes-nous ?
Egregore, BP 1213, 51058, Reims Cedex.

Débats à Lyon à la librairie La Gryffe

"Des réseaux cathos fachos à l'extrême-droite de Dieu"
Débat avec les animateurs de la revue Golias.
Samedi 21 novembre à 15 h
"Les droites extrêmes en France" avec R. Monzat, auteur du livre "enquête sur la droite extrême" ed Le Monde et "les droites nationales et radicales" avec J.Y. Camus, ed. PUL Lyon.
Samedi 28 novembre à 15 h
"Amérique ? Amerikkka !"
Débat avec Loïc Debray et Francisco Pallares-Aran, autour du livre publié par les ed. Acratie.

Parloir Libre reviens

Créée en 1985, Parloir libre est une émission en direction des détenus (12000 en région parisienne) et de leurs familles et amis. Elle se consacre en première partie au problème de la détention et se veut critique de l'enfermement. Elle donne largement la parole aux détenus (par voie de courrier ou une fois sortis de détention) et à leur famille.
La seconde partie traite des problèmes de justice dans notre société, de ses fondement et de ses conséquences. A l'heure où les peines de prison n'ont jamais été aussi longues, ailleurs on s'amnistie à tour de bras dans les salons cossus de nos gouvernants.
A partir du 9 octobre, tous les vendredis à Paris de 19h à 21h sur 106,3 FM.
Tél. 43.70.43.21.
Pour les contacter : adresse provisoire : Parloir libre c/o radio Tomate, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris

Sauver l'Aténéo Libertaire de Clermont-Ferrand

Des libertaires clermontois organisent une fête de soutien à l'Aténéo le samedi 7 novembre, qui se déroulera à la «Truie qui doute», 4 rue Giscard de la Tour fondue à Clermont Ferrand.
Le GAEL (Groupe d'action et d'éducation libertaire) tient toujours ses permanences les jeudis à partir de 20h30 au 8 rue de l'Ange. Une autre permanence sera tenue le second samedi de chaque mois entre 15h et 18h à la même adresse.

Le Chahut

C'est un journal qui en est à son n°10 (10F) réalisé par des militants de l'Ecole Emancipée de l'Oise (tendance révolutionnaire dans l'enseignement au sein des syndicats de l'ex(?) fédération de l'éducation nationale).
Pour tout contact : Gérard D'hersignerie, Apt. 16, 10 sq. Valmy, 60200 Compiègne.

Un zine en danger

«Le pied o cul», zine underinsulin, qui en est à son troisième numéro, a des problèmes de fric pour continuer à ouvrir sa gueule. Comme ce n'est pas le genre à mendier une subvention à un pouvoir quelconque, préférant être autonome, il lance une souscription libre ! Il lui faudrait environ 4000 F. Sinon... (la moindre somme a de l'importance).
Chèque à l'ordre de Frank Buendia. Le Pied o cul c/o Franck, 18 rue de Normandie, 41100 Vendome.

Les luttes sociales en Italie

Le groupe Courant Alternatif de Paris organise le dimanche 20 décembre à 15h30 au local DLE, 20 avenue Weber à Pantin, une projection de vidéos sur les récents événements sociaux en Italie.
Elle sera suivie d'un débat avec la présence de camarades italiens.
A partir de 19h, apéritif puis repas (réservez vos places en envoyant un chèque de 70 F. à Courant alternatif, BP 381, 75969, Paris cedex 20.

Information-débat sur la Russie

Le dimanche 22 novembre à 16h au 20 avenue Weber, 93500 Pantin (local DLE) : débat sur la Russie à partir du témoignage d'un camarade qui en revient.
Organisé par le Cercle Berneri.

PAUL SIGNAC

Comme Camille Pissaro et Maximilien Luce, Paul Signac (1863-1935) fut à la fois peintre remarquable et anarchiste. il a été un théoricien des nouvelles techniques picturales, amoureux de la mer et de la voile et «découvreur» de St-Tropez. Né dans une famille bourgeoise il n'eut jamais de problèmes financiers et pu peindre dans de bonnes conditions. Après avoir vu une exposition de Monet en 1880, il décide d'arrêter ses études et de devenir peintre impressionniste. Ses premiers tableaux représentent les quais de la Seine à Asnières et des bords de mer à Port-en-Bessin.
En 1884, au salon des artistes indépendants, salon sans jury ni récompenses, il rencontre Seurat dont il adopte les nouvelles techniques de peinture. le néo-impressionnisme est né : les couleurs sont utilisées pures en petites touches afin d'obtenir un maximum de luminosité et d'harmonie. Les théories scientifiques de la couleur sont largement utilisées. Signac pense que l'apport de la science en art est révolutionnaire.
Comme Luce, Signac a le souci de traduire la vie populaire dans ses tableaux. une de ses toiles représente des gazomètres à la limite de la ville et de la campagne. Mais il peint également des intérieurs bourgeois où ses personnages ont plutôt l'air sinistre. En 1887, il peint le port de Collioure, en 1888, celui de Portrieux. Ses marines sont pleines de douceur et d'équilibre. Amoureux de la mer, en 1892, il se rend en Méditerranée et découvre St-Tropez qui n'était pas encore le rendez-vous snob et richard d'aujourd'hui.
La lecture de Reclus; Kropotkine et Jean grave lui a fait découvrir dès 1888 les idées anarchistes. A côté de ses amis (Angrand, Cross, Pissaro, Luce, il va participer à la revue de Jean grave «Les Temps nouveaux». Son aide financière n'est pas négligeable : il envoie régulièrement des mandats et fait don de ses œuvres pour cinq tombolas (entre 1895 et 1912). Mais l'art militant ne l'attire pas : il ne donne que cinq dessins et deux lithographies au journal. Signac pense que le sujet compte peu en art. Ce qui est révolutionnaire c'est la recherche de l'harmonie qui contribue à lutter contre les conventions bourgeoises. Il est cependant intéressant d'étudier ses deux toiles anarchistes sui sont un reflet de ses idéaux. Dans les «démolisseurs», deux ouvriers s'attaquent à coups de pic et de pioche à des immeubles représentant la société, tandis qu'à l'horizon se lève le soleil de l'anarchie. «Au temps d'harmonie» est une grande toile de 3 mètres sur 4 qui était destinée à l'origine à la Maison du peuple de Bruxelles et qui se trouve actuellement à la mairie de Montreuil. En pleine période des attentats (1894), c'est une vision idyllique de la société future. Sur un rivage méditerranéen, sous les pins parasols sont représentés un homme cueillant des fruits, des joueurs de boule, un semeur, des femmes s'occupant du linge, un peintre à son chevalet, un jeune couple symbolisant l'amour libre, une ronde d'enfant, des baigneurs, un homme lisant et une femme avec son enfant. Dans cette œuvre, les activités de loisir et de travail sont paisibles et en totale harmonie.
En 1898, Signac publie un livre «D'Eugène Delacroix au néo-impressionnisme» dans lequel il défend la mémoire de Seurat, trop vite oublié. La peinture de Signac aura une influence sur l'art nouveau, les fauves et les expressionnistes. En 1904, Matisse vient peindre avec lui à St-Tropez. Entre 1903 et 1907 il voyage à Venise, Rotterdam, Constantinople où il peint de nombreuses aquarelles.
La guerre de 14-18 sera pour lui un véritable traumatisme. le ralliement d'une partie des anarchistes au parti de la guerre le démoralise et il ne pourra pas peindre pendant trois ans. Il rejoint les pacifistes (Barbusse, Romain Rolland) car il se considère comme internationaliste par ses influences et ses amitiés. En 1917, la révolution russe l'enthousiasme. Après la guerre, la soif de nouveaux paysages lui font parcourir la Bretagne, la Normandie, La Rochelle et la Corse. Il est également président du salon des Indépendants qui permet d'exposer aux jeunes artistes. Un an avant sa mort, il se mobilise avec Nizan, Gide, et Dabit dans le comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Ses dernières peintures représentent de grands voiliers témoins, comme Signac, d'un monde qui disparaît.

P. Miramas

Exposition Paul Signac au musée des Beaux-Arts de Reims du 6 novembre au 13 décembre 1992.

On retrouvera également tous les personnages cités plus haut et la période dans le livre sous presse «Les Temps Nouveaux, un hebdomadaire anarchiste» aux éditions Acratie.

BREVES

Vallée d'Aspe : la lutte continue !

Le 30 septembre avait lieu plusieurs actions sur le thème «Autoroute overdose».

En Belgique une action contre le ERT (European routable). De nombreux groupes industriels font partie de ce cercle de décideurs (BSN, Lafarge, Thomson, Total, St-Gobain, Lyonnaise des eaux). Ces industriels programmes en premier lieu les infrastructures autoroutières et ferroviaires de l'Europe des marchandises.

Un tunnel chez Van Miert, commissaire européen de l'environnement et du transport : 25 personnes se sont rendues à son domicile personnel à l'est de Bruxelles et ont percé symboliquement un tunnel dans son jardin. Le brave eurocrate n'était pas chez lui. Deux banderoles avaient été disposées par le groupe flamand «JNN : autoroutes overdose» : financement parlement européen, conséquences : destruction de la vallée d'Aspe ; ainsi que plusieurs panneaux simulant les travaux de percement du tunnel.

En France : Dix personnes ont pénétré sur le site des forges d'Abel et ont couvert le pont installé sur le gave d'Aspe de graffitis hostiles au projet. Au cours de leur fuite en forêt, trois d'entre elles ont été arrêtées par les mobiles. Elles comparaîtront le 9 décembre prochain pour dégradation de matériel. Une quinzaine de valléens du comité d'habitants étaient présents durant une heure devant l'entrée du site, mais n'ont pas participé à l'action.

Par ailleurs, 300 personnes venues d'Espagne (association de protection de la nature), se sont déplacées sur le site des forges d'Abel la deuxième semaine d'octobre.

Une nouvelle manifestation à l'appel du collectif alternative à l'axe E7, aura lieu à Pau le 21 novembre. Ils auront eu tout l'été pour préparer cette manifestation, bien loin du site ; de toutes façon ce sera l'occasion de repréciser notre position concernant l'Europe des marchandises, nullement remise en cause par le rail !

Dernière minute : le 18 déc. concert de soutien toujours à Pau, mais le lendemain marche sur le Somport (r.v. Urdos à 11h) et actions devant les préfectures. Et d'autres actions prévues du 26/12 au 3/1/93 !

JND - Le 21 novembre

Gazoduc : la mobilisation contre le mépris

Enfin, les travaux du gazoduc sont stoppés... pour la période de chasse. cela était prévu avant même que les premiers engins ne montent sur Larrau début juillet et fait l'objet d'un accord entre la société des gaz GSO et la Commission syndicale de Soule. Cette dernière, qui a pour tâche de gérer les terres de montagne appartenant collectivement aux habitant(e)s de Soule, montre ainsi clairement quels sont ses véritables soucis. Les riches chasseurs qui louent les cols pour abattre les palombes méritent plus d'égard que les paysans qui sont menacés par les tracés du tuyau. A ceux qui s'opposent on envoie la force armée de la république française, on menotte, on poursuit, on punit. Aux autres, on promet quelques espèces sonnantes et trébuchantes qui n'ont pour seul but que d'acheter la soumission. La Commission syndicale de Soule a visiblement fait une croix sur les paysans en choisissant sans ambiguïté de défendre les intérêts des puissants, elle rêve de livrer les terres indivises aux plus offrants. L'agriculture n'est plus un créneau porteur.

La GSO a compris qu'elle avait des alliés, elle s'en sert magnifiquement. Ainsi en est-il des élus qui, sous couvert et avec l'obsession du développement, organisent en fait le sous développement de l'économie locale et le pillage des ressources humaines et naturelles du pays. Mais c'est, semble-t-il la norme avec des régions entières transformées en voies de passage, zones-dortoirs, voire en terrain de loisir.

Il est prévu que les travaux saccageurs reprennent dès le 15 novembre. les promoteurs de cette autoroute du gaz comptent la terminer en 93. Pourtant cela ne se ferait pas avec l'accord tacite des propriétaires traversés. En effet la plupart de ceux-ci n'ont pas signé la convention de servitude (sorte de contrat les liant au tuyau de la GSO). Contrairement à ce que les élus voudraient faire croire, le tuyau n'est pas accepté, tout juste est-il subi.

C'est un projet international de transport de gaz auquel on s'oppose en Soule et le pouvoir (Etat, Elf-Aquitaine...) a déjà commencé à utiliser quelques unes de ses armes redoutables. il est urgent que des contre-pouvoirs s'expriment aussi. C'est dans cet esprit que l'association Gaz-Par organise une fête/rassemblement le 11 novembre prochain à Licq (à 2km du village sur la route de Larrau). Ce sera une occasion de faire connaître plus largement l'action de l'association contre le gazoduc, ainsi que d'autres luttes qui se mènent contre des chantiers transpyrénéens.

Au programme, le matin visite du chantier, à 13h repas, à 15h débats avec la participation de plusieurs associations, à 17h kantaldi, et des animations toute la journée.

Har Hitza

Noir et Rouge n° 27 vient de sortir. Au menu, un gros dossier sur la Palestine : les origines du conflit israélo-arabe; l'identité juive et le sionisme; la question de l'eau au Proche-Orient; les rapports des Palestiniens avec les Etats arabes; la politique des Etats-Unis par rapport à Israël; les élections israéliennes; les négociations de Madrid; les enfants de l'Intifada; la répression, les prisons, les commandos de la mort... et une suite du dossier Médias (*NR* 26).

40 p., 25 F. Abonnement à 100 F ou 200 F, selon le nombre de publications souhaitées. Chèques à l'ordre de *Noir et Rouge*, CCP 2011 85 F Limoges.

Noir et Rouge, 20 avenue Weber, 93500 Pantin.

Briquets "A bas les politichiens"... Il en reste : 5 pour 50 F. A commander au groupe de Reims.

Et puis même si c'est plus la saison, il reste aussi des tee-shirts... Quoique, en guise de chemise de nuit...

Brochure sur le nucléaire

Le groupe de Bordeaux vient de sortir une brochure rassemblant tous les articles parus dans CA depuis 1 an sur le thème du nucléaire : centrales, déchets, plutonium... Un bon outil pour les anti-nucléaires.

A commander au groupe de Bordeaux. 15 F l'exemplaire (port compris).